

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre	1
Le capitalisme soviétique en crise	8
Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants	21
La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (III)	37

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du
Parti Communiste International
 ISSN - 0 0 3 3 - 0 3 7 X
Administration et diffusion :

Editions Programme
 3 Rue Basse Combalot
 69007 Lyon - F

Prix au numéro :

25 FF, 140 FB, 10 FS, £ 3, 450 Pts, 10 DM, 5000 Li, USA + Cdn us \$ 4, Amérique latine us \$ 1

Abonnement simple:

Le prix de 4 numéros

Abonnement de soutien :

Pour 4 numéros : 200 FF, 1100 FB, 80 FS, £ 25, 3500 Pts, 80 DM, 40000 Li, USA + Cdn us \$ 35, Amérique latine us \$ 8

Paiement par mandat ou chèque :

A l'ordre de DESSUS,

Editions Programme
 3 Rue Basse Combalot
 69007 Lyon - F

PROGRAMME COMMUNISTE
theoretical Review of the
International Communist Party

Editorial office :

Editions Programme
 3 Rue Basse Combalot
 69007 Lyon - F

Payment by

eurocheck or international money order :

to DESSUS

All correspondence should be sent to the above address.

CORRESPONDANCE

FRANCE : Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon

SUISSE : Editions Programme, 12 Rue du Pont, 1003 Lausanne

ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

- LE PROLETAIRE -

Journal bimestriel

Le numéro : 5 FF, 30 FB, 3 FS, 3000 Li

Abonnement annuel (5 numéros) : 50 FF, 200 FB, 30 FS, 15000 Li

Abonnement annuel de soutien : 100 FF, 400 FB, 60 FS, 30000 Li

- IL COMUNISTA -

Journal bimestriel en italien

Le numéro : 2000 Li, 10 FF, 40 FB, 5 FS

Abonnement : 18000 Li, 60 FF, 240 FB, 35 FS

Abonnement de soutien : 30000 Li, 125 FF, 500 FB, 70 FS

- EL PROGRAMA COMUNISTA -

Revue théorique en espagnol

Le numéro : 400 Pts, 20 FF, 120 FB, 8 FS

le prolétaire
 organe du parti communiste international

M 2414-412-5F
 le prolétaire NO 412
 Août - Sept. - Oct. 1991

TROUPES FRANCAISES ET BELGES HORS DU ZAIRE !

Les troupes françaises et belges qui ont été envoyées au Zaïre en 1977, sous le commandement du général de Gaulle, ont été envoyées là-bas pour défendre les intérêts de la bourgeoisie française et belge. Elles ont été envoyées là-bas pour empêcher le développement du mouvement révolutionnaire dans ce pays. Elles ont été envoyées là-bas pour empêcher la mise en œuvre de la révolution prolétarienne.

A Moscou, la crise économique attise les affrontements entre fractions bourgeoises

Sur le terrain du monde révolutionnaire, la crise économique de l'URSS a provoqué une série de réactions. Les fractions bourgeoises se disputent le pouvoir dans ce pays. Elles se disputent le droit de représenter le prolétariat. Elles se disputent le droit de diriger la révolution.

Yougoslavie
Solidarité et unité de tous les prolétaires

il comunista
 organo del partito comunista internazionale

il comunista NO 412
 Agosto - Settembre - Ottobre 1991

Dove va l'URSS?

La crisi economica dell'URSS ha creato una situazione di estrema difficoltà per il proletariato. Le frazioni borghesi si lottano per il potere in questo paese. Le frazioni borghesi si lottano per il diritto di rappresentare il proletariato. Le frazioni borghesi si lottano per il diritto di dirigerla rivoluzione.

NELL'INTERNO

YUGOSLAVIA
Borghesissimo arrembaggio all'osso jugoslavo

A Mosca, la dittatura del capitale e la sua crisi economica spingono le frazioni borghesi a lottare fra di loro

La crisi economica dell'URSS ha creato una situazione di estrema difficoltà per il proletariato. Le frazioni borghesi si lottano per il potere in questo paese. Le frazioni borghesi si lottano per il diritto di rappresentare il proletariato. Le frazioni borghesi si lottano per il diritto di dirigerla rivoluzione.

La crisi economica dell'URSS ha creato una situazione di estrema difficoltà per il proletariato. Le frazioni borghesi si lottano per il potere in questo paese. Le frazioni borghesi si lottano per il diritto di rappresentare il proletariato. Le frazioni borghesi si lottano per il diritto di dirigerla rivoluzione.

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre

Avec l'invasion en août 90 du Koweït par l'Irak, les illusions sur l'ouverture d'une période de rapports pacifiques et de coopération entre les divers Etats du monde, sur la normalisation des différentes régions **à risque** - et **à risque de guerre, comme le Moyen Orient** -, toutes ces illusions ont été brutalement dissipées.

Aux blindés irakiens, qui ont mis en évidence que les seuls rêves qui ont droit de cité dans la société du capital, ce sont les rêves d'expansion des puissances en ascension, ont répondu les forces armées américaines, entraînant derrière elles "le reste du monde" contre une puissance régionale qui a osé agir indépendamment des directives des grandes puissances; par les gueules de leurs canons et les soutes de leurs bombardiers celles-ci ont voulu réaffirmer que les "petits" n'étaient autorisés à agir qu'en fonction de la dynamique des intérêts et sous la "protection" des grands impérialismes qui régissent la planète.

La mobilisation militaire des plus grandes puissances du monde contre un "ennemi unique" pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre mondiale démontre que la **guerre englobant le monde entier** n'est pas évitable sous le capitalisme: non

pas une conséquence possible des tensions croissantes entre Etats, mais le débouché **inévitabile** des contradictions internes du capitalisme mondial.

Aujourd'hui, ni l'action défaitiste du prolétariat, ni l'action politique plus générale du parti marxiste, n'ont été en mesure de s'opposer à la guerre, en raison de l'absence de la lutte de classe, en particulier dans les centres impérialistes. Cela n'empêche pas que les perspectives de lutte pour lesquelles les minuscules forces du communisme révolutionnaire doivent travailler sont celles de la dénonciation de toute aventure policière et militaire de "sa propre" bourgeoisie, du défaitisme opposé aux mobilisations guerrières, de l'opposition intransigeante à la propagande patriotique et nationaliste, de la rupture de toute collaboration ou solidarité avec la bourgeoisie et son Etat.

**POUR LES GRANDES PUISSANCES:
BAGDAD DELENDA EST !**

Selon les bonnes règles du marché capitaliste, l'ennemi juré d'hier peut devenir un bon allié, comme l'allié devenir un ennemi implacable. C'est ainsi que l'Irak, bastion des intérêts de l'Occident contre le méchant Iran de Khomeiny, est devenu le symbole du

Mal, le pays du nouvel Hitler à détruire pour sauver l'humanité. Selon une logique commune à celle de toutes les puissances, l'Irak sous la pression d'une situation politique et économique interne désastreuse, a voulu profiter d'une conjoncture régionale et internationale apparemment plutôt favorable pour envahir le Koweït afin d'obtenir au moins trois choses: un débouché avantageux sur le Golfe Persique, un territoire riche en gisements pétroliers exploitables à un coût très bas, la réalisation d'une politique agressive de puissance en compétition avec l'Iran et Israël pour le rôle de **gendarme régional**.

Mais les calculs irakiens se sont révélés faux; les Etats-Unis et les grands Etats impérialistes n'entendaient pas permettre à l'Irak ce qu'ils ont permis à Israël vis-à-vis de la cis-Jordanie ou de Gaza, ou à la Syrie vis-à-vis du Liban. C'est qu'avec le Koweït il s'agit d'une partie conséquente des réserves en pétrole et du monde, et en plus d'un pétrole de bonne qualité et aux coûts d'extraction très faibles!

L'Irak est donc devenu dans la propagande occidentale un "ennemi de la paix mondiale" et le seul responsable de la guerre du Golfe, et donc le responsable de la récession économique qui à partir de la fin 90 a touché les pays les plus puissants ainsi que le responsable de l'aggravation des difficultés économiques des pays de l'Est européen. Les Etats-Unis, comme l'on sait pays des libertés et champion universel de la paix, ont mobilisé la plus gigantesque armada depuis la guerre de Corée, avec toute sa panoplie d'armes, depuis les avions "furtifs" qui avaient à se racheter aux yeux des contribuables après avoir raté leurs cibles lors de l'invasion de Panama, jusqu'aux vieux "B 52" rendus tristement célèbres lors des bombardements massifs du Vietnam; depuis les "bombes intelligentes" et les missiles de croisière jusqu'aux missiles "Patriot" dont les performances tant vantées lors des affrontements se révéleront par la suite largement imaginaires; depuis les terribles "bombes à implosion" jusqu'aux bulldozers spéciaux pour enterrer vivants les soldats irakiens, etc. Les Etats-Unis, défenseurs de la paix et des valeurs occidentales sont venus défendre et libérer les plus grands producteurs et exportateurs de pétrole du monde; et ils ont commencé et fini par occuper militairement la région.

Toute la propagande bourgeoise a développé le thème du respect de la "souveraineté des Etats". Mais pourquoi donc les Etats-Unis peuvent-ils envahir le petit Panama et remplacer son gouvernement par un autre alors que l'Irak n'a pas le droit de faire la même chose vis-à-vis d'un Etat qui ne se trouve pas à des milliers de km de distance mais à sa frontière immédiate et envers qui il n'a jamais renoncé à ses re-

vendications territoriales? Le prétendu "droit de souveraineté" n'a rien à voir dans cette histoire; ce droit, comme tous les droits bourgeois, ne vaut qu'en fonction des rapports de force réels qui sous-tendent les relations entre les Etats: c'est le **droit des armes** qui décide de la souveraineté de chaque pays. Et les grandes puissances impérialistes n'ont cessé de violer le droit de souveraineté des pays plus faibles comme le démontrent, en plus de deux guerres mondiales, la série interminable de guerres "locales" et de coups de force qui a jalonné les dernières décennies de "paix" mondiale.

Le "péril de guerre" au Moyen-Orient n'est pas né avec l'invasion du Koweït par l'Irak et n'a pas disparu avec la défaite du régime de Bagdad. Le Moyen Orient est une aire dans laquelle la guerre a été pratiquement **permanente**; depuis la fin de l'empire turc et les partages de ses dépouilles entre la France et la Grande Bretagne, jusqu'à ses divisions en zones d'influence russes et américaines, cette région a été en permanence le théâtre de très forts antagonismes inter-impérialistes et de guerres périodiques. C'est une situation qui ne prendra fin que par la disparition du capitalisme, ce mode de production marqué par la concurrence et la lutte constante pour les marchés, les voies commerciales, les sources d'énergie, et qui combat la chute inexorable du taux de profit par la recherche de sources d'énergie et de matières premières au coût le plus faible, et la surproduction par les destructions avec les guerres des marchandises et des hommes en surnombre.

LE MOYEN ORIENT, AIRE ETERNELLEMENT INSTABLE, CARREFOUR DE CIVILISATIONS MORTES ET DE GISEMENTS DE PETROLE

Depuis les premiers bancs de l'école on nous a enseigné que la civilisation est venue du Moyen Orient et que de grands heurts entre civilisations différentes ont eu lieu dans la région qui va du Nil au Golfe Persique, de la Mer rouge au Tigre et à l'Euphrate; on nous a appris que toute la vaste zone dite autrefois Asie mineure, était une zone éternellement instable, terrain d'élection pour des rois ou des sheikhs, des empereurs ou des armées étrangères, bref, une terre de **croisades** ou de **colonisations**. Longtemps dominée par l'empire turc, cette région fut partagée après la première guerre mondiale principalement entre impérialistes français et anglais, les allemands perdant leur influence acquise derrière la domination formelle des turcs (1). Dans la région seuls de rares Etats comme l'Egypte ou la Perse avaient pu maintenir une existence étatique continue, en dépit de leur vassalisation ou colonisation; la plupart des Etats qui peuplent cette zone n'ont, selon les dires des bourgeois eux-

mêmes que des frontières récentes et artificielles, ne reposant pas sur des frontières naturelles, c'est-à-dire historiquement définies et établies, entre des populations diverses. Ces frontières ont été tracées par les impérialismes dominants en fonction de leurs intérêts propres et des rapports de force entre eux. Le déclin des vieux impérialismes anglais et français a cependant laissé intactes leurs créations, les nouveaux impérialismes dominants érigeant en règle sacro-sainte l'intangibilité des frontières issues de la décolonisation.

En s'implantant le capitalisme détruit les anciens équilibres politiques, sociaux et économiques, mais il lui est beaucoup plus difficile de ré-équilibrer ce qu'il a détruit. D'inévitables poches d'arriération, de stagnation économique et sociale, subsistent dans les pays qui n'ont accédé qu'au cours de ce siècle au capitalisme et à l'indépendance. Cette loi de développement inégal du capitalisme est encore accentuée par le phénomène de l'impérialisme, qui perturbe totalement le développement "naturel", "autonome" du capitalisme local, l'accélérant fortement dans certaines régions et certaines branches, le freinant ou l'empêchant dans d'autres. La grande vague d'émancipation anti-coloniale n'a pas eu la force au Moyen-Orient de donner naissance à de véritables mouvements révolutionnaires bourgeois capables de constituer de grands Etats, voire de donner corps au rêve pan-arabiste, et donc d'impulser un puissant développement des forces productives. A l'inverse, le maintien des structures et des frontières héritées du colonialisme et des inégalités de développement capitaliste, a perpétué l'instabilité permanente de la région et a permis aux rivalités inter-impérialistes de jouer à plein.

LE CONTROLE DES VOIES COMMERCIALES ET MILITAIRES AINSI QUE DES RESERVES PETROLIERES EST UN PROBLEME VITAL POUR L'IMPERIALISME

Après les chocs pétroliers de 73-74 et 79-80, les Etats-Unis essayèrent de ne plus se faire surprendre par les mouvements de puissances économiques et financières même régionales mais qui, comme dans le cas des pays producteurs de pétrole, peuvent causer de graves problèmes. Le pétrole et les produits para-pétroliers jouent un rôle vital pour la production capitaliste; c'est pourquoi le contrôle de leurs gisements et de leur marché et donc de leur prix, est un objectif prioritaire pour les grands impérialismes. Mais aussi pour les pays producteurs.

En janvier 1980, après l'occupation de l'Afghanistan par les soviétiques, le président américain Jimmy Carter déclarait: **"L'URSS cherche à consolider une position**

stratégique qui met en grave péril la libre circulation du pétrole du Proche Orient. (...) Toute tentative faite par une force extérieure pour s'assurer le contrôle du Golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des Etats-Unis. Elle sera repoussée avec tous les moyens nécessaires, y compris l'utilisation de la force militaire"(2).

A part le couplet sur la "libre circulation", ces paroles étaient d'une clarté inusitée. Les intérêts **vitaux** des Etats-Unis se trouvent aussi dans le Golfe Persique, et cela, non parce qu'ils dépendraient de façon déterminante de ce pétrole, comme les Etats européens ou le Japon: les Etats-Unis ont la possibilité de trouver en Amérique Latine mais aussi sur leur propre sol, tout le pétrole dont a besoin leur économie. Ces intérêts sont vitaux pour les USA d'abord parce que les compagnies pétrolières américaines ont de très forts intérêts dans le pétrole du Moyen-Orient; ensuite et surtout parce que le contrôle de ce pétrole permet aux Etats-Unis de contrôler la principale source d'énergie de ses concurrents sur le marché mondial, de l'Europe au Japon. Et donc **un des piliers de la domination planétaire des américains est constitué par le contrôle des sources de matières premières indispensables à l'industrie de tout pays et à plus forte raison des pays capitalistes les plus développés, ainsi que par le contrôle des voies commerciales internationales (et donc militaires) surtout maritimes et aériennes.**

Mais pour la même raison, toute cette région est en même temps une zone d'intérêts vitaux pour la Grande Bretagne, la France, l'Italie, etc., et naturellement pour la Grande Allemagne; c'est-à-dire pour des pays qui doivent encore subir la pression et l'initiative nord-américaine, mais qui aspirent et qui tendent à conquérir leur autonomie vis-à-vis de Washington sur le plan diplomatique et politico-militaire. Les Etats-Unis n'ignorent bien sûr rien de cette tendance croissante à l'autonomie de leurs anciens vassaux devenus des concurrents économiques toujours plus pressants. Cet effritement continu de la domination américaine n'est que la traduction au plan politique de l'érosion de sa prépondérance économique et financière. C'est précisément parce qu'il est affaibli que l'aigle américain a réagi avec autant de force: il voulait démontrer en infligeant une défaite spectaculaire à une armée irakienne présentée pour les besoins de la cause comme la "quatrième armée du monde", non seulement qu'il est capable de faire rentrer dans le rang les petites puissances trop gourmandes, mais qu'il reste la super-puissance incontestée, le seul gendarme du monde. Et si les USA ont dû pour cela utiliser la fiction de l'ONU, il reste cependant clair pour les bourgeois

du monde entier que c'était Washington et personne d'autre qui dictait sa volonté aux séances du Conseil de Sécurité: Moscou, Paris et les autres étaient contraints d'avaler toutes les couleuvres présentées.

Quant à l'ONU que la propagande bourgeoise vulgaire dépeint comme une institution de paix, elle a montré une nouvelle fois qu'elle ne réussit à fonctionner à la satisfaction de ses parrains que comme instrument de **guerre**, à laquelle elle confère en outre la justification qui découle de son "prestige" d'institution internationale dans les superstitions de la pensée petite-bourgeoise.

LES CONTRADICTIONS ENTRE GRANDES PUISSANCES IMPERIALISTES ET PUISSANCES EN ASCENSION SONT DESTINEES A S'AGGRAVER TOUJOURS PLUS JUSQU'A LA GUERRE GENERALE

Aujourd'hui encore les canons sont dirigés contre des puissances en ascension qui remettent en cause le statu-quo, c'est-à-dire le partage impérialiste du monde né de la dernière guerre mondiale. Mais les tendances à une guerre générale entre deux blocs opposés se font jour de manière de plus en plus évidente.

Cela peut sembler un paradoxe: le bloc soviétique (le "camp socialiste" de tous les révisionnistes) a volé en éclats, l'URSS elle-même lutte pour son intégrité; il semblerait que l'autre bloc (le "monde libre" de toutes les canailles intellectuelles), le bloc occidental, n'aît plus d'**ennemi**. "L'empire du mal" dénoncé par Reagan s'étant

ettonné, il ne devrait plus y avoir de raison à une guerre et l'ère qui s'ouvre devrait être celle de la Paix.

L'erreur fondamentale de ce raisonnement banal réside dans la croyance que les guerres ont une cause **idéologique**: démocratie contre fascisme, liberté contre totalitarisme, droits de l'homme contre fanatisme, etc.... En réalité c'est la paix impérialiste qui est le terrain de culture de la guerre impérialiste; paix comme guerre sont, sous le capitalisme, non des buts en soi, mais des **moyens** de la politique. Pour chaque Etat bourgeois, pour chaque bourgeoisie, l'**ennemi** ne disparaît jamais puisqu'il est engendré par ce principe essentiel du marché qui est la concurrence; à l'intérieur des frontières, sur le terrain économique et politique: entreprise contre entreprise, organisation mafieuse contre organisation mafieuse, parti contre parti; à l'extérieur des frontières, la guerre commerciale et monétaire, financière, n'est plus tempérée ou contenue dans certaines limites par une structure semblable à celle de l'Etat bourgeois national; au contraire la concurrence entre entreprises, trusts, capitaux, monnaies implique inévitablement les interventions des Etats pour soutenir les capitalistes nationaux. Dans les périodes d'expansion économique, les grands Etats arrivent, non sans difficultés, à s'entendre sur des "règles du jeu" qui se donnent pour but de régulariser la concurrence sur la marché mondial. Bien entendu cette entente est d'autant plus facile à être obtenue qu'elle est imposée par un "Grand Frère" ou un "Grand Allié" aux dépens des partenaires plus faibles:

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

SOMMAIRE :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

COMMANDE A ED. PROGRAMME, AU PRIX DE 50FF, 280FB, 25FS, 20000LI.

voir l'exemple du "COMECON" à l'Est et des accords du type "Kennedy Round", "GATT", à l'Ouest. Lorsque l'expansion cède la place à la "récession" et à la crise, les accords deviennent de plus en plus difficiles à établir et sont de plus en plus ouvertement violés, jusqu'au moment où le recours à la force brute s'impose pour sauvegarder "l'intérêt national" contre le concurrent devenu l'ennemi(3).

L'apparente unanimité internationale pour écraser l'Irak selon la volonté américaine ne doit pas faire croire à une atténuation des tensions et des contradictions entre les autres Etats impérialistes, grands et petits. Pour la première fois peut-être depuis la fin de la deuxième guerre mondiale un Etat bourgeois a osé, de sa propre autorité, défier l'ordre impérialiste mondial dans un de ses secteurs névralgiques. En lui-même, et malgré la sévère punition infligée à l'Irak, ce seul fait démontre l'affaiblissement de cet ordre, ou pour utiliser le langage marxiste, de ce **partage impérialiste** du monde établi à l'issue de la guerre mondiale. Cet ordre avait déjà été battu en brèche par les mouvements révolutionnaires anti-coloniaux ou par un Etat de second rang agissant avec l'accord d'un "parrain" impérialiste; mais jamais jusqu'ici les armées d'un Etat bourgeois s'étaient mises en branle pour s'attaquer de son propre chef au protégé d'une superpuissance. Même si Saddam Hussein s'est grossièrement trompé sur la réaction américaine, il avait cependant perçu la réalité de l'usure du statu-quo mondial. Cette fois-ci les Etats-Unis et les autres impérialismes ont pu colmater la brèche. ET ils l'ont fait en prenant soin de **laisser en place** le gouvernement Saddam Hussein et tout l'appareil du parti Bâas qui ont donné suffisamment de preuve de leur solidité contre-révolutionnaire pour qu'on puisse tacitement leur confier la tâche de venir à bout des troubles sociaux et des révoltes suscitées par la défaite. Sa capacité à écraser les révoltes kurdes et chiïtes et à maintenir un Etat centralisé a été l'argument que le régime baâthiste a fait valoir à l'impérialisme (et peu importe si ce raisonnement a été implicite ou s'il a été exposé dans des négociations discrètes) pour obtenir son maintien en fonction, en acceptant de voir son armée privée de ses armements les plus puissants, inutiles pour maintenir l'ordre interne, mais menaçants pour "l'équilibre" régional.

Les Etats-Unis sont encore à l'heure actuelle la plus grande puissance, le pays où l'accumulation capitaliste a atteint son degré le plus élevé, le "despote du marché mondial" comme Marx qualifiait la Grande Bretagne au siècle dernier, le pays qui a la plus grande capacité de résister aux

inévitables crises cycliques du capitalisme qui naissent en son sein mais dont il fait supporter les conséquences aux pays capitalistes plus faibles. Mais le prix qu'ils payent pour surmonter ces crises est toujours plus élevé en termes d'attaques contre la classe ouvrière américaine (baisse de salaires, baisse de prestations sociales, chômage) et donc d'affaiblissement du consensus social, et en termes de menaces croissantes pour l'activité économique future (croissance incontrôlée de la montagne de crédits et aggravation du gouffre des déficits, facteurs sur lesquels repose l'économie américaine); et le prix qu'ils font payer aux autres pays est toujours plus difficile à supporter.

Lorsque ce prix deviendra insupportable, non seulement comme aujourd'hui pour de "petits" Etats, mais y compris pour les "grandes" puissances impérialistes, les rivalités impérialistes pour l'accaparement de marchés suffisants, de sources d'énergie et de matières premières, etc., deviendront alors insurmontables. Et inévitablement à ce moment commencera la guerre entre les grands Etats pour un nouveau **partage impérialiste** du monde et pour le redémarrage, après les destructions massives de la guerre mondiale, d'un nouveau cycle d'expansion capitaliste. Ce cours catastrophique est **inévitabile** sous le capitalisme; il ne pourra être brisé que par la seule force sociale historiquement porteuse d'un mode de production sans exploitation ni oppression, harmonieusement unifié à l'échelle de la planète - le communisme; cette force, c'est le prolétariat international, constitué en classe révolutionnaire et donc en parti communiste mondial.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore au moment où les rivalités inter-impérialistes prennent la forme de l'affrontement militaire, de la troisième guerre mondiale. Mais il est possible de lire dans toute guerre, même limitée, le niveau atteint par les contradictions inter-impérialistes. La guerre contre l'Irak, à première vue de caractère local, a revêtu à l'évidence une importance mondiale, et pas uniquement parce qu'elle affectait une source d'énergie vitale pour l'économie internationale. A l'occasion de cette guerre les plus grands pays impérialistes ont manifesté qu'ils étaient prêts à défendre par les armes leurs intérêts nationaux. Et il ne faudrait pas se laisser abuser par l'apparente unanimité derrière les Etats-Unis; il s'agissait en l'occurrence d'un accord forcé, chacun des Etats, au delà des divergences, voulant être militairement présent pour pouvoir participer à la curée et avoir son mot à dire lors du partage du butin, pardon!, lors de la définition du nouvel "équilibre" régional. Même le Japon et l'Allemagne, en traînant la patte, étaient là, par des capitaux à défaut de com-

battants: aucun Etat "grand" ou "moyen", voire "petit", n'a pu rester à l'écart de ce conflit: ni les lointaines Australie ou Argentine, ni même le Sénégal ou le Bengladesh, de même qu'aucun Etat ne pourra rester à l'écart d'un conflit inter-impérialiste mondial.

Les Etats-Unis ont placé cette guerre sous le drapeau de l'établissement d'un "nouvel Ordre mondial" ou, version à usage strictement interne, de l'aube d'un "nouveau siècle américain" marqué par le "leadership américain sur le monde". Mais qu'ont gagné au juste les américains?

La fameuse intangibilité des frontières faite respecter dans le Golfe au prix de la mort de cent mille soldats irakiens et d'un nombre indéterminé de civils (selon les chiffres complaisamment cités par les militaires américains pour attester de leur puissance), est partout battue en brèche; bafouée depuis toujours au Moyen Orient, menacée en Afrique et demain en Asie, elle est ouvertement violée en Europe, le continent crucial pour la paix et la guerre mondiale et aussi dialectiquement, pour la révolution mondiale. C'est en fait tout l'équilibre international antérieur qui est, peu à peu mais inexorablement, remis en cause, en dépit des interventions militaires massives ou des conférences de paix organisées par les forces impérialistes bénéficiaires de cet équilibre. Loin de constituer un accident de parcours, ou au contraire l'ultime et nécessaire tuerie avant d'accéder à l'ère de paix de ce nouvel Ordre mondial, la guerre du Golfe annonce une ère d'affrontements croissants qui mènera, si la révolution prolétarienne n'y met pas fin, à un troisième conflit mondial.

LE PREMIER ENNEMI DU PROLETARIAT EST SA PROPRE BOURGEOISIE

La bourgeoisie est tellement hypocrite y compris avec elle-même, que pour déclencher une guerre, elle a toujours besoin d'un prétexte; il lui faut prétendre agir au nom de la "conscience universelle", punir un "coupable", défendre le "Droit", la "Liberté", etc.

A l'inverse le prolétariat n'aura pas besoin d'invoquer des excuses ou des prétextes, il n'invoquera pas des "problèmes de conscience" pour en finir avec la bourgeoisie. Lui-même n'a aucun "ami" dans la société actuelle; en tant que classe révolutionnaire, il aura toutes les autres classes plus ou moins exploiteuses contre lui. Il n'a pas besoin d'inventer des justifications et des prétextes, comme le fait nécessairement la bourgeoisie qui doit présenter son intérêt de

classe comme "l'intérêt commun de toute la nation". Il lui faut au contraire percevoir en permanence de façon claire les intérêts réels des classes en lutte afin de se prémunir des mensonges des bonimenteurs professionnels de la bourgeoisie et des rêves creux de la petite-bourgeoisie.

La déclaration de guerre du prolétariat révolutionnaire à la bourgeoisie - et d'abord à sa propre bourgeoisie - sera une déclaration ouverte, sans subterfuges ni manoeuvres diplomatiques ou ruses de services secrets. **La révolution communiste ne sera pas un mouvement de justiciers sociaux; ce sera le mouvement violent et terrible de la grande masse des esclaves salariés contre tout le système capitaliste, contre la bourgeoisie et toutes les classes conservatrices.**

La bourgeoisie et le système capitaliste ne peuvent plus offrir de perspective qui tournerait le dos à l'infamale spirale des crises et des guerres, économiques et militaires. Une crise n'est surmontée qu'en posant les conditions d'une crise plus grande; une guerre ne se termine qu'en jetant les germes d'une guerre plus grande et plus meurtrière. Tout cela, Marx et Engels l'avaient écrit dès 1848 dans le **Manifeste du Parti Communiste**.

Nous sommes à la veille de l'an 2000; le seul progrès réside dans la formation d'un prolétariat industriel jusque dans les pays les plus "arriérés", prolétariat qui a la perspective de se lier au prolétariat des pays "avancés" dans un mouvement de classe indépendant de toute orientation pacifiste, réformiste, de collaboration de classes. Ce mouvement de classe n'existe pas encore; mais il est le seul à la hauteur des exigences historiques, le seul qui ouvre réellement une perspective d'en finir avec tous les maux du

EL PROGRAMA COMUNISTA

Num. 41 / Noviembre 1990

En este numero:

- Programa comunista reanuda su publicación
- Imperialismo, chovinismo. antimperialismo de clase
- Le reconquista del patrimonio teorico y politico de la izquierda comunista pasa tambien con la reapropiación de la praxis del partido correcto
- ?Que significa hacer el balance de las crisis del partido?
- Lo que distingue a nuestro partido
- El programa del partido comunista internacional

capitalisme en ouvrant la voie de la lutte pour le pouvoir. Toute autre perspective, même si elle apparaît plus facile ou plus immédiatement efficace, comme l'alliance avec d'autres classes pour "contraindre" la bourgeoisie à une "politique de paix", ou l'alliance avec des Etats bourgeois "anti-impérialistes" pour "tenir en échec" les impérialismes agressifs et "être solidaire des masses", revient à dissoudre la force potentielle du prolétariat pour le plus grand profit du système capitaliste. Au début de la première guerre mondiale, Lénine lança le mot d'ordre de la **transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour la conquête du pouvoir**. A cette époque le prolétariat, quoique sous l'influence du réformisme et du social-chauvinisme, n'avait pas encore complètement cédé à la collaboration des classes et au nationalisme. Le mot d'ordre lancé par une poignée de révolutionnaires fut bientôt entendu par des millions d'hommes de part et d'autre des lignes de Front. Si la révolution prolétarienne ne triompha qu'en Russie, toutes les bourgeoisies d'Europe vacillèrent et mirent fin à la guerre.

Le prolétariat a potentiellement une puissance incomparablement plus grande qu'alors, notamment dans les métropoles impérialistes. Mais il est politiquement incomparablement plus **arriéré** qu'autrefois, des décennies de contre-révolution et de collaboration des classes ont fait perdre toute trace de traditions classistes; des décennies de régime démocratique ont profondément ancré les habitudes pacifistes et les réflexes patriotiques. Tant que les conséquences des crises économiques n'auront pas remis en cause ces habitudes paralysantes, brisé le lien avec les intérêts bourgeois de "l'écono-

mie nationale" en rendant possible la lutte du parti de classe pour arracher le prolétariat à l'influence des organisations bourgeoises, il ne sera pas possible ni d'aller au delà d'une solidarité symbolique avec les victimes des guerres impérialistes, ni de faire reculer l'oppression et l'exploitation capitalistes auxquelles la classe ouvrière est soumise quotidiennement, ni a fortiori de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

Il appartient aux révolutionnaires qui ont su résister tant à l'influence du réformisme pro-soviétique qu'aux suggestions d'une pseudo-extrême gauche toujours prête à habiller d'un discours radical son suivisme par rapport aux idéologies et aux mouvements non prolétariens, de se rattacher aux lignes programmatiques et aux perspectives politiques du marxisme invariant; ils y trouveront les armes indispensables à l'activité au sein du prolétariat pour que les "étincelles de conscience de classe" spontanément produites par le choc des classes ne soient pas étouffées mais trouvent le chemin de l'organisation révolutionnaire et de la constitution du mouvement de classe qui aura pour tâche d'en finir avec l'inférieure société du capital.

(1) voir "La rente pétrolière au Moyen-Orient, objet de toutes les convoitises", "Le Prolétaire" n°408.

(2) cf "Primauté de l'action militaire, risques de nouveaux conflits politiques" in "Le Monde Diplomatique", mars 1982.

(3) voir à ce sujet notre étude "La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste" dans les n°90, 91 et 92 de la revue.

* * * * *

Le capitalisme soviétique en crise

"Les mailles réputées infranchissables du rideau de fer s'effritent sous les coups puissants d'une crise économique qui risque d'étouffer les pays de l'Est européen et l'URSS elle-même au point de devenir une redoutable bombe amorcée au coeur de l'Europe" écrivions nous il y a plus d'un an à propos du processus de démocratisation à l'Est ("Il Comunista" no 23, mai 1990). Et nous continuions: "il est certain que ces régimes sont entrés en crise; mais cela ne date pas d'aujourd'hui. Ils sont en crise depuis au moins quinze ans, mais ils ont pu repousser leur chute définitive grâce au soutien que les pays occidentaux les plus puissants leur ont assuré" par des rapports privilégiés sur le plan commercial, des prêts de capitaux (avec l'endettement en conséquence des bénéficiaires), bref par un soutien politique et économique qui avait pour but de garantir la permanence de la "coexistence pacifique". Mais l'ère des crises économiques et sociales profondes dans laquelle l'ensemble du monde bourgeois est entré depuis 1974-75, si elle ne s'est pas traduite par l'éclatement immédiat d'une crise économique catastrophique, a à la longue profondément érodé les équilibres économiques; trop longtemps artificiellement repoussée, la crise économique a fini par éclater avec d'autant plus de virulence dans les rigides sociétés pseudo-socialistes, faisant du même coup voler en éclats l'échafaudage politique sous lequel s'est réalisé le développement du capitalisme dans ces pays: nouvelle illustration de la thèse marxiste selon laquelle la démocratie a une force de résistance aux troubles économiques et sociaux beaucoup plus grande que n'importe quel régime totalitaire.

Un rapport d'une Réunion générale de notre parti consacrée notamment à l'analyse économique de la Russie revenait sur le fameux argument, avancé tant par les staliniens que par les trotskystes, de la prétendue absence de crises économiques en Union soviétique: *"La Russie passe à travers la crise mondiale d'entre-deux guerres de 1929-32 comme une salamandre (...). Ce phénomène "d'indifférence à la crise" peut-il suffire pour parler d'une économie de type non-capitaliste? En 1929 le tout jeune capitalisme soviétique naissant n'avait pas de canaux de communications avec le capitalisme et le marché international. Ces canaux ne devinrent appréciables que dix ans plus tard, avec la guerre de 1939. Ceci explique pourquoi la crise ne se communiqua pas à la Russie, qui était dans une phase de grave sous-production (...). De 1926 à 1939 la clé de la politique russe, que la force de l'histoire dictait au "dictateur", était celle du rideau de fer". Les staliniens prétendaient que la crise économique ne pouvait frapper que l'Occident; les post-staliniens krouchtchéviens remplacèrent ce mythe par une "position encore plus vile: il ne peut plus arriver de crise en Occident, grâce aux théories émulatrices de la coexistence des Mikoyan. S'il n'y avait plus jamais de crise, ces derniers, bras dessus bras dessous avec Keynes et Spengler et la science avinée de l'Amérique, nous auraient battus et Marx et Lénine avec nous (...)*

Mais si la crise vient, comme inévitablement elle viendra, la théorie marxiste n'aura pas seulement vaincu. (...) Le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée par l'émulation mercantile, la crise mordra au coeur la jeune industrie russe. Voilà à quoi auront servi l'unification des marchés et la libre circulation du sang dans le corps du monstre capitaliste! Mais celui qui réalise cette unification unifie aussi la révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux guerres, et avant le troisième conflit" (R.G. de Turin, mai 1956 in "Dialogue avec les morts", à paraître aux Ed. Programme)

L'étude dont nous publions ci-dessous la première partie entend montrer la réalité de la crise du capitalisme soviétique en cohérence avec tous les travaux effectués par le parti, crise qui est la cause fondamentale des bouleversements politiques actuels et futurs en URSS - quels que soient le nom et la configuration géographico-politique de l'Etat bourgeois sur ce territoire: la crise est bien arrivée comme nous l'avions prévu, et elle amène avec elle, non la perspective de la démocratie et de la paix, mais les spectres rivaux des guerres et des révolutions. Aux militants révolutionnaires d'Occident d'en prendre conscience, pour travailler, sans précipitation mais sans retard, à la reconstitution du parti de classe mondial !

Il y a 15 ans, nous concluions une étude sur "l'industrie russe dans le cycle d'accumulation d'après-guerre" en affirmant que l'Union soviétique s'ouvrait à la crise. Après avoir montré que le fameux plan de vingt ans (qui devait permettre, selon Kroutchev, d'arriver au niveau des USA en 1980) était condamné à l'échec, nous écrivions:

"Si jamais les USA devaient être rejoints et dans les quelques années prévues, ce serait alors dans cette phase historique, en raison des coups qui leur seraient infligés par la crise économique; cela voudrait seulement dire que le déclin des rythmes russes montre une même évolution, seulement plus retardée, vers les mêmes crises infâmes, auxquelles les horreurs de l'accumulation forcée ne servent que de piédestal.

Il n'est pas donné au capitalisme russe, pas plus qu'à aucun autre, de réaliser un développement idéal de l'accumulation, sans heurts ni interruptions. Il ne lui est pas donné, surtout, de le faire sans tensions sociales, à l'intérieur comme à l'extérieur, en mettant de côté les lois mêmes de l'accumulation, la structure sociale historique de la Russie, la lutte de la concurrence internationale. Si au bout de trente ans, l'orgie incontestée du capitalisme touche vraiment à sa fin, elle trouvera une Russie qui n'est plus protégée des crises par l'élan de la première industrialisation, mais qui, avec la décroissance des rythmes et des déséquilibres productifs, se meurt, au milieu de l'anarchie mercantile, dans la même direction irréversible "(1).

Personne aujourd'hui ne peut nier la crise économique en URSS; elle est reconnue et décrite par les plus hautes autorités du pays. Mais cette crise est présentée par la bourgeoisie mondiale comme la **crise du socialisme** et par les officiels soviétiques comme une crise de "l'économie de commandement" ou du stalinisme. Tous s'efforcent de cacher qu'il s'agit d'une **crise du capitalisme** (2) parce qu'ils présentent comme remède l'intégration plus profonde dans le marché mondial, le recours aux capitaux occidentaux et le libre jeu des lois du marché et du mécanisme de la concurrence.

Avant d'en venir à la crise actuelle, nous allons revenir brièvement sur quelques résultats des travaux de notre parti sur la "question russe" d'un point de vue économique.

DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN RUSSIE APRES LA REVOLUTION

La révolution d'octobre porta le prolétariat au pouvoir en dépit de son extrême faiblesse numérique, car c'était **la seule classe** capable de résoudre la crise de la société, par la **liquidation du féodalisme** tsariste et la **rupture avec l'impérialisme** (retrait de la guerre mondiale). Au delà de

ces deux objectifs, communs à la paysannerie comme à la classe ouvrière, cette dernière avait ses objectifs propres, socialistes, qui ne pouvaient être atteints qu'à l'échelle internationale, par la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés. La Russie arriérée, encore largement pré-capitaliste, n'aurait pu passer rapidement au socialisme qu'avec l'aide massive du socialisme instauré dans l'occident développé. Le socialisme signifie l'abolition du salariat, de la production de marchandises, l'abolition donc de l'argent et du marché, la production selon un plan unique international et donc la fin de la production par entreprises autonomes échangeant leurs produits selon la loi de la valeur, la disparition des classes sociales et le dépérissement de l'Etat...Aussi, avant que Staline n'affirme le contraire en 1926, aucun bolchévik n'avait jamais pensé qu'il soit possible d'aller vers le socialisme dans le cadre de la seule Russie. Ce qui était possible par contre, c'était de tenir en Russie en attendant la victoire de la révolution mondiale, et pour cela de faire redémarrer l'économie afin de pouvoir résister aux armées blanches et impérialistes tout en maintenant de "bons rapports" avec l'immense paysannerie. Sur le plan économique il fallait essayer d'aller vers un **capitalisme d'Etat** qu'on espérait pouvoir contrôler par le pouvoir d'Etat prolétarien.

La **contre-révolution** stalinienne a consisté à émanciper le capitalisme d'Etat (baptisé "socialisme") de tout contrôle: ce furent les premiers plans quinquennaux, les horreurs de l'accumulation forcée avec ses tueries et ses terreurs nécessaires pour plier toute la société aux lois du capital.

Les résultats sur le plan du développement économique, avec des chiffres de croissance record, furent longtemps présentés comme la preuve de l'existence (et de la réussite) d'un "mode socialiste de développement". Nous avons montré à l'époque que cette croissance rapide est caractéristique de tout capitalisme jeune et qu'il fallait s'attendre à une **diminution** régulière de ces taux de croissance à mesure que le capitalisme arrive à maturité: voir tableau 1

Tableau 1: Croissance en volume, par an, du Revenu National, selon les quinquennats.

1928-32	1e plan	13,2%
1933-37	2e plan	16,1%
1938-1942	3e plan	12,5%
1945-1950	4e plan	11,9%
1951-1955	5e plan	11,3%
1956-1960	6e plan	9,2%
1961-1965	7e plan	6,6%
1966-1970	8e plan	7,2%
1971-1975	9e plan	5,7%
1976-1980	10e plan	3,9%
1981-1985	11e plan	3,2%

sources: "L'Expansion", 20/2/81 et "L'URSS en révolution", Ed. Messidor, 1987 pour les chiffres d'après-guerre.

Cette même évolution peut se lire, de façon encore plus spectaculaire, dans les chiffres de l'industrie:

Tableau 2: Taux de croissance annuel de l'industrie soviétique par quinquennat.

1929-1932	1e plan	19,3%
1933-1937	2e plan	17,1%
1938-1940	3e plan	13,2%
1946-1950	4e plan	13,5%
1951-1955	5e plan	13,0%
1956-1960	6e plan	10,3%
1961-1965	7e plan	8,6%
1966-1970	8e plan	8,4%
1971-1975	9e plan	7,4%
1976-1980	10e plan	4,4%
1981-1985	11e plan	3,7%

sources: chiffres donnés dans "le mythe de la planification socialiste en Russie", Programme communiste n°69-70 et "L'URSS en révolution", op. cit. Pour une critique des tripatouillages des statistiques soviétiques, nous renvoyons le lecteur à ce n° de notre revue.

Aujourd'hui certains voudraient voir dans cette décroissance une spécificité soviétique, une "tendance à l'inefficacité" du "socialisme". Or, le même ralentissement se constate pour tous les grands pays (chiffres d'après - guerre jusqu'à la crise de 1974):

Tableau 3: Taux de croissance annuels moyens dans l'industrie pour quelques pays.

	URSS	USA	JAPON	RFA
1947-51	21,2%	6,0%	25,2%	31,8%
1952-58	11,4%	1,5%	12,4%	8,9%
1959-65	9,1%	6,5%	15,0%	6,5%
1966-70	8,5%	3,5%	15,6%	6,0%
1971-74	7,4%	4,0%	9,1%	4,2%

source: Il Programma Comunista n°5/1976

L'Allemagne et surtout le Japon qui partait d'un niveau économique plus faible et qui avait le dynamisme d'un capitalisme jeune, ont connu après les destructions de la guerre, des chiffres de croissance économique "à la russe". Les Etats Unis, capitalisme ultra-mûr et qui n'a pas connu de destructions sur son sol (et donc pas non plus de coup de fouet économique pour la reconstruction), ont des taux de croissance beaucoup plus faibles et beaucoup plus oscillants selon les périodes de récession et d'expansion.

Les statistiques soviétiques distinguent deux secteurs dans la production industrielle: le secteur A correspondant à la production des moyens de production et le secteur B correspondant à la production des moyens de consommation (respectivement les sec-

teurs I et II du schéma marxiste de la production capitaliste). Les produits du secteur A sont destinés à la poursuite et à l'élargissement de la production, les produits du secteur B à la consommation de la population. L'évolution relative des deux secteurs donne des informations très intéressantes sur l'économie capitaliste dont ils font partie.

En 1913 le secteur B représente 66,7% et le secteur A 33,3% de la production industrielle totale de la Russie. En 1922, alors que la production industrielle de la Russie révolutionnaire n'est encore que le tiers (34%) du niveau d'avant guerre, la proportion entre les deux secteurs n'a pas varié: 68% pour B et 32% pour A. Fin 1928, début du premier plan quinquennal, on a encore une prédominance de B sur A: 60,5% contre 39,5%. Cette année là le niveau de production industrielle de l'URSS dépasse nettement celui de la Russie tsariste, puisqu'il est égal à 132% du niveau de 1913. Au plan politique la victoire sur l'opposition de gauche est totale et au plan social le prolétariat est muselé: toutes les conditions sont remplies pour que débutent les plans quinquennaux et l'orgie productiviste du capitalisme d'Etat soviétique.

Dès le premier plan quinquennal la prédominance de A est établie, et elle ne sera plus remise en question; en 1932 nous avons en effet le renversement de la situation antérieure avec A = 53,4% et B = 46,6%. Par la suite, nous aurons (année finale des plans quinquennaux):

Tableau 4: Proportion des deux secteurs dans la production industrielle totale.

Années	Secteur A	Secteur B
1913	33,3%	66,7%
1922	32%	68%
1928	39,5%	60,5%
1932	53,4%	46,6%
1937	57,8%	42,2%
1940	61,2%	38,8%
1945	74,9%	25,1%
1955	70,5%	29,5%
1960	72,5%	27,5%
1965	74,1%	25,9%
1970	73,4%	26,6%
1975	74,1%	25,9%

source: Il Programma Comunista n°10/1976

L'augmentation relative du secteur A par rapport au secteur B connaît deux exceptions: tout de suite après la guerre, au moment où l'effort d'armement se relâche inévitablement, et lors du quinquennat 1966-1970. Ce quinquennat apparaît quelque peu exceptionnel puisqu'il est le seul à ne pas vérifier la tendance à la diminution du taux de croissance de l'économie: le Revenu national augmente de 7,2% contre 6,6% pour le quinquennat précédent, et le taux de croissance de l'industrie varie très peu (voir

Tableaux 1 et 2). Ce quinquennat était le premier de l'ère post-Kroutchévienne; il est placé sous le signe de l'abandon de diverses mesures volontaristes dans le domaine agricole, notamment une augmentation forcée du nombre des sovkhoses, qui avaient abouti à la récolte catastrophique de 1963, et dans le domaine industriel (plan de 7 ans). Les concessions des nouveaux dirigeants (Brejnev et Kossyguine) aux kolkhoses et la réforme économique de 1965 affirmant le rôle central de l'entreprise dans l'économie, et du profit dans "l'autonomie comptable" de celle-ci donnèrent un coup de fouet - relatif - à l'économie du pays. Mais l'augmentation plus rapide de la production du secteur des moyens de consommation, le secteur B, fût une surprise pour les planificateurs: le taux de croissance de ce secteur atteignit en effet 8,4% par an alors que le chiffre prévu n'était que de 7,6%... Par la suite le "retour à la normale" s'accomplit et le secteur A continue à progresser toujours plus vite que le secteur B, même quand les planificateurs espèrent voir le secteur B continuer sur sa lancée: le plan 1971-1975 fixe une progression plus rapide à ce dernier (7,9% par an contre 7,4% au secteur A) mais c'est l'inverse qui se passe: 6,6% de croissance annuelle pour B et 7,8% pour A. Le plan 1976-1980 se fait une raison, et les résultats confirmeront la dictature de A: 4,7% de croissance pour A, 3,9% pour B.

D'autre part, à l'intérieur de A prédomine largement la fabrication de moyens de production à destination de A lui-même; en 1965, 72,2% de la production de A était destinée à A (27,8% à destination de B); en 1971 les proportions étaient pratiquement les mêmes: 72,2% à destination de A, 27,9% à destination de B.

Quelle est la signification de cette prédominance absolue du secteur produisant les moyens de production sur le secteur produisant les moyens de consommation? Lénine nous donne la réponse:

"la production crée elle-même son marché: elle a besoin de moyens de production, et ceux-ci constituent une branche distincte de la production sociale, qui occupe une partie des ouvriers, fournit un produit distinct, réalisé partiellement au sein même de cette branche, partiellement par l'échange avec l'autre branche: celle qui produit les objets de consommation. Effectivement, l'accumulation est un excédent de la production sur le revenu (les objets de consommation). Pour élargir la production ("accumuler" au sens absolu du mot), il est nécessaire de produire d'abord des moyens de production; il faut donc, pour cela, élargir la section de la production sociale qui fournit les moyens de production, il faut y affecter des ouvriers qui, dès lors, sont aussi acquéreurs d'objets de consommation. Donc, la "consommation" se développe à la suite de "l'accumulation" ou à la suite de la "produc-

tion", si étrange que cela paraisse, et il ne saurait en être autrement dans la société capitaliste. Il n'y a donc pas nécessairement égalité dans le développement de ces deux sections de la production capitaliste; au contraire, il y a forcément inégalité. Telle est, on le sait, la loi du développement du capital: le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable; autrement dit, une partie de plus en plus grande des capitaux nouvellement formés va à la section de l'économie sociale qui fournit les moyens de production. Donc cette section s'accroît nécessairement plus vite que celle qui fournit les objets de consommation (...). Donc, les biens de consommation personnelle tiennent une place de plus en plus restreinte dans l'ensemble de la production capitaliste. Et cela s'accorde pleinement avec la "mission" historique du capitalisme et sa structure sociale spécifique; la première consiste précisément à développer les forces productives de la société (production pour la production); la seconde exclut leur utilisation par la masse de la population."(3).

Le capitalisme soviétique donne peut-être l'exemple le plus pur de l'application de cette loi du développement du capital: la production pour la production - grâce à toute la puissance de l'Etat qui freine le développement du secteur destiné à la consommation; la "volonté" des planificateurs n'est que l'expression des tendances inhérentes à l'accumulation capitaliste. Il ne faut pas chercher ailleurs les difficultés, complaisamment décrites par la presse occidentale, des consommateurs soviétiques, que ce soit pour trouver des marchandises attrayantes, des logements, ou des produits alimentaires. Nous reviendrons de manière plus détaillée sur l'agriculture; contentons nous ici de donner quelques chiffres qui montrent la structure relativement arriérée de l'Union Soviétique (forte proportion de population rurale) et l'arriération de l'agriculture - sacrifiée comme toujours sous le capitalisme - qui est devenue un véritable fardeau pour l'économie du pays.

Tableau 5: Croissance de l'urbanisation

Années	pop. totale (%)	pop. rurale (%)	p. urbaine (%)
1913	159 m. (100%)	131 m. (82,4%)	28 m. (17,6%)
1940	192 m. (100%)	131 m. (68,2%)	61 m. (31,8%)
1956	200 m. (100%)	113 m. (56,5%)	87 m. (43,5%)
1970	241 m. (100%)	105,7 m. (43,7%)	135,9 m. (56,3%)
1986	280 m. (100%)	96 m. (34,4%)	184 m. (65,6%)

sources: "Struttura Economica e Sociale della Russia d'oggi", p.532, et "L'URSS en révolu-

tion", op. cit., p.79 pour 1970 et 1986. Les chiffres de 1940 correspondent aux frontières postérieures aux annexions.

On constate donc qu'une proportion notable de la population soviétique est rurale; cette proportion correspond au niveau atteint aux USA au milieu des années cinquante, soit trente ans auparavant. Le niveau est très variable suivant les différentes Républiques de l'Union; la proportion de population urbaine en Russie est de 73% en 1986. Dans toutes les autres Républiques le degré d'urbanisation est inférieur: 66% en Ukraine, 63% en Biélorussie, entre 66 et 71% dans les Pays Baltés, 68% en Arménie, 54% en Azerbaïdjan, 54% en Géorgie, 45% en Moldavie, 42% en Ouzbékistan, etc.

La structure de la population active donne des résultats convergents, pour peu qu'on écarte les statistiques soviétiques les plus grossières, en faisant une comparaison avec les USA et la France.

Tableau 6: Structure de la population active

	URSS	USA	France
Agriculture	20,9%	3,8%	10,8%
Industrie	22,9%	24,8%	28,1%
Bâtiment	9,1%	6,2%	8,6%
Transports	6,4%	5%	5,4%
Autres:	42,5%	60,2%	47,1%

sources: "Panorama de l'URSS", fév.-mars 1979, et "L'URSS en révolution", op. cit. La catégorie "Autres" recouvre différentes catégories de services, répertoriées sous des rubriques différentes dans les différentes statistiques. Les chiffres correspondent à 1980 pour l'URSS et à 1975 pour la France et les USA.

Le tableau 6 montre le poids de l'agriculture dans l'économie soviétique (il serait absurde d'y chercher une quelconque composition en classes de ces sociétés). L'arriération de cette agriculture est admise par les auteurs soviétiques eux-mêmes en estimant la productivité de leur agriculture à un peu plus de 20% de celle des Etats-Unis. Cependant si on calcule que les paysans et travailleurs agricoles soviétiques (plus nombreux que ceux américains, canadiens, ouest-européens et japonais pris ensemble) n'arrivent qu'à 22% de la production agricole occidentale, la productivité de l'agriculture soviétique ne correspond plus qu'à 10% de celle américaine ("The Economist", 9/4/88).

L'accumulation forcée de capital se fait inévitablement au détriment de l'agriculture et plus généralement au détriment de la consommation des masses. Mais si l'Etat peut imposer cette "sous-consommation", il ne peut à la longue épargner au capitalisme soviétique les conséquences négatives de l'accumulation, en particulier de la **baisse tendancielle du taux de profit**.

Marx explique: "nous avons montré que c'est une loi du mode de production capitaliste: à mesure que celle-ci se développe, il se produit une diminution relative du capital variable par rapport au capital constant et donc au capital total mis en mouvement. (...) A mesure que diminue progressivement le capital variable par rapport au capital constant, s'élève de plus en plus la composition organique de l'ensemble du capital, et la conséquence immédiate de cette tendance c'est que le taux de plus-value se traduit par un taux de profit général en baisse continue, le degré d'exploitation du travail restant sans changement ou même augmentant. (...) Donc la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail" ("Le Capital", Livre III, ch. XIII, Ed. Sociales p.210). Rappelons que la production capitaliste se décompose selon la formule marxiste suivante: $C + V + PL$ qui donne la valeur de toute production. C est le "capital constant" (matières premières, moyens de production), V le "capital variable" (le capital servant à payer les salaires) et PL la plus-value (le "surtravail" ou temps de travail non payé, empoché par les capitalistes). Le rapport PL/V est le "taux de plus-value" (correspondant au degré d'exploitation des travailleurs) et le rapport PL/C est le "taux de profit".

C'est ce taux de profit qui intéresse les capitalistes, qui les pousse à investir dans telle ou telle branche suivant qu'il est plus ou moins élevé. Or l'accumulation capitaliste, dont nous avons constaté la puissance en URSS, revient à une augmentation de C (moyens de production) bien supérieure à celle de V et donc de PL, même au cas où le taux de plus-value ne reste pas constant, mais augmente lui aussi: la baisse de PL/C , du taux de profit, est donc la conséquence nécessaire de l'accumulation capitaliste.

"A mesure que se produit la baisse relative du capital variable, donc que se développe la force productive sociale du travail, il faut une masse de plus en plus grande de capital total pour mettre en oeuvre la même quantité de force de travail et absorber la même masse de surtravail" (ibid., p.218).

L'accumulation, l'augmentation de C par rapport à V, signifie l'augmentation de la productivité du travail: la même quantité de travail utilise une masse accrue de moyens de production et produit donc une masse accrue de marchandises. Mais à l'inverse elle signifie une **diminution** de la productivité du capital: une même quantité de capital ne pourra occuper qu'un nombre bien plus faible de travailleurs (ou une quantité bien plus faible de travail). Autrement dit il faut des quantités de capital toujours plus grandes pour assurer la poursuite du

développement économique ou de l'accumulation: c'est ce qui explique le ralentissement du taux de croissance économique que nous avons mis en évidence au début de cet article.

Nous ne disposons pas de statistique sur l'évolution des taux de profit dans l'industrie soviétique (4), mais il est possible de trouver une autre confirmation indirecte de l'existence de cette loi en URSS en constatant à la fois la productivité croissante du travail et la productivité décroissante du capital.

Tableau 7: Effectifs ouvriers et productivité du travail dans l'industrie, par quinquennats.

années	ouvriers (millions) en début de plan	productivité par an (%)
1951-55	12,2	8,2%
1956-60	15,2	6,5%
1961-65	18,9	4,6%
1966-70	22,5	5,7%
1971-75	25,6	6%
1976-80	27,3	3,2%
1981-85	29,5	3,1%

source: "L'URSS en révolution", op. cit.

L'augmentation de la productivité peut se mesurer par rapport à la productivité du travail dans l'industrie américaine. Selon un auteur soviétique officiel, la productivité du travail dans l'industrie était 44% de celle américaine en 1960, 53% en 1970 et 55% en 1986 (5). Ceci montre que cette productivité reste encore bien inférieure à celle américaine et que le rattrapage se ralentit: le Tableau 7 indique qu'à partir de 1976 la croissance de la productivité diminue de moitié.

Nous n'avons de chiffres sur l'évolution de la productivité du capital dans l'industrie que pour les quinquennats 1976-80 et 81-85. Les taux de croissance par an sont négatifs: 1976-80: -4,1% 1981-85 -3,9% (source: Narodnoe Khozjajstvo 1980, 1987, cité dans "L'URSS au tournant", p.118).

Cette baisse du rendement du capital tracasse depuis longtemps les dirigeants soviétiques qui s'efforcent sans succès d'y trouver des parades. L'Académicien Aganbegian, grand avocat de la **péréstroïka** écrit:

"A titre de comparaison, on indiquera que durant la période 1971-1985, pour une croissance de 1,8 fois du revenu national utilisé, le capital fixe productif avait triplé. Une dernière comparaison montre que le rendement du capital chute fortement d'un quinquennat à l'autre, en moyenne d'environ 14%." Et il nous fournit des chiffres sur le rendement du capital social et l'efficacité des investissements:

Tableau 8: Evolution du rendement du capital et de l'efficacité des investissements dans l'économie (% par quinquennat).

Années	Rendement du capital	Efficacité des investissements
1961-65	-17%	-16%
1966-70	- 5%	-10%
1971-75	-16%	-11%
1976-80	-15%	- 2%
1981-85	-15%	- 0,5%

source: "Péréstroïka, le double défi soviétique" (Ed. Economica, 1987).

On remarque que les planificateurs peuvent se vanter d'avoir pratiquement enrayer la chute de l'efficacité des investissements au cours des deux derniers quinquennats indiqués. Comment? par une réduction drastique de la croissance des investissements. La croissance des investissements dans l'économie est, par an,: en 1961-65: 8%; 1966-1970: 7,8%; 1971-75: 6,8%; 1976-80: 3,4%; 1981-85: 2%.

Nous verrons plus loin que cette chute des investissements signe en fait l'entrée de l'économie soviétique dans la récession économique mondiale. Pour l'instant nous avons fait la démonstration que l'économie soviétique suit bien les lois de développement du capitalisme; mais avant de laisser pour quelques instants notre Académicien, il est intéressant de prendre son avis sur la nature de cette économie. Aganbegian réplique à un économiste soviétique qui estime que marché et socialisme sont incompatibles et qu'il faut donc passer au capitalisme si l'on veut supprimer les pénuries. L'Académicien répond: "Ce point de vue primaire sur l'économie socialiste est assez répandu (...). Cette thèse est contredite non seulement par la théorie (?) et les positions scientifiques (??) mais par la vie elle-même. **Le socialisme se caractérise par la production de marchandises et des rapports marchands et monétaires**" (souligné par nous); malheureusement "A l'heure actuelle, le marché est limité. (...) Les moyens de production ne se vendent pas et ne s'achètent pas librement. (...) Le système des prix est rigide et centralisé. Une partie des prix est sans justification et ne correspond pas aux coûts de production d'un produit ni à son efficacité. (...) A cause d'une telle déformation du marché, on a vu se développer ce qu'on appelle l'économie souterraine (...). Le marché noir a augmenté, la spéculation s'est répandue."

C'est-à-dire que le "socialisme" soviétique n'est en fait qu'une sorte de capitalisme, plus ou moins "déformé" par des "rigidités": la thèse que combat l'académicien péréstroïkiste n'est autre que le marxisme authentique et la "théorie" qu'il invoque n'est autre que la théorie stalinienne (cf notre "Dialogue avec Staline") qui reconnaissait l'existence de la loi de la valeur en URSS...

**MATIERES PREMIERES
ET SOURCES D'ENERGIE**

Le grand développement industriel de l'Union soviétique a été facilité par les très importantes ressources minérales et énergétiques du pays; l'évolution de ces productions est un indice important de la croissance économique. Mais ces ressources naturelles sont devenues de plus en plus un atout majeur du capitalisme soviétique sur le marché mondial, palliant au moins en partie ses difficultés dans les domaines industriels et agricoles. Et L'URSS, de plus en plus dépendante du marché mondial, en subit avec d'autant plus de force toutes les oscillations.

Nous commençons par le **charbon**, la plus ancienne des sources d'énergie.

Tableau 9: Production de charbon en millions de tonnes et en (Kg par habitant).

	URSS		USA	
1913	28,9	(180)	517	(5320)
1929	40	(227)	552	(4532)
1946	164	(945)	537	(3784)
1960	510	(2358)	391	(2164)
1970	624	(2558)	550	(2686)
1974	684	(2700)	531	(2498)
1985	726	(2990)	800	(3350)

sources: Il Programma Comunista n°5/1976 et "L'URSS en révolution", op. cit.

Nous avons reporté les chiffres pour 1913, le maximum de production avant la première guerre mondiale et la révolution, pour 1929, le maximum avant la crise de l'entre-deux guerres, pour 1974 début de la crise économique de 74-75. Du tableau il ressort le retard de l'Union Soviétique par rapport aux Etats-Unis, où la production de charbon était déjà importante en 1913: c'est même l'année de la production maximum par habitant: le capitalisme américain va au cours des années suivantes se tourner vers des sources d'énergie plus intéressantes car elles ont des coûts de production plus faibles.

La production de charbon se débâte en URSS depuis quelques quinquennats dans des difficultés croissantes. Depuis 1976 la production stagne et parfois recule, ainsi que la productivité par travailleur (la productivité a reculé en 1976, 79, 80 et 83).

Tableau 9 bis: Production de charbon.

1975	701 millions de tonnes.
1976	711,5
1977	722
1978	723,6
1979	718,6
1980	716,3
1981	704
1982	718
1983	716
1985	726

objectif de production moyenne par an, pré-

vue par le plan
(1981-85): 775
réalisée: 715

Ces difficultés sont attribuées par les soviétiques aux coûts d'extraction croissants dans les gisements anciens. Le coût d'extraction d'une tonne de charbon était en 1977 de 19,5 roubles dans la Petchora contre 2,1 roubles dans le nouveau bassin d'Ekibastouz (extraction à ciel ouvert). L'inconvénient des nouveaux bassins asiatiques est une qualité inférieure du charbon et surtout leur éloignement des centres industriels, situés dans les régions de Russie d'Europe. Mais il faut aussi et peut-être surtout incriminer le retard technique de l'appareillage, l'usure des équipements, la faiblesse des investissements. En conséquence ce sont les conditions de vie et de travail des mineurs qui sont sacrifiées, comme l'a démontré la grève de 1989. Malgré cela les entreprises du secteur sont régulièrement **déficitaires**. Au milieu des années 60 les charbonnages étaient déficitaires (rentabilité de -5%); une augmentation du prix du charbon en 1967 permit de revenir à l'équilibre. Au début des années 80 les charbonnages redeviennent déficitaires avec un déficit de 2,2 milliards de roubles en 1981. Une hausse du prix de 45% en 1982 permet de ramener le déficit à 768 millions; mais dès 1984 le déficit était de nouveau à 1,5 milliards (voir "Le Courrier des pays de l'Est" n°334, nov. 88).

Passons maintenant à cette source d'énergie si importante pour l'économie moderne que constituent le pétrole et le gaz naturel.

Tableau 10: Production de pétrole en millions de tonnes et (Kg par habitant).

Années	URSS		USA	
1913	10,3	(60)	35	(356)
1929	13,7	(78)	136	(1117)
1946	21,7	(125)	234	(1649)
1960	147	(680)	348	(1926)
1970	349	(1431)	475	(2319)
1974	451	(1780)	431	(2027)
1985	595	(2145)	438	(1834)

source: Il P.C. n°5/1976 et "L'URSS..." cit.

Tableau 11: Production de gaz naturel en milliards de m³ et (millions de m³ par habitant).

Années	URSS		USA	
1913	0,02	(0,1)	16,5	(170)
1929	0,4	(2,3)	54	(446)
1946	3,9	(22)	118	(832)
1960	45	(209)	362	(2003)
1970	198	(812)	621	(3032)
1974	261	(1030)	611	(2874)
1985	643	(2330)	525	(2225)

sources comme Tableau 10

L'empire russe était déjà un grand producteur, mais le pétrole n'occupait alors qu'une place limitée dans l'économie mondiale. Le grand démarrage de la production de pétrole et de gaz n'eût lieu en URSS qu'à la fin des années 50. En 1960 le niveau de la production soviétique avait rejoint le niveau atteint aux Etats Unis 30 ans auparavant et vers la fin des années 70 il dépassait celui américain, en partie grâce aux chutes des productions aux Etats Unis après la crise économique mondiale et le recours de plus en plus prononcé aux importations de pétrole. La croissance vertigineuse de la production soviétique tient beaucoup moins au développement de l'économie de l'URSS qu'aux besoins du marché mondial: les exportations de pétrole et de gaz sont devenues le poste le plus important des exportations soviétiques. La part des exportations de produits énergétiques dans les exportations soviétiques est passée de 4% en 1950 à 16% en 1970 et 54% en 1984. En 1989 les exportations de pétrole et produits pétroliers ont représenté 40% des recettes en devise du pays (cf "Business Week", 11/6/90). L'Union soviétique est de plus en plus dépendante de cette source de revenus, elle même très variable selon les aléas du cours du pétrole. Le "contre choc pétrolier" de 1985-86 aurait fait perdre près de 8 milliards de dollars de recettes par an à l'URSS soit plus du tiers de ses rentrées en devises (cf "The Economist", 9/4/88): en conséquence ses importations de marchandises en provenance des pays développés, et notamment les importations de machines et biens de production, ont fortement reculé par rapport à 1984, ce qui a nécessairement eu des effets négatifs sur une économie qui a un besoin impérieux de se procurer l'appareillage technique moderne qui lui fait défaut.

La production de pétrole et de gaz connaît également des difficultés croissantes en raison de l'épuisement des gisements les plus rentables et de l'incapacité de l'industrie soviétique à produire le matériel approprié à la production et à l'exploitation des nouveaux gisements, souvent situés dans des régions sibériennes à fortes contraintes climatiques, parfois à grande profondeur. Pour expliquer "la baisse du débit du pétrole, de la production de fer et de minerais ferreux", Aganbeguian donne un exemple de l'importance des efforts nécessaires à la mise en exploitation des nouveaux gisements: "(...) Il suffit de dire que le complexe pétro-gazier de la Sibérie occidentale a exigé le transfert de plus de 1,5 millions de personnes en provenance d'autres régions des autres régions du pays. Au cours des années 1981-85, on y a investi en moyenne quelque 10 milliards de roubles par an, c'est-à-dire autant que ce qu'a coûté, par exemple, la voie ferrée Baïkal-Amour (BAM) sur 3100 km. (...) Tout cela explique le ren-

chérissement sérieux des combustibles et des matières premières et implique des investissements liés aux conditions d'exploitation. Il y a une vingtaine d'années, pour réaliser un rouble de production dans l'industrie extractive, il fallait investir 2 roubles. Or, il y a 10 ans, ce dernier chiffre est passé à 3-4 roubles, et au cours des années 1981-85 il a dépassé 7 roubles" (cf Aganbeguian, "Péréstroïka...", op. cit., p.76). Depuis plusieurs années l'URSS doit avoir recours aux produits et à la technologie occidentale pour assurer le développement de la production de pétrole et de gaz (matériel de forage, tubes pour les gazoducs, etc.). mais les récentes baisses de production l'obligent à faire appel aux capitaux occidentaux: en mai 90 la compagnie française Elf obtenait un premier permis de recherche au Kazakhstan, avec les droits de production sur le pétrole découvert, ouvrant la voie aux autres compagnies pétrolières occidentales. Pour vendre davantage sur le marché mondial, il faut acheter davantage et s'ouvrir toujours plus à ce marché.

Parmi les sources d'énergie il nous reste à examiner la **production d'électricité**. La formule de Lénine: "**le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays tout entier**", prononcée au VIIIe Congrès des soviets (22/12/1920) est bien connue; mais pour bien en saisir le sens il n'est pas inutile de se reporter à sa version plus "élaborée", donnée de nombreuses fois par Lénine: "**L'électrification réalisée sur la base du régime soviétique assurera dans notre pays la victoire définitive des fondements du communisme**" (Oeuvres Tome 30, p.380): l'électrification est le signe que le développement des forces productives a atteint le niveau des pays capitalistes développés, c'est-à-dire le niveau des pays **économiquement** mûrs pour le passage au socialisme, régime social sous lequel l'électricité jouera un grand rôle dans la fin de la séparation entre villes et campagne. Si le "pouvoir soviétique", la dictature du prolétariat, est toujours en vigueur, la "construction du socialisme" ne sera pas réalisée comme le dirent plus tard les staliniens, mais les **fondements du socialisme** seront acquis, et alors la victoire internationale du prolétariat permettra le passage de la Russie au socialisme, son intégration dans l'économie socialiste **internationale**.

Aujourd'hui la dictature du prolétariat n'existe plus en Union Soviétique si l'électrification a bien eu lieu, quoique avec un retard persistant sur les grands pays occidentaux. L'indice de la production électrique montre comme les autres que ce sont finalement ces pays et le Japon qui sont plus proches du socialisme que le prétendu "pays des soviets".

Tableau 12: Production d'électricité en milliards de Kwh et (Kwh par habitants).

Années	URSS		USA		Allemagne		G.B.		Japon	
1913	2	(13)	25	(259)						
1929	6,2	(35)	117	(958)	31	(480)	12	(263)	16	(251)
1945	43	(249)	271	(1929)	-	-	39	(785)	23	(321)
1960	292	(1350)	844	(4671)	116	(2180)	134	(2552)	115	(1234)
1970	741	(3038)	1640	(8008)	243	(4003)	249	(4577)	359	(3442)
1973	915	(3681)	1947	(9254)	299	(4823)	282	(5045)	429	(4009)
1989	1722	(5917)	2778	(11068)	440	(6984)	312	(5473)	693	(5634)

sources: Il Programma Comunista, n°5/1976 et 1973: pour le Japon, chiffres de 1972. "Images économiques du monde 1990"

Les chiffres du tableau indiquent un rattrapage de l'Allemagne, du Japon et de la Grande Bretagne, même si le retard par rapport à la production américaine reste supérieur à une quinzaine d'années. La production d'électricité, comme celle des autres sources d'énergie reste inférieure à ce qui était prévu par le plan (mais les objectifs des plans successifs n'ont jamais pu être tenus, sans parler du fameux plan vingtennal de 1960 qui prévoyait 2700 milliards de Kwh pour 1980!). Les pertes de courant atteignaient officiellement en 1984 le chiffre très important de 9,4% de la production en raison du mauvais état du réseau et de l'usure des installations due à leur exploitation intensive au détriment de la maintenance et des réparations. Les 3/4 des centrales thermiques devaient être modernisées d'urgence pour garantir leur fiabilité et diminuer leur consommation. Pour résoudre les difficultés de production d'électricité, l'Etat soviétique s'est tourné vers les centrales nucléaires. La filière est celle des réacteurs "RBMK" produisant beaucoup de plutonium (utilisé pour les bombes atomiques). Ces réacteurs sont beaucoup plus simples que les réacteurs à eau pressurisée du type américain et consomment de l'uranium-métal au lieu d'oxyde d'uranium, plus délicat et donc plus cher à produire. De plus la construction est simplifiée au détriment de la sécurité (pas d'enceinte de confinement pour limiter les conséquences de fuites radio-actives). Mais le résultat est que le coût de production de l'électricité est très bas: la centrale de Tchernobyl était la championne de la série avec un coût de 0,66 kopeck le Kwh contre 0,8 pour d'autres (cf "Le Courrier des Pays de l'Est" n°307). On connaît le résultat de ces économies.

Marx montre que pour lutter contre la baisse du taux de profit le capitalisme doit chercher à réduire la valeur du capital constant nécessaire à la production et cela, quelles que soient les conséquences désastreuses pour les travailleurs et la population: "De même que le mode de production capitaliste pousse d'un côté au développement des forces productives du travail social, de même il pousse de l'autre à l'économie dans l'emploi du capital constant.

Mais il n'en reste pas à cette aliénation et à ces rapports d'indifférence entre l'ouvrier, porteur du travail vivant, et l'utilisation économique, c'est-à-dire rationnelle et calculée strictement, de ses conditions de travail. En raison des antagonismes et des contradictions que recèle sa nature, le système de production capitaliste en arrive à compter au nombre des économies dans l'emploi du capital constant et donc au nombre des moyens d'élever le taux de profit, même le gaspillage de la vie et de la santé de l'ouvrier, l'aviissement de ses conditions d'existence" (Le Capital, Livre III, ch. V, p.107). Parmi les moyens utilisés par les capitalistes pour économiser le capital constant, Marx cite les "Economies dans les conditions de travail, aux dépens des ouvriers" et "l'Economie dans la production et la transmission de l'énergie et dans les bâtiments". Le secteur de l'énergie en URSS en est une confirmation cruelle et la vérification tragique de ce que Marx écrivait il y a plus d'un siècle:

"Le système de production capitaliste (...), bien plus que tout autre système de production, est un gaspilleur d'hommes, de travail vivant, un dilapidateur de chair et de sang, mais aussi de nerfs et de cerveaux. En fait c'est seulement par le gaspillage le plus énorme du développement d'individus particuliers qu'est assuré et réalisé le développement de l'humanité en général, au cours de l'époque historique qui précède immédiatement la reconstitution consciente de la société humaine" (ibid. p.99).

L'URSS montre par le mépris de la vie et de la santé des prolétaires et l'exaltation de la production à tout prix, qu'elle n'appartient pas à l'époque de la "reconstitution consciente de la société humaine", autrement dit à l'époque du socialisme, mais bien à l'époque infâme du capitalisme. Les plans économiques discutés fin 90 prévoyaient tous la remise en fonction des centrales nucléaires et autres installations dangereuses arrêtées après la catastrophe de Tchernobyl...

QUELQUES PRODUITS DE BASE

L'examen de quelques productions significatives est nécessaire pour préciser le tableau

de l'économie soviétique. Nous commençons par une production agricole, la production céréalière, qui est significative des difficultés de l'agriculture du pays et des conséquences de ces difficultés sur l'ensemble de l'économie.

Tableau 13: **Production de céréales, moyenne annuelle en millions de tonnes et (kg/h).**

Années	production totale	production par hab.
1909-13	72,5	464
1946-50	64,8	365
1951-55	88,5	471
1956-60	121,5	592
1961-65	130,3	583
1966-70	167,6	700
1971-75	181,5	723
1976-80	205	
1981-85	180,3	
1985	191,7	694
1987	211,3	750

sources: Il P.C. n°15/1976, "Le Système soviétique", Ed. Nathan, 1989.

Le tableau montre les fortes variations des récoltes; il doit être accompagné du chiffre du commerce extérieur des céréales; jusqu'au début des années 70, l'URSS était **exportatrice** (moyenne annuelle pour 1960-72: 3 millions de tonnes), puis elle devient **importatrice**.

Tableau 13 bis: **Production de céréales, pertes et importations, en millions de tonnes.**

Années	Production	Pertes	Importations
1972	168,2	15	22,8
1973	222,5	33	11,3
1974	195,7	23	5,7
1975	140,1	14	26,1
1976	223,6	31	11
1977	195,7	29	19,1
1978	237,4	28	15,6
1979	179	22	25
1980	189	28	34
1981	149	-	44
1982	180	-	46
1983	200	-	43
1984	170	-	56
1985	192	-	39
1986	210,1	-	29,5

sources: Narodnoe Khozaïstvo, "Genèse et Economie de l'URSS", Ed. Bréal 1990. Pour les pertes: "The soviet impact on commodity markets" 1984, in "Les fluctuations économiques en URSS", Ed. E.H.E.S.S. 1989.

Les chiffres de production de 1981 à 1985 inclus sont des extrapolations, les soviétiques ayant cessé au cours de ce quinquennat de publier les chiffres de production annuelle des céréales, en raison évidemment des récoltes catastrophiques qui l'ont marqué. Pour ce qui est des pertes, Gorbatchev les a estimées lors d'un discours en mars

1989, à 35 millions de tonnes de céréales par an en moyenne pour les dernières années, chiffre comparable à celui des importations. Cette quantité énorme de pertes est une nouvelle preuve de l'arriération de l'agriculture (manque d'installations de stockage, de transports, etc.). Depuis 1975 le volume des importations de produits agro-alimentaires n'a cessé de progresser, devenant une **contrainte majeure** du commerce extérieur du pays.

La faible productivité de l'agriculture se traduit aussi par des **coûts de production élevés**, que l'Etat est obligé de compenser par des subventions: pour la viande et le lait "les prix de détail sont inférieurs aux prix d'achat aux agriculteurs. Ce déficit est couvert par des subventions d'Etat qui augmentent systématiquement. A l'heure actuelle, rien que pour les produits carnés et laitiers, ces dotations atteignent près de 50 milliards de roubles pour un volume global de revenus budgétaires qui s'élève pour l'URSS à 433 milliards de roubles (1986). En vendant 1 kg de viande dans le commerce de détail d'Etat, au prix moyen de 1 rouble 80 kopecks le kilo, l'Etat verse environ 3 roubles" (etc.) (cf Aganbeguian, "Péréstroïka..." op. cit., p.200). Les subventions directes aux prix agricoles ont cru de la manière suivante (en milliards de roubles):

1965: 3,2; 1970: 13,8; 1975: 18,2; 1980: 26,1; 1985: 59,9 (source: "Finansy SSSR" n°9/1988). Les subventions croissent donc rapidement et particulièrement dans les années 80. Si l'on prend en compte les autres subventions (pour les investissements, pour les prix des intrants industriels), le total aurait atteint 20% du budget national en 1988 (d'après "L'URSS au tournant", op. cit., p.85).

Il ne faudrait pas voir dans ces subventions une preuve de la nature socialiste du pays puisqu'elles signifient que l'Etat doit payer toujours plus à l'agriculture pour que celle-ci fournisse ses produits. Quant à l'effort consenti jusqu'ici pour maintenir des prix bas pour les produits de première nécessité - qui sont par ailleurs de qualité médiocre et souvent "non disponibles" au prix officiel - il a pour principale fonction de maintenir le plus bas possible le prix de la force de travail, de maintenir la politique de bas salaires sur laquelle est fondée l'économie soviétique.

Examinons maintenant la production de **ciment**.

Les chiffres montrent que c'est dans les années soixante que la production soviétique rejoint et dépasse celle américaine. Par ailleurs, Japon excepté, tous les autres grands pays industriels voient leur production de ciment stagner ou même régresser depuis la crise économique de 1974, alors

Tableau 14: Production de ciment en millions de tonnes par an et (Kg par habitant).

Années	URSS		USA		Allemagne		G.B.		Japon	
1913	1,8	(11)	16	(162)	-	-	2,9	-	-	-
1929	2,2	(12)	30	(242)	7,2	(111)	4,8	(105)	3,3	(52)
1946	3,4	(20)	28	(198)	2,3	(52)	6,7	(136)	0,9	(12)
1960	46	(210)	56	(310)	25	(455)	13,5	(257)	23	(241)
1970	95	(390)	67	(329)	38	(631)	17	(316)	57	(548)
1974	115	(454)	70	(328)	36	-	18	-	73	-
1985	131	(471)	77	(321)	-	-	-	-	-	-
1989	140	(481)	71	(284)	28	(453)	16	(276)	80	(648)

sources: Il P.C. n°5/1976 et "Images économiques du monde 1990", SEDES.

que continue à progresser celle de l'Union soviétique. Mais la progression de celle-ci se ralentit: de 1974 à 1989 la production a en effet progressé de 21%, alors que de 1960 à 1974, pour une durée de temps comparable, elle avait progressé de 150%. Le retard initial de l'URSS explique son besoin de construire des infrastructures que les pays plus développés se sont déjà donnés (barrages, ports, routes, usines, et logements correspondant à l'urbanisation rapide). Les rythmes de production sont donc nécessairement plus lents dans les pays d'accumulation capitaliste ancienne; les constructions ont une durée de vie qui se chiffre en dizaines d'années, lorsque des guerres ne viennent pas opportunément "assainir" le marché par des destructions massives. Si l'on compare avec quelques pays en développement rapide, l'URSS est plutôt à la traîne:

Tableau 14 bis: Production de ciment (1989) en millions de tonnes, Kg par habitant et % d'augmentation de 1974 à 1989.

Pays	aug. (89/74)	production totale	production par hab.
URSS	21%	140	481
Chine	716%	204	182
Taiwan	279%	18	902
Corée (S)	339%	30	717
Corée (N)	216%	13	619
Mexique	223%	23	273
Egypte	260%	8,5	157
Turquie	266%	24	424

source: "Images du monde 1989" op.cit. Pour la Corée du Nord, les chiffres sont pour 1988.

La Chine a la plus forte production mondiale et la plus forte augmentation, mais la production par habitant est un bon indice de son retard productif: aucune supériorité du "socialisme chinois" à déduire de ces chiffres...

Le ralentissement de la production de ciment et donc le ralentissement de la construction a été surtout acquis au cours du quinquennat 1981-85 (le chiffre prévu par le plan pour 1985, 141 millions de tonnes de ciment n'était pas encore atteint en 1989), avec une baisse de production de 2,5% en 1982 qui suivit la baisse de la production industrielle de 1981, en phase avec la récession économique mondiale de 1980-1982.

Passons à la production d'acier.

L'indice de la production d'acier reste le plus significatif du cours de l'accumulation capitaliste; les pays capitalistes mûrs, qui se sont dotés depuis longtemps d'une base industrielle puissante ont des rythmes de croissance plus faibles, lorsqu'ils n'ont pas subi les destructions d'une guerre comme dans le cas allemand. Sans aucun doute l'acier est souvent remplacé par d'autres matériaux (la production soviétique de matières plastiques n'était en 1987 que 38% de celle des Etats Unis) et les économistes soviétiques dénoncent le fait que leur industrie utilise proportionnellement **trop** d'acier par rapport aux industries des pays les plus avancés. Il reste cependant que le tableau 15 montre que l'accumulation soviétique continue sur sa lancée, alors que les grands pays capitalistes ont connu une véritable **cassure** lors de la crise de 1974-75.

Tableau 15: Production d'acier en millions de tonnes par an et (Kg par habitant).

Années	URSS		USA		Allemagne		G.B.		Japon	
1913	4,3	(27)	32	(327)	19	(282)	7,8	(171)	0,2	(0,3)
1929	2,3	(13)	57	(470)	16	(250)	9,8	(214)	2,3	(37)
1946	13	(77)	60	(426)	2,8	(64)	13	(262)	0,6	(8)
1960	65	(302)	90	(499)	34	(641)	25	(470)	22	(238)
1970	116	(476)	119	(583)	45	(741)	28	(511)	93	(895)
1973	131	(527)	136	(646)	50	(798)	27	(478)	119	(1101)
1980	148	(554)	101	(445)	44	(723)	11	(200)	111	(951)
1989	160	(554)	88	(355)	41	(667)	18	(328)	107	(876)

sources: comme Tableau 14 et "Economic statistics 1900-1983", Ed. The Economist, 1985.

Pour ces pays nous avons les maximums et les minimums et pourcentages d'évolution suivants (en millions de tonnes):

Tableau 15 bis: **Maxima et minima de la production d'acier en millions de tonnes et (année de ces max. ou mini.).**

Pays	Max.	Min.	Max.	Min.
USA	137 (73)	106 (75)	124 (78)	68 (82)
RFA	53 (74)	40 (75)	46 (79)	36 (83)
G.B.	26 (73)	20 (75)	21 (79)	11 (80)
Japon	119 (73)	102 (78)	112(79)	97 (83)
France	27 (74)	22 (77)	23 (79)	17 (83)
Italie	23 (74)	22 (75)	26 (80)	21 (83)

sources: comme tableau 15

La production d'acier ne baisse pas en URSS lors de la récession de 1974-75; par contre celle de 1980-82 se fait ressentir, quoique de façon amortie; 1980: 148; 1981: 147; 1982: 149. La baisse a été de 0,9% en 1981; et à partir de 1989 la production d'acier recommence à baisser, de 1,8% par rapport à l'année précédente. La production d'acier par rapport aux maxima de la crise mondiale de 1974 est, en %, suivant les pays, en 1989:

URSS: +17,5%. USA: -32%. RFA: -23%. G.B.: -16%. Japon: -8%. France: -31% Italie: +6%.

Mais si nous comparons avec les pays en développement pris en compte au tableau 14 bis, la performance soviétique pâlit: Chine: 256%. Taiwan: 845%. Corée du Sud: 1131%. Corée du Nord: 255%. Mexique: +155%. Enfin, pour ce qui est de la Turquie, (nous ne possédons pas de chiffres pour la production d'acier en Egypte en 1989) la production de 1989 est 541% de celle de 1974.

La sidérurgie soviétique exporte de manière croissante: 1,2 million de tonnes en 1965, soit 2% des exportations mondiales du secteur, 8,1 millions lors du pic de 1979 (6,5%), baisse à 7,7 millions en 1980 et 81, lors de la contraction de l'économie mondiale (respectivement 6,3 et 6,2% des exportations sidérurgiques mondiales), puis une remontée ensuite, même si la part relative de l'URSS baisse dans le commerce international: 8,7 millions de tonnes en 1983 (5,9% des exportations sidérurgiques).

L'URSS exporte en direction des pays de l'Est et de certains pays en développement; mais elle importe davantage encore d'acier et de produits sidérurgiques des grands pays développés (acières spéciaux, tubes, etc.): Japon, RFA, Italie, etc.

D'autre part l'industrie sidérurgique accuse en URSS un retard certain sur celle des pays développés. Aganbeguian écrit dans son ouvrage ("Péréstroïka..." p.105.): "Notre

vrai problème tient ici à notre retard dans l'application des réalisations scientifiques et techniques. Par exemple cette coulée continue d'acier qui pour la première fois au monde a été étudiée et implantée dans l'usine métallurgique de Novolipetsk en URSS, est moins répandue chez nous que dans les autres pays. Les japonais ont été les premiers à acheter à l'URSS la licence et (...) ils réalisent plus de 90% de leur acier avec de telles installations, alors qu'en URSS, moins du quart des laminés est produit de cette manière, soit le taux le plus bas des pays développés."

La coulée continue améliore la productivité de 17% environ. En 1984 nous avons les proportions suivantes de production en coulée continue par rapport à la production totale: URSS: 12,9%; Etats Unis: 28,8%; C.E.E.: 65,2%; Japon: 84,5% (cf. "L'Usine Nouvelle" 16/5/85).

Le retard technologique est caractéristique de nombreuses branches industrielles du pays; selon des économistes soviétiques officiels, ce retard serait même **croissant**: suivant les branches il était de 7 à 14 ans dans les années soixante, et jusqu'à de 15 à 24 ans dans les années quatre-vingt par rapport aux pays occidentaux les plus développés ("Kommunist" n°8/1989, cité dans "L'URSS au tournant", op. cit., p.117).

A l'occasion d'une intervention télévisée le 11/6/1985, Gorbatchev avait donné l'industrie sidérurgique comme l'exemple de l'improductivité et de la mauvaise allocation des investissements: lors des 15 dernières années près de 50 milliards de roubles "ont été investi dans des constructions nouvelles, non intégrées, alors qu'on ne s'est pas préoccupé du renouvellement technique des entreprises"; et après avoir dénoncé le phénomène généralisé de l'allongement du temps de réalisation des constructions, il annonçait que le plan 1986-90 prévoierait de consacrer la moitié des investissements au renouvellement des installations industrielles.

L'amélioration sur ce plan ne peut être rapide (30 à 40% des machines fonctionnant alors en URSS avaient entre 15 et 20 ans et nécessitaient leur remplacement); elle implique un développement accru de la branche des constructions mécaniques (l'industrie soviétique des machines-outils est la deuxième du monde, derrière la japonaise, mais elle souffre elle-même de retard technologique et ne produit pas assez de machines modernes) et en fin de compte le recours au marché mondial, voire aux capitaux occidentaux: l'effort annoncé par Gorbatchev en 1985 s'est surtout concentré dans quelques secteurs liés à l'armement et le niveau technologique de l'industrie civile aurait même **baissé** de 1985 à 1988 (cf. "L'URSS au tournant", op. cit., p.116).

- (1) Il Programma Comunista n°6/1976.
- (2) Les différents spécialistes bourgeois de l'URSS sont bien obligés de noter la simultanéité de la crise de part et d'autre de l'ex-"rideau de fer", mais ils n'y voient que pures coïncidences; cf. par exemple M. Drach, "La crise dans les pays de l'est" Ed. "La découverte", 1984, pour qui la crise des pays "socialistes" est due à la planification centralisée.
- (3) Lénine, "Pour caractériser le romantisme économique", ch. V, Oeuvres tome 2, p.152. Le lecteur peut se reporter aussi à l'écrit "A propos de la question dite des marchés", Oeuvres, Tome 1.
- (4) selon la revue officielle soviétique "Narodnoe Khozaïtvo" le taux de profit dans l'ensemble de l'industrie était de 21,5% en 1970 et de 12,5% en 1986. Le taux de pro-

fit était le plus élevé, en plein accord avec la théorie marxiste, pour les industries légères, où l'accumulation est moins importante: 42,5% en 1970 et 23,5% en 1986. B. Chavance, qui rapporte ces chiffres dans "Le système économique soviétique", Ed. Nathan 1989, donne aussi une évaluation occidentale du taux de profit pour l'industrie: 1980: 12,2%; 1984:12,1%.

(5) L. Albakin in "Voprosy Ekonomiki" n°6/1985, cité dans "L'URSS en révolution", p.21. A.P., dans la revue italienne "Contra-dizione" donne les chiffres suivants de la productivité soviétique par rapport à celle américaine, d'après plusieurs sources: 1928: 16,2%; 1932:26,2%; 1937: 40,5%; 1970: 50,7% à 56,4%, selon les calculs.

(Suite au prochain numéro)

" DIALOGUE AVEC STALINE "

" DIALOGUE AVEC STALINE "

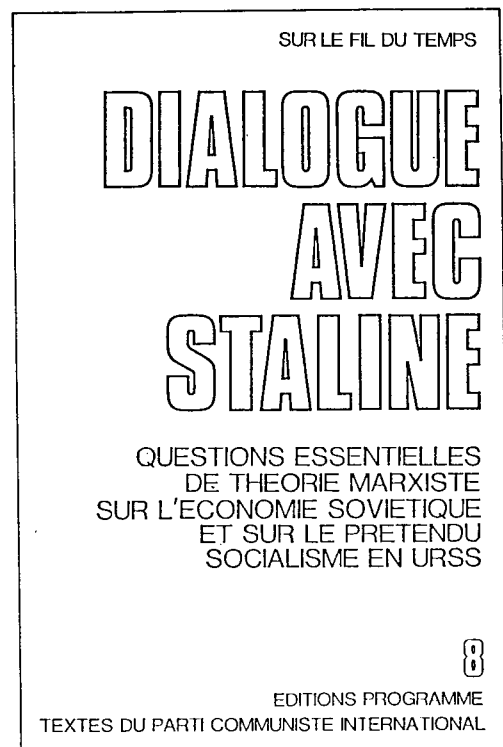
"Dialogue avec Staline" est un des très nombreux textes d'Amadeo Bordiga compris dans la longue série intitulée "Sur le fil du temps", commencée en 1949 dans le journal "Battaglia comunista" et continuée de 1952 à 1955 dans le journal "Il programma comunista".

Le "Dialogue avec Staline" se déroule idéalement en 3 journées pendant lesquelles on répond sur les questions essentielles de théorie aux "Observations" faites par Staline en 1952 aux participants à une "discussion économique" tenue au sein du PCUS sur le thème : l'économie russe est-elle vraiment socialiste ? L'objectif de Staline et des économistes engagés dans cette "discussion" était la rédaction d'un manuel d'économie politique. A peine 3 ans plus tard, avec le XX ème Congrès et l'accession de Kroutchev au pouvoir, ce manuel fut retiré de la circulation.

"Dialogue avec Staline" posait les bases d'un travail ultérieur centré sur la démolition critique de ce fameux XX ème Congrès et de sa prétention à "retourner à Lénine" : ce sera le "Dialogue avec les morts", publié en français en mars 1957.

Ces deux "Dialogues", comme tout le travail sur le prétendu "socialisme" en Russie, démontrent que seule la fidélité

au marxisme non avili a permis à notre parti de lire la véritable nature bourgeoise, capitaliste, de la Russie stalinisée et, avec celle-ci, des partis et de l'Internationale autrefois communistes.



PRIX DE LA BROCHURE:

30 FF, 8000 LI, 150 FB, 15 FS, 400 PTS, 15 DM, 3 £, USA et Canada 5 \$, Amérique latine 1\$.

Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants

Nous publions dans ce "programme communiste" un article tiré de "il comunista", et paru dans les numéros 3/4, 5 et 6 de l'année 1985. Cet article sur la question de l'organisation immédiate du prolétariat dans le cadre de notre vision tactique en liaison avec notre doctrine, notre programme, notre ligne politique, faisait partie d'une série de textes regroupés sous le titre générique de *"Matériel pour le bilan politique de la crise interne"*. Il faisait suite, dans la polémique que nous menions alors en Italie contre les groupes issus du parti, à deux autres articles rappelant les liens indestructibles qui unissent théorie, programme et action du parti; le premier s'intitulait "Propagande communiste, facteur essentiel de la préparation révolutionnaire", le deuxième "En défense du programme communiste" a été traduit en larges extraits dans "le prolétaire" no 384 d'oct./déc. 1985. Les références aux événements sont donc essentiellement italiennes, mais leur valeur et les enseignements que l'on peut en tirer sont internationales et dépassent le cadre formel propre à l'Italie.

Pour mieux orienter le lecteur, rappelons rapidement que notre bataille politique était menée principalement contre les deux grandes tendances destructrices des acquis de l'activité passée du parti, autant sur le plan de la défense du patrimoine théorique que sur celui de la tactique et de l'expérience pratique accumulée dans les luttes depuis le début des années soixante-dix.

Il s'agissait d'une part de la tendance défendue par tous ceux qui jetaient aux orties la théorie et le programme - rejoignant en substance les "liquidateurs" qui en France en 1982 avaient proclamé à leur départ que le parti n'avait fait qu' "utiliser le marxisme contre le mouvement de classe et la révolution" - et dont l'organe de presse, le journal "Combat", reflétait leurs positions opportunistes et expédientistes. Ces positions consistaient à tenter de trouver dans des recettes tactiques alchimiques la formule magique de la reprise de la lutte de classe, et dans cette voie sans issue à courtiser les "mouvements sociaux" en général, fussent-ils les plus interclassistes, démocratiques et même totalement inféodés à la petite-bourgeoisie, en les considérant comme passages obligés et exemples "dynamisants" pour le retour sur l'avant-scène sociale du prolétariat, mais pour finalement s'y fondre et perdre toute identité de nature prolétarienne.

D'autre part, il s'agissait de la tendance représentée par les militants regroupés maintenant autour du journal "Il programma comunista", après qu'ils aient mené une bataille juridique devant les ... tribunaux bourgeois pour conserver la propriété juridique du titre de ce journal. Cette tendance fuyait la nécessaire lutte politique et de tirer le bilan de la crise du parti, pour se cantonner dans la défense formelle d'un "programme" inévitablement désincarné, puisqu'elle négligeait le besoin de donner au parti, ou ce qu'il en restait alors, les orientations tactiques solidement ancrées dans notre analyse générale nécessaires à son renforcement sur le plan politique, et refusait même de tirer les leçons, sur ce terrain, de l'activité pratique du parti.

Les points que nous publions ici, dont la validité n'est pas contingente, sont donc à placer dans ce contexte, comme une contribution supplémentaire au bilan que nous avons tiré de la crise du parti en 1982; sous cette forme, ils mettent en relief la nécessité de la question de l'organisations indépendante de classe et de la lutte prolétarienne immédiate comme base indispensable pour le développement de la lutte classiste et comme point d'ancrage et de direction du parti de classe vers la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Dans la première partie de ces points sur **les organisations indépendantes de classe**, nous reprenons les caractères généraux du rapport entre travail salarié et capital, en mettant en évidence les aspects contradictoires de ce rapport fondamentalement antagoniste par rapport aux intérêts historiques des classes opposées, mais pratiquement conciliés par le réformisme bourgeois et ouvrier qui confirme la subordination de la classe ouvrière à la classe des

capitalistes, propriétaire non seulement des moyens de production mais surtout des produits.

Nous reprendrons ici les concepts de base, qui en général semblent acquis et véhiculés par tous ceux qui se réclament du communisme et de la cause prolétarienne. La nécessité de les reprendre dérive du fait que d'eux et de leur encadrement dépendent les évaluations et les positions politiques et tactiques spécifiques, bases à leur tour de l'activité et de l'action du parti dans ce domaine. En effet, il est indispensable de vérifier continuellement la cohérence entre les positions politiques et tactiques spécifiques et l'encadrement général, parce que cette cohérence n'est en aucune manière assurée et automatique; ceci nous sert aussi à caractériser les racines les plus profondes des fausses positions politiques.

Le développement de l'activité pratique et d'intervention du parti dans les situations du "mouvement" a posé au parti avec la plus grande acuité le problème non seulement d'élaborer des lignes d'activités et d'intervention adéquates, mais aussi la question de la vérification de leur cohérence avec l'encadrement **politique et tactique** général. L'implication disproportionnée de forces et l'apparition d'attentes ne correspondant pas aux situations réelles, ont fait émerger des positions déviantes qui n'étaient qu'apparemment "plus liées" aux situations concrètes, mais qui en réalité correspondaient à la fracture de cette cohérence et, en donnant la primauté à l'une plutôt qu'à l'autre, élevaient une barrière entre théorie et praxis, ce qui débouche inévitablement sur des positions erronées. Cette erreur a caractérisé les deux tendances qui sont apparues dans le parti, le mouvementisme et l'attentisme.

Reprendre la question des concepts de base signifie donc se relier à un travail que le parti a déjà développé et qui continue en tenant compte du type spécifique de déviations qui ont émergé au cours de la crise interne.

La seconde partie des points affronte le problème plus spécifique des poussées objectives à l'organisation indépendante de défense des intérêts immédiats; de la tentative constante de résorption des poussées de classe par la combinaison des leviers politiques, sociaux, syndicaux, économiques et organisatifs mis en oeuvre par la bourgeoisie, par les partis ouvriers bourgeois et par le collaborationnisme syndical; des tâches politiques et pratiques des communistes révolutionnaires pour participer, promouvoir et organiser toutes les poussées classistes vers l'organisation indépendante de la lutte immédiate.

Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants

La défense des conditions d'existence prolétarienne dans la société bourgeoise se pose principalement sur 2 plans: le plan économique-syndical et le plan politique immédiat, c'est-à-dire le plan de la négociation économique et celui des droits politiques. Cette défense des **conditions de vie, de travail et de lutte** des prolétaires ne sort pas en tant que telle du cadre des rapports bourgeois de production et des rapports sociaux bourgeois: elle exprime sans doute des exigences de classe, mais, du point de vue de la **classe "pour le capital"**, encore tolérables par le système capitaliste, parce qu'elles concernent le **travail salarié** et la vie de la "race des prolétaires" - **vendeurs de force de travail et sans réserves** - dans le cadre des rapports mercantiles qui sont à la base des rapports sociaux de cette société.

D'autre part cette défense est indispensable à la classe prolétarienne puisqu'elle s'oppose à l'accomplissement absolu et despotique des intérêts exclusifs non seulement généraux et "historiques", mais aussi immédiats et particuliers de la classe capitaliste. La lutte

économique et immédiate de défense met les prolétaires dans la condition de se reconnaître des intérêts généraux communs et, en développant la solidarité, permet au prolétariat - à un certain degré des tensions sociales - de lutter sur des niveaux, sur des durées et sur des étendues beaucoup plus amples et élevées, sur des niveaux de lutte politique générale.

Pour mieux se défendre, pour se donner des instruments de lutte durables afin de surmonter les périodes pendant lesquelles la lutte immédiate et partielle retombe, les prolétaires s'organisent en associations, en syndicats.

Le mode de production capitaliste est basé sur l'extorsion de plus-value au travail salarié

1. L'universalisation du travail salarié est un résultat révolutionnaire par rapport aux modes de production pré-capitalistes en ce qu'il permet un gigantesque saut qualitatif sur le plan productif et un saut qualitatif décisif sur le plan des rapports sociaux: il simplifie fondamentalement les rapports sociaux entre les hommes en un seul rapport fondamental, le rapport marchand - et en particulier salarié - dont les 2 termes sont la classe des bourgeois (propriétaire des moyens de production et surtout des produits, et acheteurs de la force de travail) et la classe des prolétaires (sans réserves et vendeurs de la force de travail).

Face à l'autre, chacune des classes cherche à

obtenir le résultat le plus avantageux dans l'échange mercantile; mais comme la bourgeoisie s'appuie sur le mode de production dominant de la production, le capitalisme, c'est elle qui domine la société et qui, de façon générale, dicte les conditions d'achat-vente de la force de travail.

2. Dans cette société, le prolétaire constitue une **marchandise** qui, en plus d'être soumise à la loi générale de l'offre et de la demande, possède seul une particularité spéciale: son emploi dans le processus productif assure un gain supplémentaire au capitaliste qui l'utilise; pour le prolétaire cela s'appelle **plus-value** (c'est-à-dire une quantité de valeur contenue dans le produit fini, due au temps de travail non payé), tandis que le bourgeois l'appelle **profit** (c'est-à-dire le gain obtenu pour avoir avancé le capital nécessaire à la mise en mouvement du procès de production).

Plus la force de travail fournit de la plus-value et plus elle est exploitée.

C'est ici que se trouve l'élément central du système capitaliste de production: si une certaine quantité de force de travail (c'est-à-dire de prolétaires) n'est pas exploitée et dans les conditions les plus rentables (c'est-à-dire avec la productivité la plus élevée), il n'y a pas de plus-value, il n'y a pas de profit. Ce mécanisme ne tient pas à la volonté ou à la méchanceté des capitalistes; c'est le mécanisme fondamental du système de production et de reproduction du capital: c'est donc une loi générale de conservation de la société bourgeoise.

3. La défense des conditions de production et de reproduction du capital est donc le problème politique principal pour la classe bourgeoise qui cherche à assurer le développement capitaliste, malgré les énormes contradictions que ce système produit et reproduit et malgré les crises partielles et générales qui le frappent périodiquement.

Le mode de production capitaliste développe le système d'entreprise (d'où l'anarchie productive et distributive) dérivé de la contradiction économique fondamentale de la société moderne: **production sociale** (universalisation du travail salarié) et **appropriation privée** des produits (richesse sociale détenue par une seule fraction de la société, la classe des bourgeois). Il en découle la concurrence acharnée entre bourgeois, ou plutôt entre entreprises, qui s'affrontent sur le marché pour essayer d'obtenir la plus grande part de la richesse sociale et la vente la plus avantageuse de leur propre marchandise (que ce soit des matières premières, des produits finis, des services, de l'argent ou de la force de travail).

Cette concurrence entre bourgeois se reflète directement sur le "marché du travail", c'est-à-dire sur les conditions de l'achat-vente de la force de travail que,

pour vivre, les prolétaires sont contraints d'échanger contre un salaire. La défense des conditions de production et de reproduction du capital va donc inévitablement s'opposer aux intérêts généraux des vendeurs de la force de travail, même si, surtout en période d'expansion économique, les intérêts particuliers et immédiats de certaines couches de prolétaires peuvent paraître coïncider avec la défense de l'entreprise, et plus généralement de l'économie nationale.

Parmi la masse des prolétaires la concurrence entre vendeurs de force de travail va différencier de façon plus ou moins stable certains intérêts immédiats jusqu'à pousser des groupes de prolétaires liés par un même niveau de qualification à voir dans un certain type de collaboration avec les capitalistes et leurs agents, la "garantie" d'un salaire plus élevé et la "protection" contre un travail trop insupportable et trop pénible.

Il se forme ainsi des couches d'"aristocrates ouvriers" regroupant des salariés qui partagent les mêmes conditions de vie et de travail plus "protégées" et qui se sont rapprochés sur le plan du pouvoir d'achat et de l'ambition sociale des conditions d'existence des couches inférieures de la petite-bourgeoisie dont ils épousent l'idéologie, la culture bourgeoise et le mépris pour les couches plus basses et plus misérables du prolétariat. Cette "aristocratie ouvrière" partage avec la petite-bourgeoisie la peur de la prolétarisation, c'est-à-dire la peur d'une chute dans des conditions d'existence privées de toute "garantie durable", conditions qui en général sont le lot de la majorité du prolétariat; c'est pourquoi, surtout dans les périodes de récession, l'"aristocratie ouvrière" se lie encore plus à la bourgeoisie dans l'espoir de sauvegarder sa position et ses petits avantages sociaux.

4. La production de marchandises, en raison de l'énorme capacité productive des moyens de production en plein bouleversement technologique et de la capacité limitée d'absorption des marchandises par le marché, est à l'origine d'oscillations perpétuelles. Celles-ci intéressent directement la classe des prolétaires car, comme il existe aussi une surproduction de travailleurs, la quantité de force de travail en surplus sera plus ou moins importante selon les périodes d'expansion ou de récession économiques.

Le sort des prolétaires est donc directement lié à la bonne ou mauvaise santé du marché. Et comme la tendance du capitalisme est à un approfondissement du cycle des crises, les prolétaires se trouvent devant un avenir toujours plus incertain sur le plan de la survie en temps de paix et, à plus forte raison, en temps de guerre.

5. La loi de la concurrence, de l'offre et de la demande, pousse les "partenaires" à rechercher la meil-

leure affaire. C'est pourquoi les bourgeois - pour sauvegarder leurs profits - cherchent à contenir au maximum les **coûts** des marchandises qui doivent se vendre sur le marché, après transformation par le cycle productif qui y incorpore de nouveaux produits. Parmi ces coûts il existe un facteur **variable**, le travail salarié, facteur variable sur les plans quantitatif et qualitatif et sur le plan du temps de travail pendant lequel il peut être employé.

La production et la reproduction sociales de la force de travail ont un rythme quotidien; et comme pour les bourgeois "le temps est de l'argent", plus ils exploitent quotidiennement, en terme quantitatifs et qualitatifs, la force humaine appliquée à la composante **fixe** du processus de production (machines, usines, matières premières, services), plus il réussissent à contenir les coûts généraux de la production. **Chaque minute de travail salarié** est donc exploitée au maximum car produire plus de marchandises par unité de temps signifie pour le capitalisme un gain potentiel sur la vente future.

L'objectif principal du capitaliste est en effet de valoriser au maximum le capital investi (fixe et variable) dans la production de marchandises; c'est-à-dire qu'en définitive, son intérêt objectif est d'extraire le plus de plus-value possible du travail humain. Pour cela le capitaliste utilise toute une série de moyens: machines plus rapides et plus efficaces pour ce qui est de la partie fixe (le **travail mort** de Marx) de son capital, allongement de la journée de travail, intensité accrue du travail, compression du salaire pour ce qui concerne la partie variable (le **travail vivant**, la force de travail salariée).

De cette façon, la force de travail salariée, le travail vivant, est toujours plus assujettie au travail mort, au capital fixe, jusqu'à subir ensuite un chantage sur le plan des conditions de travail: après avoir passé un accord pour définir un certain niveau de salaire et une certaine durée de travail - sous la forme de contrats individuel ou collectif plus ou moins favorables selon les rapports de force entre les parties - sur le poste de travail, c'est la machine, le système de production qui "décide" de la quantité et de la qualité, des rythmes et de l'intensité du travail que le salarié doit fournir.

Antagonismes fondamentaux entre intérêts bourgeois et intérêts prolétariens

6. Dans la société bourgeoise les rapports de production - rapports qui découlent de la transformation générale de la production économique en production sociale - révèlent une contradiction fondamentale d'intérêts sociaux entre les deux classes principales: l'intérêt de la classe des capitalistes est de maintenir sa domination sociale, afin que le processus de production et de reproduction du capital suive son cours, indépendam-

ment des hauts et des bas dûs au marché et à la division internationale du travail; l'intérêt de la classe des prolétaires, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, c'est-à-dire une capacité de travail utilisable par le système de production existant, est d'imposer à la bourgeoisie des conditions de vente de cette force de travail les plus favorables possibles, permettant des conditions de vie et de travail les meilleures possibles.

7. Ces deux intérêts coexistent de façon contradictoire dans la société actuelle et ils se conditionnent perpétuellement. S'il ne vend pas sa force de travail le prolétariat ne peut survivre dans une société où l'argent, et donc le marché, conditionne toute activité humaine et la vie elle-même. S'il n'acquiert pas de force de travail pour l'utiliser dans des entreprises productives d'une des branches de la production ou de la distribution des marchandises, le capitaliste ne peut valoriser son propre capital qui exige l'emploi et la circulation la plus rapide pour ne pas déperir. Cette dépendance est le fondement des conceptions interclassistes collaborationnistes qui cherchent la conciliation entre les classes pour soutenir "l'intérêt commun"; mais l'expérience enseigne que la classe dominante - qui possède tout dans la société actuelle - est la seule bénéficiaire de la "collaboration" entre les classes.

Cependant, le système productif de cette société pousse lui-même les deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, à s'opposer à l'intérêt de la classe adverse et à imposer le sien.

C'est dans cette tendance historique, déterminée matériellement, que s'inscrit la poussée de la classe prolétarienne - la classe qui ne possède rien - à sortir du cadre de la société actuelle où s'affrontent les intérêts des différents groupes sociaux. Il s'agit d'une poussée qui, pour se transformer effectivement en vecteur de la révolution sociale, a besoin d'une série de phases historiques de développement de la lutte entre les classes et surtout du développement de la lutte du prolétariat dans son ensemble contre la classe bourgeoise dans son ensemble; au cours de ces phases les heurts et les contradictions s'aiguisent et poussent tous les groupes sociaux à se polariser autour d'un fort centre d'intérêt dont l'expression la plus complète est le parti politique, et où apparaissent, de façon ni linéaire, ni graduelle, mais par bonds et ruptures, les conditions de la révolution prolétarienne, base politique nécessaire à la transformation économique de toute la société et à l'avènement de la société sans classe.

8. La lutte des prolétaires se développe dans la société actuelle (et peut aboutir à des résultats durables sans pour autant en saper les fondements) :

- pour obtenir des conditions de vente de leur force de travail plus favorables (amélioration de sa-

laire ou en tout cas des salaires non inférieurs à un certain niveau de vie),

- pour obtenir des conditions de travail plus favorables (réduction de l'effort du travail en termes de durée, d'intensité de travail),

- pour obtenir des conditions de lutte plus favorables (reconnaissance des organisations et des associations de type syndical dans les entreprises et dans la société),

- pour obtenir des conditions d'existence sociale plus favorables (logement, chômage, transports, santé, environnement, libertés politiques, etc.).

Ainsi, en particulier dans les pays capitalistes "avancés" et gouvernés par des méthodes démocratiques, certains résultats des luttes sociales des décennies passées - obtenus par des affrontements de classes parfois violents durant de nombreuses années (comme dans le cas de la reconnaissance des associations économiques et politiques du prolétariat, de la journée de 8 heures, etc.) - ont été peu à peu transformés en éléments de l'ordre constitué, en amortisseurs sociaux, en canaux par lesquels sont orientées et contrôlées les poussées continues de la classe des prolétaires; en canaux à travers lesquels la bourgeoisie cherche à obtenir le consensus, la paix sociale, et en même temps, à diviser par la concurrence la grande masse des prolétaires, tantôt maintenus dans le procès de production, tantôt expulsés et rejetés en marge de celui-ci.

9. Pour mieux défendre ses intérêts, tout groupe social s'organise de la façon la plus efficace possible. Dans la société actuelle, les intérêts de la classe bourgeoise sont défendus par l'Etat avec toutes ses ramifications décentralisées, qui constitue un véritable comité de défense des intérêts généraux de la bourgeoisie; à ses côtés existent une myriade d'associations et de comités voués à la défense - dans le cadre de l'intérêt bourgeois général - des intérêts particuliers de fractions de capitalistes qui ne cessent jamais de se livrer bataille pour s'accaparer, chacun au détriment de l'autre, des parts supplémentaires de richesse sociale. Ces comités et associations sont liés aux différents secteurs de la production et de la circulation du capital, qu'ils soient industriels, agricoles, financiers, commerciaux, nationaux ou internationaux; la puissance de ces fractions varie selon l'évolution des rapports économiques, politiques, diplomatiques et militaires inter-bourgeois et inter-étatiques. Tous les capitalistes, malgré les oppositions d'intérêts particuliers, s'appuient sur une base matérielle fondamentale dans cette société: **la propriété privée**, industrielle, agricole, financière ou commerciale, à "faire fructifier" et à défendre.

Le prolétariat, seule classe de sans-réserve, de sans-propriété "à faire fructifier" et à défendre, mais qui est

indispensable au procès de production et de valorisation, entre en scène avec une **force matérielle** importante, son **nombre**. Il représente la plus grande part des hommes qui vivent sur la Terre, tandis que la classe des possédants et des capitalistes ne constitue que la plus petite partie. Mais ce n'est que dans de rares occasions historiques (1848, 1871, 1917) que cette force a été le vecteur de révolutions politiques et sociales, alors que le plus souvent elle s'est exprimée dans le cadre social capitaliste et donc - quelle que soit la conscience des individus et des groupes - de façon réformiste, à l'avantage, en dernière analyse, de la conservation bourgeoise.

Mais ce déroulement s'accompagne d'énormément de contradictions économiques et sociales produites sans cesse par le capitalisme et qui poussent constamment les classes sociales à lutter pour défendre leurs intérêts propres. Les bouleversements dans la production et la grande capacité productive du système capitaliste, contraint de détruire une grande partie de ses produits uniquement pour des raisons de marché (jusqu'à détruire dans les guerres locales ou mondiales des masses énormes de cette marchandise particulière qui s'appelle "prolétariat"), conduit inévitablement à des crises économiques cycliques, à des crises sociales et des guerres qui affaiblissent la "stabilité politique" du pouvoir bour-

geois. Alors est posée avec une urgence dramatique la question du **pouvoir politique**, tandis que les forces de conservation sociale se renforcent à l'extrême.

La seule force capable d'en finir avec ce processus est la classe des prolétaires, la classe qui constitue en même temps le véritable moteur de la richesse sociale bourgeoise et le destructeur des formes sociales dans lesquelles cette richesse est conservée; dans la mesure où elle reste moteur de la richesse sociale bourgeoise, elle est classe **pour le capital**, mais quand elle devient le destructeur des formes sociales bourgeoise, elle est alors classe **pour soi**, c'est-à-dire classe révolutionnaire.

Mais ce saut qualitatif ne survient pas par le seul mécanisme des déterminations objectives. Il faut la combinaison de divers facteurs favorables au développement révolutionnaire, parmi lesquels l'indispensable action du parti de classe, ce guide unique, homogène, international du mouvement prolétarien qui naît spontanément sur le terrain de la lutte immédiate.

C'est un saut qualitatif que les révolutionnaires préparent de longue main à travers leur activité complète, y compris sur le terrain de la lutte immédiate, pour s'enraciner dans les rangs du prolétariat. C'est un saut qualitatif que la classe dominante et son comité de défense, l'Etat bourgeois, essayent par tous les moyens d'empê-

cher, dès le stade de la lutte immédiate. L'antagonisme de classe ne s'exprime donc pas seulement par le prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie, mais s'exprime en permanence par la classe dominante et ses fonctionnaires contre la classe des prolétaires. Dans les pays capitalistes avancés, cet antagonisme de classe est habituellement masqué par les voiles de la démocratie, du pluralisme, de la liberté de vote et de l'intérêt national que tous, bourgeois et prolétaires, devraient reconnaître en "dépassant" leurs égoïsmes particuliers.

La lutte de classe dans cette société ne peut être supprimée

10. Les luttes prolétariennes sur le terrain immédiat pour résister aux attaques constantes des classes adverses, si elles sont provoquées spontanément par les contradictions socio-économiques existantes et si elles peuvent pour une bonne part être tolérées et absorbées par le système existant, peuvent cependant revêtir un aspect particulier: elles peuvent devenir des exemples de "guérilla quotidienne" contre le capital, de préparation à des luttes plus globales et plus importantes du point de vue général de la classe, des "écoles de guerre sociale" pour parler comme Lénine. Mais il y faut des conditions précises car toutes les luttes immédiates ne revêtent pas cet aspect du seul fait qu'elles sont l'oeuvre de prolétaires.

11. Parallèlement au bouleversement perpétuel des conditions de la production et du marché, la société bourgeoise modifie constamment les rapports et les oppositions entre les groupes sociaux et entre les individus eux-mêmes. Les causes, les façons, les occasions où apparaissent les contradictions entre les "donneurs de travail" et les travailleurs, entre les possédants et les sans-réserves, entre les capitalistes et les prolétaires, sont infinies; chaque petite fracture, chaque petit épisode de la vie sociale est un nid de contradictions où se combattent des individus de différents groupes sociaux, voire du même groupe social. Il est impossible, et du point de vue de classe inutile, de faire le compte de toutes les possibilités et de toutes les caractéristiques des oppositions provoquées dans la vie sociale sous le capitalisme. Ce qui est important pour comprendre les phénomènes et leurs liens dynamiques, et pour fixer les perspectives pour les luttes à venir, c'est d'identifier les tendances et les nécessités objectives que les groupes sociaux et, à plus forte raison, les classes, expriment de façon déterministe au cours de leur vie sociale et de leur mouvement.

12. Les classes modernes, poussées par le procès perpétuel de la production et de la valorisation du capital, sont donc en lutte constante les unes contre les au-

tres et même en leur propre sein. Il y a des milliards de luttes immédiates chaque jour, chaque heure, pour défendre des intérêts égoïstes, pour accaparer des marchés, pour détruire des concurrents dangereux, ou simplement pour survivre. Mais tout mouvement social, si limité et partiel soit-il, est lié à des nécessités plus grandes, à des tendances générales et, au-delà de la conscience qu'il a de lui-même et de ses potentialités, il peut se développer ou périr selon l'évolution générale des rapports entre les classes, et en particulier des rapports de force.

La nécessité quotidienne du capitaliste est de valoriser au maximum son capital, s'il ne veut pas le voir déperir entre ses mains et ainsi sombrer dans la prolétarianisation; la nécessité quotidienne du prolétariat est de vendre sa potentialité de travail si possible au prix le plus élevé s'il ne veut pas mourir de faim. La lutte immédiate du capitaliste est donc orientée vers la valorisation de son capital par l'exploitation du travail salarié, directement ou indirectement, pour rendre toujours concurrentielle sa marchandise. La lutte immédiate du prolétaire est au contraire orientée vers la recherche d'un "travail", et vers une exploitation la moins forte possible.

La lutte prolétarienne immédiate est donc toujours une **lutte de défense contre les attaques** des classes adverses - attaques plus marquées dans la période de récession mais qui existent aussi dans les périodes d'expansion - contre leurs conditions d'existence.

Se défendre contre les perpétuelles aggravations des conditions d'existence est une question vitale

13. La lutte de défense contre les aggravations des conditions d'existence prolétarienne peut être plus ou moins conséquente et intransigeante par rapport aux intérêts non seulement immédiats, mais aussi généraux, du prolétariat en tant que classe. Dans le cadre de la lutte immédiate des prolétaires en tant que classe "**pour le capital**", cette défense peut être plus ou moins grosse de développements ultérieurs **dans un sens classiste**, c'est-à-dire vers une lutte réellement dirigée contre le capital et sa classe. Mais, pendant de longues périodes, la lutte de défense prolétarienne n'arrive pas à se libérer de la soumission aux intérêts généraux des classes ennemies, même si, à certains moments et de façon temporaire, certains intérêts prolétariens partiels et limités peuvent obtenir satisfaction.

Dans les pays capitalistes avancés et démocratiques, où les luttes prolétariennes ne se heurtent pas immédiatement à la répression et où le "droit" d'association et de grève est "garanti" par la loi, les prolétaires ont

trouvé dans les organisations syndicales et collaborationnistes et dans les partis ouvriers bourgeois les instruments et les organisateurs de cette sujétion, sur le plan syndical comme sur le plan politique. Cela n'a pas toujours entraîné de défaite absolue et pour tous; ainsi dans la période de reconstruction d'après-guerre et dans la période d'expansion économique qui a suivi, la bourgeoisie a pu consentir une série de concessions sous la poussée des luttes ouvrières. Ces "conquêtes" ont accredité l'idée que la lutte purement revendicative et corporatiste, dans le cadre strict du respect des "exigences de l'économie nationale" et de la collaboration des classes, est la voie la plus sûre pour obtenir satisfaction de la part du patronat et de l'Etat.

14. L'apparition des crises économiques et sociales et leur virulence ont fortement ébranlé les illusions sur le bien-être et le dialogue pacifique entre les "partenaires sociaux". La période de crise qui s'est ouverte depuis 15 ans a été mise à profit par les capitalistes pour reprendre, les unes après les autres, beaucoup des concessions arrachées par les luttes prolétariennes des années précédentes; cela, de façon générale, place la lutte de défense prolétarienne sur un plan différent: non plus celui de l'amélioration probable des conditions de vie et de travail, mais celui de leur sûre aggravation. Dans cette situation, la fonction d'amortisseur et de contrôle des organisations syndicales collaborationnistes apparaît encore plus clairement en limitant les revendications prolétarienne à l'intérieur des limites compatibles avec la bonne marche du système économique. Elles sont contraintes de dévoiler toujours plus clairement leur tendance irréversible vers l'intégration complète dans l'appareil étatique bourgeois.

15. Dans une situation de dégradation continue des conditions générales et particulières d'existence de la classe prolétarienne, les contradictions sociales doivent inévitablement s'aggraver toujours plus; cela ne signifie pas que la lutte immédiate des prolétaires se fait automatiquement plus dure, plus intransigeante, jusqu'à se transformer en une véritable **lutte de classe**.

Au cours des décennies écoulées, ont été mis en place une série d'amortisseurs sociaux (systèmes d'assurance maladie, retraites, allocations de chômage, allocations familiales, etc.), syndicaux (contrats collectifs, statuts des travailleurs, reconnaissance des organisations syndicales à l'intérieur des entreprises, etc.) et politiques (horaires de travail, droits syndicaux, possibilité de recours à la justice contre des décisions patronales, etc.).

Même s'ils sont peu à peu grignotés en raison de la crise économique persistante, les effets de ces amortisseurs subsistent cependant, surtout en ce qui concerne l'aggravation de la concurrence entre prolétaires,

chômeurs et non-chômeurs, qualifiés et non-qualifiés, jeunes et vieux, hommes et femmes, résignés et rebelles, etc.

Apparaît alors plus clairement et de façon plus tranchée l'écart entre les grandes masses prolétariennes en butte aux intérêts immédiats des capitalistes et la petite couche d'aristocrates ouvriers qui, grâce à sa meilleure instruction et à son insertion dans le mécanisme productif et distributif, occupe habituellement les postes de représentation syndicale et politique du prolétariat en les utilisant plus directement pour son propre usage et à son propre avantage. Ce n'est pas un mystère que les couches prolétariennes les plus exposées au despotisme d'entreprise et social bourgeois, les manoeuvres, les précaires, les jeunes à la recherche d'un premier emploi, etc., sont ceux qui sont le moins défendus par les appareils syndicaux et politiques du réformisme.

A l'aggravation des conditions d'existence sur les plans économiques et social de la classe prolétarienne, s'ajoute donc l'aggravation des rapports entre les prolétaires, à cause d'actions économiques et politiques consciemment mises en oeuvre par la classe dominante et par les partis qui, à divers titres, en défendent les intérêts, depuis les partis ouvertement bourgeois jusqu'au partis ouvriers bourgeois.

16. La lutte de défense des conditions d'existence du prolétariat rencontre donc les plus grandes difficultés pour s'exprimer et pour être victorieuse étant donné que les canaux organisatifs mêmes qui devraient servir à exprimer, soutenir et diriger cette lutte, sont contrôlés depuis des décennies par le collaborationnisme syndical et politique. Et chaque fois qu'il se trouve en difficulté lorsque la pression prolétarienne tend à dépasser les formes et le cadre dans lesquels on tente de le contenir, le collaborationnisme trouve un appui et un soutien direct dans l'appareil d'Etat et dans les associations bourgeoises les plus diverses. Et la répression préventive ou immédiate de l'appareil politique, économique et judiciaire bourgeois, se déchaîne contre les formes de lutte, les grèves, les organismes syndicaux non contrôlés par le collaborationnisme officiel.

Les formes de despotisme et de répression mises en oeuvre sont diverses: suppression des allocations de chômage ou licenciement, mise à pied ou procès pour absentéisme, non-paiement des heures supplémentaires, brimades contre les participants aux piquets, aux défilés à l'intérieur de l'entreprise, ou au blocage de routes ou voies ferrées, non-reconnaissance de la part des syndicats d'organismes de lutte totalement ou même seulement partiellement indépendants des appareils syndicaux officiels et de leur politique collaborationniste, etc.

Leur combinaison a comme effet immédiat la peur et

par conséquent le freinage des luttes et des grèves. C'est un fait matériel qui ne peut être surmonté que par des faits matériels, par des luttes concrètes qui ne peuvent d'emblée être générales ou intéresser des catégories entières; elles sont **au contraire** limitées, très partielles, avec des objectifs simples et directs (du paiement des heures supplémentaires aux revendications des chômeurs, de la lutte contre les amendes pour retards ou faible productivité, à la lutte contre les licenciements, jusqu'à l'exigence d'un salaire minimum pour tous les chômeurs).

Et l'expérience enseigne que pour lutter de façon efficace pour des objectifs déterminés, il est nécessaire de s'organiser de façon adéquate et cohérente avec ses objectifs. Les luttes passées et les luttes actuelles ont conduit aux tentatives les plus variées d'organismes de base (Comités unitaires de base, comités de lutte, coordination des auto-convoqués), à l'intérieur et à l'extérieur des organisations syndicales officielles, caractérisés en général par une durée de vie réduite, des expériences très fragmentaires et un cours qui le plus souvent conduisait à leur récupération d'une façon ou d'une autre par les organisations officielles. Mais la situation d'extrême insécurité vers laquelle le prolétariat est poussé de plus en plus tant en ce qui concerne l'emploi que la vie sociale quotidienne, pousse continuellement des groupes prolétariens à s'organiser et à lutter, parce qu'il n'y a pas d'autre voie, et fait donc ressurgir le problème des objectifs, des formes et de l'organisation de la lutte.

Organismes immédiats indépendants du collaborationnisme et de ses appareils

17. Lorsque sont définis les objectifs immédiats, en opposition à l'intérêt patronal (qu'il soit celui du capitaliste particulier, de l'entreprise ou de l'Etat), les lieux, les méthodes, la durée, les moyens et les rythmes de lutte, sans conciliation avec la bonne marche de l'entreprise, le développement de la lutte - de sa préparation à son terme - réclame une organisation adéquate pour la soutenir, la diriger, la défendre de façon cohérente.

Pour répondre à cette nécessité, l'organisation doit être indépendante du collaborationnisme, au plan organisationnel comme politico-syndical; c'est-à-dire indépendante des méthodes, moyens et objectifs qui se veulent dès le départ compatibles, donc **subordonnés**, avec l'intérêt de l'entreprise, donc du capitalisme.

Une organisation prolétarienne indépendante pour la lutte immédiate n'est pas une organisation politique; la première se situe sur le terrain partiel, et elle a donc des objectifs et des méthodes liés à la particularité et à l'immédiété du résultat recherché; la deuxième se

situe au contraire sur le terrain général, spécifiquement politique, et a donc des objectifs et des méthodes liés à des perspectives générales et de long terme. Au-delà des diverses professions de foi, politique ou religieuse, tous les prolétaires se retrouvent sur le terrain partiel et immédiat en tant que prolétaires, par le simple fait d'être des sans-réserves soumis au travail salarié.

Seule une petite minorité du prolétariat, qui a une vision et des perspectives générales précises, se hisse sur le terrain général, donc spécifiquement politique et qui nécessite des organisations politiques spécifiques, les partis.

Sur le terrain immédiat, peuvent lutter côte à côte aussi bien les partisans du christianisme, de la monarchie, du réformisme ou du communisme révolutionnaire, justement parce que la condition matérielle de prolétaires et salariés les unit dans la vie quotidienne. Pour lutter côte à côte, ils doivent donc absolument se reconnaître unis par l'intérêt immédiat qui les pousse à se défendre contre la pression du capital. La tendance à s'organiser en défense d'intérêts particuliers coexiste avec la tendance à unifier les intérêts immédiats et donc aussi les organisations de défense immédiate.

Ce sont des tendances et non des schémas fixes, et en tant que telles elles suivent une marche non linéaire ou graduelle, au point que certains de leurs aspects peuvent prendre plus ou moins d'importance selon les modifications des situations et des rapports de force entre les classes. De ce point de vue, il est possible que des couches de prolétaires qui durant toute une période étaient réticentes à la lutte contre des conditions matérielles insoutenables nouvelles deviennent combattives ou que des couches de prolétaires "historiquement" dures et combattives, se replient pour des années à la suite de défaites.

L'importance de l'organisation prolétarienne immédiate, capable de surmonter les hauts et les bas des situations, d'être prête au moment de la lutte et de résister dans les moments de défaite et de repli, est plus qu'évident.

Il en résulte clairement que si cette organisation immédiate prolétarienne n'est pas indépendante des intérêts de l'entreprise, et donc du collaborationnisme qui est leur représentant dans les rangs des prolétaires, elle ne réussira jamais à défendre réellement les intérêts des prolétaires: au maximum elle réussira à défendre l'intérêt des couches de prolétaires les plus liées au sort de l'entreprise, et donc à favoriser la division entre les prolétaires et le contrôle patronal.

18. L'importance que l'organisation prolétarienne revêt dans la lutte de défense immédiate pousse la classe bourgeoise à en chercher le contrôle pour la neutraliser et l'absorber dans sa superstructure étatique. Cette

neutralisation et cette absorption sont le résultat d'une lutte permanente que la bourgeoisie mène par tous les moyens contre les intérêts du prolétariat, non seulement sur le plan économique mais surtout au niveau politique et du rapport de force, pour maintenir les rapports sociaux en sa faveur.

Dans les pays avancés et démocratiques, les organisations syndicales sont reconnues par l'Etat et font partie intégrante de l'ensemble des institutions officielles.

La victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat dans les années vingt s'est traduite par la chute du bastion ouvrier créé par la révolution et par la destruction des partis et des associations de la classe ouvrière qui ne voulaient pas accepter l'ordre bourgeois, qu'il soit "totalitaire" ou "démocratique". Grâce à ces instruments particuliers de contrôle politique et social du prolétariat que sont les organisations réformistes, la bourgeoisie s'est emparée du "secret" de l'associationnisme ouvrier en constituant des syndicats ouvriers exclusivement collaborationnistes, capables de contenir les poussées les plus rebelles et de canaliser le mouvement ouvrier vers la conservation de la société actuelle, c'est-à-dire vers la persistance de la domination bourgeoise sur la classe salariée. Une fois détruits les syndicats rouges basés sur l'indépendance organisationnelle et sur l'antagonisme de classe, ont pu naître les syndicats tricolores, les syndicats collaborationnistes liés à la bonne marche de l'économie nationale et de l'entreprise. En Italie ce processus a été réalisé par le fascisme, méthode de gouvernement totalitaire mais non rétrograde, puisqu'il constitua directement des organisations syndicales uniques, admises et reconnues. La démocratie qui suivit la chute du fascisme, tout en admettant la pluralité des partis et des syndicats, hérita de la méthode qui impose d'être reconnu par la loi de l'Etat pour être admis dans ce pluralisme, même si elle tolère de fait - et tant qu'ils n'ont pas trop d'influence sur les masses prolétariennes - des organismes immédiats et des petits partis qui ne se soumettent pas à cette reconnaissance légale; ce sont ceux-là qui tombent pour cette raison dans les mailles du code civil et pénal, dès que la situation sociale se fait plus tendue.

19. Les exigences de défense immédiate, la reconnaissance de la part de l'Etat et du patronat des syndicats tricolores comme seuls "interlocuteurs" avec lesquels traiter, et l'absence d'organisation de classe active dans la société, ont conduit les masses à accepter ce syndicalisme "tricolore".

Les concessions obtenues sur le plan général, sous forme d'une "garantie" contre les incertitudes des périodes précédentes (assurances sociales, également héritées en Italie du fascisme, confirmant donc la symbiose entre réformisme et pouvoir totalitaire bourgeois), ont

formé une solide base matérielle au collaborationnisme syndical et politique.

Le retour à la "libre" syndicalisation (préparée pendant la dernière période de la 2^{ème} guerre mondiale par les partis du bloc de la Résistance en accord avec les Alliés), le retour à la démocratie une fois écroulé le fascisme avec son parti unique et son syndicat obligatoire, ont développé dans le prolétariat la croyance dans la possibilité d'être défendu par la loi et l'administration. Il s'est laissé ainsi embrigader dans la reconstruction d'après-guerre, en acceptant les plus grands sacrifices. Il a adhéré à la "défense de la démocratie", seul système qui puisse "sauvegarder" ses intérêts et les "garanties" obtenues; il en a donc accepté les règles, les conditions et les contraintes.

20. Mais sous les coups de la crise capitaliste, il devient aujourd'hui plus clair aux masses que les "concessions" arrachées à la classe dominante hier ne sont plus "garanties" par le cadre actuel et que les organisations syndicales et politiques tricolores sont beaucoup plus liées aux intérêts du capital qu'à ceux du prolétariat, et ceci non pas à cause d'un changement radical de la situation (par exemple remplacement de la démocratie par un gouvernement fasciste), mais par la dynamique naturelle de la société capitaliste démocratique et pluraliste.

Dans la dernière quinzaine d'années, sous la poussée objective d'exigences économiques immédiates, et sur la base d'expérience directes, même fragmentées dans le temps et dans l'espace, des tentatives variées de défense plus efficace sont apparues pour faire face à une grêle continue de mesures anti-prolétariennes et à l'appauvrissement croissant de la classe dont une partie tendanciellement toujours plus importante sombre dans la grande pauvreté.

Il est évident aujourd'hui pour tout le monde que la "cassa integrazione" (1) est l'antichambre du licenciement; il est impossible d'espérer un emploi pour tous; un salaire décent et un horaire supportable deviennent peu à peu des mirages; les échelons de l'échelle mobile des salaires sont rognés les uns après les autres, et il ne restera bientôt plus rien dans la fiche de paye, alors que pendant ce temps, le coût de la vie (de l'alimentation de base, au logement) tend à augmenter; et enfin, les conditions de vie quotidienne se font plus insupportables pour la masse toujours plus grande des chômeurs, des marginalisés, sous-payés, précaires, retraités.

Simultanément et parallèlement à l'augmentation du contrôle et du despotisme bourgeois sur le lieu de travail, on assiste à l'intensification du despotisme social qui débouche souvent sur la militarisation des quartiers et des villes; les victimes désignées en sont le plus souvent les jeunes qui sont les plus susceptibles de révolte car ils

souffrent davantage du chômage et de la crise. La répression et l'intimidation ne cessent de croître et de devenir toujours plus pesantes.

Les exigences de défense sur le plan économique et social qui jaillissent directement de l'aggravation des conditions générales d'existence, poussent certaines couches de prolétaires à organiser leurs propres luttes en dehors du contrôle direct du collaborationnisme syndical et politique - mais toujours sur le terrain des revendications à caractère économique et immédiat dit "syndical". Mais elles conduisent d'autres au désespoir et à une rébellion sans issue qui s'expriment en général par l'augmentation de la "délinquance", de la diffusion toujours plus large de tout type de drogue, de l'héroïne au traditionnel alcool, des suicides, des violences sexuelles et des homicides. Mais ces révoltes s'expriment aussi par la violence individuelle contre les symboles et les représentations des appareils, des institutions, des associations patronales, perçus comme les responsa-

bles de la dégradation de la vie quotidienne et de la misère généralisée. La violence dont toute société est imbibée est perçue de façon croissante comme un fait "naturel"; et de son côté le monopole de l'usage de la violence par l'Etat - à qui est délégué "démocratiquement" le droit de tuer - est réaffirmé avec toujours plus de force.

21. Depuis une quinzaine d'années avec l'apparition des premiers comités unitaires de base (CUB), la tendance des prolétaires à rendre leurs luttes économiques immédiates plus efficaces s'est développée surtout à l'intérieur des syndicats officiels; cette tendance, dirigée par des organisations de gauche ou d'extrême gauche plus ou moins extra-parlementaires, cherchait à faire pression sur les syndicats, à les forcer à défendre de façon plus intransigeante les intérêts ouvriers immédiats, et cette tentative a parfois réussi pour certains secteurs ouvriers.

Mais la "contrepartie" politique à la pression de la base a été la réabsorption de cette tendance, y compris sur le plan organisationnel, dans les orientations politiques et dans les appareils officiels (le cas le plus typique est celui des conseils de fabrique). Le problème non seulement de la lutte et de ses objectifs, mais aussi de sa préparation et de son organisation, est donc réapparu de façon cyclique.

Un premier mouvement de base avait imposé la réorganisation des syndicats dans les entreprises en "conseils de fabrique" à la place des "commissions internes" désormais inutilisables et corrompues. Après les vicissitudes de ces conseils de fabrique, un autre mouvement de base est apparu, plus radical mais plus éclaté: les comités de lutte, dont l'action se situe sur le

terrain syndical, mais qui tendanciellement vivent à l'extérieur des appareils officiels. Ces comités regroupent les prolétaires les plus combattifs; ils regroupent de larges franges politisées d'extrême-gauche, dites à la gauche du PCI, qui s'en disent les fondateurs et les organisateurs.

C'est l'époque de l'écroulement progressif des illusions de la prospérité et l'époque aussi de l'apparition de courants "réformistes armés"; c'est l'époque du relatif repli des luttes ouvrières traditionnelles d'usine - après les flambées de 69/72 - et de l'entrée en scène des masses de prolétaires des services autrefois à la traîne, comme les cheminots, les hospitaliers et les travailleurs de l'enseignement.

C'est l'époque de la floraison de diverses organisations politiques qui tout en parlant du "prolétariat", cherchent à découvrir "de nouveaux sujets révolutionnaires" pour s'en proclamer les représentants, qui se proposent de "dépasser le néo-capitalisme" grâce aux "gouvernements de gauche", qui inventent l' "ouvrier social" sur les cendres de l'ouvrier d'usine, considéré désormais comme plus ou moins "embourgeoisé", qui se proposent d'accélérer le changement en s'appuyant sur la jeunesse étudiante, sur l'illusion de la culture alternative ou en essayant de faire pression sur le réformisme, y compris par la méthode violente du terrorisme "romantique". Ces forces politiques expriment en général, directement ou indirectement, des exigences de remise en cause des institutions et des schémas traditionnels et elles tentent de se trouver un rôle, soit-disant "révolutionnaire", mais surtout reconnu par la classe dominante.

C'est l'époque où les contradictions de classe commencent à se libérer par à-coups violents qui provoquent une certaine fracture entre les organisations syndicales et politiques réformistes et la masse des prolétaires qui commencent à se mettre en lutte sur des terrains plus larges et plus seulement circonscrits aux entreprises (cas des chômeurs, de la question féminine, écologique, nucléaire, de la paix et de la guerre). Tout un éventail de revendications politiques s'ouvre sur ces terrains que cherchent à occuper non seulement les forces dites "extra-parlementaires", mais aussi les partis et organisations dites "institutionnelles". Pour ces dernières il s'agit de canaliser un mouvement de masses parfois turbulentes sur la voie traditionnelle de la lutte électorale en faveur de changements d'orientation gouvernementale.

22. En cette période de forte agitation de masses sur divers terrains, naissent et meurent une interminable série d'organismes de tous types, promus et organisés par les groupements sociaux et politiques les plus va-

riés, de l'extrême gauche aux radicaux, aux catholiques de base. La caractéristique générale de ces organismes est une politisation accentuée. Beaucoup naissent sur le terrain syndical classique, dans la tentative de répondre aux exigences de la lutte immédiate pour des objectifs qui puissent être atteints dans le cadre de l'entreprise ou de l'usine; mais beaucoup d'autres naissent sur le terrain social, dans la tentative de répondre aux exigences de lutte pour des objectifs plus généraux, qui dépassent les limites de l'usine ou de la catégorie; ils regroupent des masses aux conditions de vie et de travail différentes sur certains thèmes de lutte: logement, chômage, divorce, avortement, répression, conditions des soldats ou lutte contre les missiles ou l'intervention au Liban.

Après l'ivresse électorale de 1975-76 et le grand espoir du gouvernement des gauches, après les illusions du "pouvoir syndical" déguisé en "loup", avec les conséquences visibles ou non de la crise économique générale, la désillusion des masses de jeunes et d'étudiants les a déplacé du terrain "politique" au terrain "privé", c'est-à-dire a déplacé leur attention sur les questions sociales vers les problèmes personnels, en faisant entrer en crise les groupements politiques de gauche et d'extrême-gauche, dont quelques uns ont disparu pour toujours. C'est aussi de cette façon qu'a eu lieu la récupération par le réformisme traditionnel de ces formes de protestation morale, civile, pacifique, caractéristiques du mouvement catholique de base; la droite en profitera également en se mettant en avant pour prendre en charge des problèmes sociaux, comme le chômage et la répression.

Beaucoup d'organismes immédiats nés dans les années 70 ont été aussi entraînés par vagues successives dans cette chute. Ils ont été en partie récupérés par les institutions collaboratrices (sur le plan syndical pour les conseils de fabrique et sur le plan politique pour les mouvements de lutte pour l'avortement et le divorce et plus tard pour les "verts" et les pacifistes). D'autres ont disparu avec le repli de la lutte ouvrière pour ensuite renaître sous la poussée de petites secousses successives (mouvement des étudiants en 1977, cheminots en 1976, hospitaliers en 1978, métallurgistes en 1980). D'autres enfin, liés à des groupes politiques extra-parlementaires, ont pu maintenir même faiblement, une vie minimale de tradition de lutte et d'expériences passées, souvent en les transposant sur des terrains ne touchent pas directement l'usine (victimes des tremblements de terre, sans-abris, chômeurs, espaces sociaux pour les jeunes, etc.)

Mais cette chute générale n'est pas forcément totalement négative, à la condition que les expériences significatives qui se sont déroulées dans cette période ne

soient pas abandonnées à la mémoire exclusive de leurs participants directs, mais qu'un bilan en soit fait et les leçons tirées pour les luttes à venir.

De plus un autre élément est venu se rajouter à la faiblesse initiale des organismes immédiats nés dans cette période: le terrorisme, c'est-à-dire cette réaction à la fois spontanéiste-vélléitaire et profondément réformiste (véritable "réformisme à la bombe" comme la suite l'a démontrée) qui a attiré par son attitude combative et ultimatisante beaucoup d'éléments prolétariens prêts à la lutte la plus résolue et non à l'impuissante collaboration. Dans le même temps, cet élément a détruit beaucoup de forces potentiellement classistes dans une perspective et pratique fondamentalement anti-classistes, malgré les rappels réitérés à la cause prolétarienne et au communisme; sa pratique englobait inexorablement dans l'illusion d'accélérer la venue de la révolution, tant que les capacités organisatives et tactiques que les luttes ouvrières et sociales commençaient à exprimer, ces "étincelles de conscience classiste" dont parlait Lénine dans "Que faire".

23. En simplifiant un peu, on peut dire qu'il y a deux causes essentielles au retard de la constitution d'une expérience classiste enracinée dans le prolétariat, et donc au retard de la formation d'un réseau organisationnel en mesure d'alimenter durablement la reprise des méthodes et des moyens de lutte classistes. Une cause est de caractère objectif, l'autre subjectif.

Du point de vue général et objectif, les fissures matérielles ouvertes grâce à la crise économique-sociale du capitalisme et à l'écroulement des mythes de la prospérité croissante créent une situation dans laquelle le prolétariat commence par à-coups, et de façon fragmentaire, à se reposer le problème de la défense de ses conditions d'existence comme problème **direct**, problème **de lutte tendancielle en rupture avec les règles** imposées dans toutes les décennies de démocratie et de collaborationnisme réformiste. A travers des secteurs et des détachements plus ou moins isolés, le prolétariat commence par des secousses et des explosions de colère à se placer sur le terrain de la lutte des classes. Des épisodes particuliers, des flambées de lutte, des expériences très fertiles commencent à tracer un nouveau cycle de luttes ouvrières, surtout dans les pays capitalistes **périphériques** (par exemple Bolivie, Brésil, Inde, Algérie, Turquie, etc.) en commençant à **montrer** au prolétariat des pays capitalistes avancés la **voie nécessaire et inévitable** de la reprise de la lutte classiste: une lutte qui accepte le heurt violent avec l'Etat bourgeois. Cette lutte unificatrice s'organise avec une pratique que ce même prolétariat du vieux monde capitaliste avait autrefois montrée au jeune prolétariat du dit "tiers-monde": les piquets, l'organisation indépen-

dante, la solidarité ouvrière et les méthodes qui tendent à défendre la lutte elle-même. Cette voie pour la défense des intérêts immédiats - à caractère non seulement trade-unioniste mais aussi politico-immédiate - est fermement en opposition avec les intérêts d'entreprise et de l'économie nationale.

Grâce à la généralisation de l'incertitude et des difficultés croissantes imposées par la société bourgeoise aux prolétaires et aux déshérités, ce "message" finit aussi par toucher le vieux monde, souvent d'ailleurs par l'émigration forcée des masses prolétariennes affamées et l'émigration politique devant la répression étatique et militaire.

Dans ces mêmes pays capitalistes avancés, une classe ouvrière donnée pour morte et dépassée revient sur la scène sociale: les mineurs américains, anglais, français, belges, polonais, les travailleurs des chantiers navals en Espagne, Angleterre, Pologne, les métallurgistes, les travailleurs de la chimie, les électriciens, les travailleurs de l'enseignement, etc.

L'année 1980 marque une date importante de ce processus qui conduit à la reprise d'un mouvement de classe en Europe: c'est l'année des grèves en Pologne auxquelles s'associe objectivement la lutte spontanée et illimitée à la Fiat, contre les licenciements. Mais ce retour sur la scène de la classe ouvrière ne débouche pas automatiquement sur une victoire de la lutte prolétarienne en général. Les mouvements de lutte, mêmes très durs et résistants dans le temps, comme en Pologne et dans la grève des mineurs anglais qui a duré une année entière, n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs. Les restructurations se succèdent avec leur cortège de licenciements et d'intensification de la charge de travail; les coupes sombres dans les dépenses sociales touchent même les pays plus riches comme la RFA; le renchérissement du coût de la vie s'accélère; la diminution du pouvoir d'achat des salaires touche les prolétaires de tous les pays; le chômage des jeunes et des femmes devient un phénomène habituel alors que les expulsions et les pressions de toutes sortes s'accroissent vis-à-vis des travailleurs immigrés.

Mais dans la perspective de la reprise de la lutte classiste, les méthodes et les moyens employés dans ce premier cycle de lutte, constituent un point positif: ce sont les premiers pas, mal assurés, d'un prolétariat assoupi par la démocratie et les amortisseurs sociaux que les Etats bourgeois impérialistes ont pu alimenter grâce à l'impressionnante exploitation et oppression du prolétariat et des populations des pays arriérés; mais ce sont les premiers pas vers la reconquête du terrain de classe. Cette "inversion de tendance", faible et confuse, qui pousse les couches ouvrières à se détacher du réformisme et du collaborationnisme, va se renforcer; les

prolétaires conscients d'avant-garde, ont objectivement un rôle de guide à assumer dans cette direction.

D'un point de vue subjectif, c'est-à-dire pour ce qui est des forces prolétariennes et politiques engendrées par ce cycle de lutte, l'immaturation politique et organisationnelle est la règle générale.

Comme elles n'étaient pas en mesure de mettre en place une solide expérience anti-réformiste et en même temps non sectaire, toutes les forces d'extrême-gauche ont raté en fait cette première "rencontre historique" avec la classe, en ne réussissant pas à remplir ce rôle nécessaire de guide et de coordination des luttes en direction de la future organisation prolétarienne indépendante.

Il s'agit d'un retard historique qui n'est pas dû au manque de générosité, de combativité ou de volonté de lutte contre le capital, mais à un manque de clarté politique et de perspective classiste cohérente.

Le prolétariat avait et a besoin de reconquérir par ses propres forces le terrain de la lutte anti-capitaliste et le temps pour atteindre cet objectif peut être plus long que ce que voudrait l'impatience révolutionnaire. Il n'est pas possible de se substituer au prolétariat, pour ce qui est sa tâche fondamentale.

Ni l'accélération par des expédients tactiques violents et "exemplaires" - le cas du terrorisme - ni l'action souterraine de mimétisme par des expédients tactiques particulièrement modérés et démocratiques - le cas de l'entrisme de marque trotskyste, ou de la théorie des alliances avec le plus réformiste pour "l'obliger à se démasquer", de marque centriste - ne peuvent aider au développement de classe et à sa future maturation révolutionnaire. La voie à suivre par les forces qui se réclament du prolétariat et du marxisme est celle de la contribution directe aux tentatives d'organisation prolétariennes indépendantes du réformisme et en dehors de tout sectarisme et expédientisme.

Le mot d'ordre de la **formation d'organismes prolétariens ouverts à tous les prolétaires** en tant que prolétaires - et non pas sur la base de leur vision idéologique ou de leur appartenance politique - est valable pour toute la période où la reprise de la lutte de classe devra asséner des coups décisifs au collaborationnisme et imposer un **cours classiste** à l'associationnisme ouvrier. Ceci vaut pour tous les secteurs, et pas seulement pour celui de l'usine.

Les communistes sont appelés à donner le maximum de contribution à la formation de tels organismes, à leur cohérence avec la perspective de développement de la lutte classiste, tout en maintenant leur propre engagement politique de parti bien distinct de celui à développer sur ce terrain immédiat (distinct, mais non opposé au développement de la capacité d'interven-

tion et d'organisation sur le terrain de la lutte immédiate, et sans poser de préalables politiques à la disponibilité pratique de ces organismes).

C'est seulement après une telle période et sur la lancée d'un puissant mouvement prolétarien, que pourra être avancé dans la pratique le mot d'ordre de la formation ou de la reconstitution de **syndicats rouges** opposés aux syndicats tricolores et patronaux.

24. Comme cela est arrivé souvent dans l'histoire du mouvement ouvrier, la reprise de celui-ci est anticipée par des mouvements interclassistes qui expriment aussi de façon violente les premiers maux sociaux diffus liés aux périodes de récession et de crise économiques de la société.

Ces mouvements "réels", même s'ils ne sont pas purement prolétariens, anticipent l'approche de la lutte des classes mais ils n'en sont pas l'embryon, ils ne représentent pas le foyer initial de la lutte plus générale de demain. Dans leur formation et leur disparition, dans leur agitation et leur affrontement contre les piliers de la conservation sociale (Etat, institutions, Eglise, etc.), ils anticipent en partie l'époque des heurts sociaux qui nécessairement se présentera sous des formes et dans des conditions complètement différentes et surtout avec une orientation de classe différente, prolétarienne en l'occurrence. Cette différence est déterminée par la **nature** de l'affrontement social. Les mouvements pacifistes, anti-nucléaires, écologistes, verts, anti-racistes, pour la liberté des peuples, etc. **sont politiquement compatibles** avec la conservation bourgeoise, même s'ils expriment les contradictions qui à certains moments peuvent représenter une difficulté sérieuse - mais contingente - pour la domination bourgeoise. Ils sont porteurs de réformes toutes internes au cadre bourgeois et qui, en outre, n'attaquent pas la structure économique des rapports de production sur lesquels la société bourgeoise est érigée.

D'autres mouvements, qui ne sont pas interclassistes dans leur composition sociale (chômeurs, sans-abris, immigrés, etc) ont des revendications qui touchent directement et de façon consistante les intérêts de défense des conditions d'existence immédiate du prolétariat. La distinction que nous faisons ici sert à comprendre qu'il est possible de rencontrer, dès aujourd'hui dans certains mouvements sociaux, des éléments d'expérience, de bilan et de continuité pour le développement des tentatives d'organisation prolétarienne indépendante. Ces éléments peuvent être utilisés aujourd'hui sur le terrain immédiat par tout prolétaire, indépendamment de l'intervention du parti de classe dont le rôle est de synthétiser les leçons pour en faire profiter les luttes futures.

Même si les communistes révolutionnaires, **en tant que tels**, ne s'empêchent pas par principe d'intervenir **sur tous les terrains et dans toutes les contradictions sociales**, il n'en reste pas moins qu'une série de mouvements à caractère petit-bourgeois, comme ceux que nous avons cités et sans nier qu'ils peuvent temporairement capter des couches prolétariennes, ne peuvent constituer un terrain fertile pour la formation, la consolidation et le développement du mouvement de classe. Attendre ceci de ces mouvements serait tomber dans une erreur d'évaluation et de perspective qui se répercuterait inévitablement sur l'orientation politique générale en provoquant des déviations irréversibles de type contingentiste.

Les communistes révolutionnaires (c'est-à-dire le parti communiste révolutionnaire) savent en y intervenant que la reprise de la lutte de classe ne se développera pas à partir de leur développement et de leur soit-disante transformation. Ils savent aussi que les problèmes, les méthodes de lutte et les objectifs que ces mouvements adoptent ont un intérêt politique plus général, en ce sens qu'ils jouent un rôle de déviation des énergies et de la combativité prolétarienne vers des orientations réformistes et donc conservatrices.

Ceci n'empêche pas que dans certaines périodes, ces mouvements "tiennent la rue" et développent des mobilisations. En même temps, ils représentent un es-

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE

Pour mener notre combat contre la société capitaliste, nous devons faire un effort important au niveau de la propagande et de l'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité militante, ainsi que faire un travail de republication de textes épuisés du parti, tel aujourd'hui "Bilan d'une révolution".

Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à cet effort pour la défendre des positions communistes, en souscrivant pour affirmer ton soutien et en t'abonnant à nos périodiques, "le prolétaire", "programme communiste", "il comunista", "el programa comunista".

pace dans lequel les répercussions des malaises sociaux, politiques et économiques trouvent un débouché, et parfois une façon violente d'exprimer des exigences de stabilité et de sécurité sociales. Mais c'est l'évolution économique elle-même du capitalisme mondial qui rompt ces équilibres en entrant dans un cycle de crises politiques, économiques et militaires dont le débouché historique ne peut être qu'une nouvelle guerre mondiale. En ce sens, ce sont des mouvements inscrits dans le cadre bourgeois, donc avec des fonctions de conservation sociale, et le fait qu'ils attirent sur eux la pression et la répression étatique, n'en modifie pas la fonction objective. Les forces répressives saisissent l'occasion de ces mouvements pour se moderniser et s'entraîner en vue de heurts sociaux bien plus décisifs; c'est également par la présence de cet aspect de la répression que ces mouvements anticipent - en un sens négatif de démoralisation et d'intimidation - les luttes ouvrières à venir.

De leur côté, les mouvements des chômeurs et autres pour le logement, dans une période où la tension sociale est très faible, ne peuvent pas d'eux mêmes représenter une espèce de "premier stade" de la reprise de la lutte de classe. En effet ils se trouvent dans une situation où les forces institutionnelles monopolisent ou influencent largement les méthodes de lutte et d'organisation. Dans les grandes villes italiennes, le problème des expulsés est typique. Les administrations communales ont agi de façon graduelle pour éviter l'inévitable élargissement du phénomène de rébellion si les dizaines de milliers d'expulsions des maisons occupées avaient été effectuées immédiatement selon les termes de la loi. Cela n'a pas empêché toutefois en de nombreuses occasions l'usage de la répression pour réaliser les expulsions.

Dans ces mouvements, la mise en cause directe et immédiate des institutions pour obtenir satisfaction (un logement, un emploi, une allocation suffisante pour vivre, etc.) expose plus directement les prolétaires à l'intimidation et à la répression. Les expériences de luttes sur ce terrain sont tendanciellement plus fertiles pour le futur mouvement de classe du fait que ce sont des prolétaires qui y prennent part. Les répercussions du développement de la lutte (dans ses aspects positifs comme négatifs) se transmettent donc directement dans le corps social du prolétariat, en contribuant à implanter dans la classe des attitudes et des expériences différentes de celles propagées par toutes les forces réformistes, collaborationnistes, électoralistes, etc.

Mais ces mouvements ont aussi subi le reflux général. Ils se ressentent fortement de l'isolement et de la faiblesse générale du prolétariat face aux attaques conti-

nuelles contre ses conditions de vie et de travail. Mais les organismes qui résistent le plus longtemps sans se faire récupérer à la première occasion par les institutions, sont ceux qui sont le plus directement liés aux problèmes de la lutte sur le poste de travail. Ce lien direct rend plus facile la transmission des expériences de lutte, y compris en favorisant en pratique les exigences et les aspects les plus divers. Ils représentent donc un élément utile à la reprise du mouvement de classe, même s'ils n'ont pas la force aujourd'hui d'amorcer concrètement cette reprise.

Jusqu'à présent les mouvements d'usine, d'ouvriers et de travailleurs actifs, n'ont pas non plus marqué de pas décisifs et suivis pour la reprise de la lutte de classe; mais c'est leur poids objectif sur les rapports de force dans la société qui fait d'eux l'épine dorsale de la reprise classiste. Ce sont les grèves, les piquets, les occupations, les comités de grève et de soutien non contrôlés par le collaborationnisme politique qui font trembler les bourgeois. Ceux-ci recourent alors à tout leur arsenal d'influence et de domination sur la société pour atténuer, circonscrire, réprimer ces premières expressions de lutte prolétarienne indépendante et classiste.

Aujourd'hui, même une lutte ouvrière très partielle et isolée tend à dépasser les limites imposées par les règles du collaborationnisme social. Ce que craignent le plus les bourgeois et leurs alliés, c'est cette tendance à dépasser les limites dictées par les accords-muselières des syndicats, à se soustraire à l'influence asphyxiante du collaborationnisme, à organiser directement la lutte ouvrière avec des méthodes et pour des objectifs beaucoup moins conciliables avec l'économie nationale et de l'entreprise.

Aujourd'hui, à la différence des années passées, le collaborationnisme n'organise presque plus de grèves "nationales" de catégorie, de manifestations dans les rues, il ne développe pas de grandes mobilisations pour démontrer sa force, son "pouvoir contractuel". Et dans les rares cas où cela arrive encore, c'est lorsqu'il craint que son contrôle sur la classe ouvrière subisse des crises profondes et des ruptures irrémédiables: à un certain point, la poussée matérielle provoquée par la dégradation des conditions de vie et de travail exerce une pression sur les appareils collaborationnistes qui sont obligés - l'intérêt de la paix sociale - de **fournir leur réponse**; ce qu'ils font en accordant un soutien élastique aux mouvements en cours pour récupérer et amortir les poussées sociales trop fortes.

Inutile de souligner que, quand il s'agit d'affronter beaucoup de prolétaires placés sur un terrain classiste, le collaborationnisme trouve l'appui maximal des appareils politiques, religieux, sociaux et répressifs des ins-

titutions bourgeoises, rassemblés pour l'occasion par l'intérêt commun d'éteindre les flambées prolétariennes qui pourraient s'étendre à d'autres luttes.

25. Dans les périodes de récessions économiques et de crises, la concurrence entre prolétaires - permanente dans la société bourgeoise - se fait tendanciellement plus aigüe et elle aggrave aussi la division en petits intérêts corporatifs catégoriels et très nombreuses classifications, typiques du travail salarié et de la société bourgeoise.

Cette tendance est à la base tant de la politique patronale de la course à la prime, de la productivité, des carottes données aux ouvriers qui jouent le jeu de la collaboration, que de la tactique collaborationniste de l'isolement des luttes ouvrières et du corporatisme.

Pour le collaborationnisme et comme l'affirmait il y a quelques années Lama (le chef de la CGIL), l'isolement des luttes ouvrières serait dû objectivement à une faiblesse quasi constitutionnelle du prolétariat, habitué pendant trop d'années à vivre "au-dessus des ressources réelles du pays". La lutte partielle, isolée et impliquant le minimum de dommage possible à l'économie nationale et à l'entreprise, devient le seul plat que le syndicalisme tricolore offre aujourd'hui.

Malgré cela, les expériences fragmentées de luttes ouvrières, tendanciellement hors du contrôle du collaborationnisme tricolore et provoquées par l'augmentation de l'insécurité sociale, montrent que les petites luttes ouvrières peuvent être aujourd'hui plus fertiles pour le mouvement de classe que les grandes mobilisations d'hier, encadrées par le réformisme.

Dans ces dernières années, les grandes mobilisations ouvrières ont été l'apogée d'une série de poussées et de luttes menées par des couches ouvrières traditionnellement combattives qui se sont trouvées confrontées aux licenciements dans des secteurs importants comme les métallurgistes, les travailleurs de la chimie et du textile (Italsider, Fiat, etc.). Ces luttes ont démontré que: 1) l'objectif principal du prolétariat en lutte était la **défense de l'emploi** (avant même celle du niveau de vie), 2) sur ce terrain, les prolétaires se mettaient en action même isolément dès que le processus de restructuration et de reconversion industrielle les plaçaient face à la perspective immédiate de licenciement, 3) sur ce terrain, mêmes isolées, les expériences prolétariennes pouvaient avoir un poids déterminant sur la conduite de la lutte et sa conclusion.

Le "mouvement des assemblées auto-convoquées", initié par les Conseils de fabrique les plus combattifs, révoltés par l'immobilisme des appareils syndicaux locaux et nationaux, entre la fin de 83 et les premiers mois de

84, a représenté un épisode significatif de cette tendance (dont une composante importante était constituée par un secteur influencé par "Démocratie Prolétarienne"). Dans leurs propres initiatives, les syndicats tricolores et même le PCI seront obligés de tenir compte de ce mouvement de mobilisation dont les répercussions se faisaient sentir à l'intérieur même des syndicats.

La "prise en charge" des poussées ouvrières par le collaborationnisme syndical et du PCI n'a pas constitué une aide véritable pour la défense des conditions prolétariennes. Elle a eu au contraire comme objectif d'atténuer et d'étaler dans le temps l'avalanche de licenciements programmés par les industriels comme par les administrations publiques avec les coupes budgétaires. Les amortisseurs sociaux, constitués dans ce domaine surtout par la "cassa integrazione", ont contribué à freiner la pression ouvrière et à en briser l'élan. Grâce à la grande et "sublime" manifestation nationale du 24 mars 84 à Rome, le collaborationnisme syndical et politique a réussi à récupérer le mouvement des auto-convoqués en lançant le fameux référendum pour la restauration des 4 points de l'échelle mobile des salaires supprimée par décret le mois précédent. Avec cette manifestation, le collaborationnisme tricolore **déplaça** complètement la poussée ouvrière du terrain de la défense du poste de travail à celui de la défense du salaire. Naturellement une telle action référendaire ne pouvait constituer une défense réelle des salaires (le résultat du référendum fut d'ailleurs négatif), mais elle atteignit son objectif d'amortir et enfin de désagréger le mouvement des auto-convoqués par lequel s'était exprimée la poussée la plus combattive.

Ce résultat acquis, les syndicats subiront eux-mêmes les conséquences de la victoire patronale en se repliant sur des positions plus "défensives" pour ne pas trop perdre du terrain et de l'influence dans les usines tout en empêchant l'émergence de nouveaux mouvements hors de leur contrôle; c'est ainsi que réapparaîtront en force la lutte "articulée", la lutte isolée entreprise par entreprise, comme s'il s'agissait pour le mouvement ouvrier de repartir sur des positions très en arrière (celles qui ont été "dépassées" dans les années 70 avec le statut des travailleurs, l'encadrement unique, le pouvoir syndical dans les usines, etc.).

Les difficultés affrontées actuellement par les syndicats ne sont pas mécaniquement favorables à la formation de courant classiste en leur sein et à la radicalisation d'expériences prolétariennes classistes dans le mouvement ouvrier. Ce sont des difficultés qui se répercutent en général négativement sur le prolétariat

parce que ce dernier est conscient de l'importance de l'organisation de caractère syndical pour s'opposer à la pression patronale et se défendre efficacement. Dans cette situation, il serait donc désastreux de croire que la perte de crédibilité, et d'adhésions, des syndicats officiels signifierait que les prolétaires sont automatiquement prêts à s'organiser en syndicats classistes.

Pour faire ce saut qualitatif, de larges couches de prolétaires ont besoin d'accumuler des expériences de luttes et d'organisation, certes nécessairement partielles et isolées au début, mais dans une orientation opposée aux directives et méthodes du collaborationnisme.

26. Dans ces petites luttes, les prolétaires expérimentent leurs propres capacités directes d'organisation, de définition des méthodes et des objectifs de lutte, de vérification des moyens de lutte. Ils apprennent à diriger et à défendre leur lutte, à reconnaître leurs ennemis et leurs alliés, à découvrir les exigences de l'organisation classiste stable et de la solidarité, à transmettre leur expérience pour le renforcement du mouvement classiste et à faire les bilans de ces expériences.

Au cours de ce processus, ils font l'apprentissage de leur capacité à lutter en déléguant toujours moins aux

appareils syndicaux officiels le développement de la lutte et sa conclusion.

Même en perdant leur crédibilité, leurs syndiqués et leur influence, les appareils syndicaux conservent encore de toute façon un grand avantage: ce sont les seules institutions reconnues par le patronat public et privé pour la signature d'accord (ce qui signifie, au moins formellement, l'application pratique des accords signés par les deux parties). Ce sont donc eux qui monopolisent le dénouement juridique de toute lutte ouvrière. Grâce à cet avantage que le patronat a tout intérêt à maintenir, les grèves et les mobilisations peuvent toujours échapper au contrôle syndical, ce seront eux qui à l'heure de conclure seront appelés par le patronat pour signer un accord et **stopper la lutte**.

Il ne faut pas cacher cette difficulté mais essayer de la résoudre en cherchant à créer les conditions pour que les syndicats collabos soient tenus sous pression par la lutte ouvrière le plus longtemps possible pour que soient directement contrôlés dans le feu de l'action tous leurs gestes et toutes leurs discussions en vue d'un accord. Mais ces conditions de défense de la lutte ne peuvent s'obtenir que par une organisation indépendante des prolétaires, indépendante des appareils de collaboration comme de leur politique.

(Suite au prochain numéro)

* * * * *

La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (III)

16. MIRACLE ECONOMIQUE ET LOI DU DEVELOPPEMENT INEGAL

La phase de reprise économique en Europe qui va de 1948 à 1952 est marquée par des rythmes de croissance très variés selon les divers pays du vieux continent: nous trouvons l'Allemagne en tête avec un taux annuel d'augmentation de la production nationale supérieur à 8,7%; nous avons ensuite l'Italie avec plus de 6%; l'Autriche avec un taux légèrement inférieur à 6%; la France, les Pays-Bas et la Norvège suivent avec 4%. Enfin le Royaume Uni et la Belgique ont un taux de croissance économique plus faible: pour la période 47-50 le taux britannique n'est que de 3,5% (75).

Dans la période d'expansion économique qui suit, le fossé entre les pays en tête de la croissance et ceux en queue va s'approfondir: de 54 à 61 le Produit Interne Brut allemand augmente en moyenne de 6,6% par an, alors que celui du Royaume Uni n'atteint qu'une augmentation moyenne de 2,3% par an. L'Italie, la Suisse et la France se rapprochent des taux allemands alors que la Belgique suit le rythme anglais. La Suède, la Norvège et les Pays-Bas se trouvent dans une position intermédiaire (76).

Nous avons déjà souligné (77) l'importance **historique** du cycle d'accumulation capitaliste d'une durée sans précédent de cette période; relevons ici que pendant les trente ans d'après-guerre l'accumulation de capital atteignit des niveaux d'augmentation record. Nous avons déjà donné des chiffres sur le développement économique mondial lorsque nous avons parlé des indices de production d'acier (78); rappelons simplement que:

"le niveau de 1964 était plus de deux fois et demie supérieur à celui de 1938: l'indice de la production industrielle (pour un niveau 100 en 1958) était autour de 125 en 1963, alors qu'il était à 44 en 1938 et à 62 en 1948" (79). En ce qui concerne l'Europe occidentale, son PNB total "mesuré à prix constants, dépassait en 1963 plus de deux fois et demie le niveau d'avant-guerre; la production industrielle (1958=100) était passé d'environ 50 en 1938 à près de 130 en 1963"(80).

Productivité: "pour autant que nos données nous permettent de l'estimer, la production économique par homme-année ou par tête par rapport à la population, a peut-être augmenté à l'époque héroïque des années de la révolution industrielle anglaise de la fin du XVIIIe siècle à un rythme comparable à celui de l'Europe d'après-guerre"(81). Les pacifistes bourgeois peuvent bien nous raconter que la guerre est un malheur pour l'économie capitaliste... Chiffres à la main, l'économiste bourgeois ne peut que confirmer le diagnostic marxiste selon lequel le capitalisme **rajeunit** à travers la guerre et retrouve les rythmes impétueux de croissance de ses années "héroïques".

Le stimulant qui conduisit à la reprise puis à l'expansion était constitué des bas niveaux de départ dans l'immédiat après-guerre, conséquence des dommages occasionnés au tissu productif par la guerre. Plus bas étaient les niveaux de départ, plus graves étaient les blessures provoquées par la guerre, et plus rapides, plus vigoureuses et plus "miraculeuses" furent la reprise et l'expansion des années postérieures à 48. L'Allemagne, où "la destruction des hommes, la paralysie des systèmes de transport,

la division du pays en zones d'occupation, l'atrophie du gouvernement et la ruine de la circulation monétaire"(82), en un mot toute la lourde hérédité de la guerre, provoquèrent de 45 à 48 une très grave dépression économique, fut le pays qui enregistra les années suivantes une poussée "miraculeuse" d'expansion et de développement. A l'opposé la Grande Bretagne, avec des destructions guerrières bien moindres et un appareil industriel plus vétuste, devint la lanterne rouge de l'Europe au cours des années de reprise et de boum économique.

Pendant le conflit, aux destructions de la guerre s'ajoute le travail fébrile de l'économie de guerre qui se développa de 43 à 45 en Allemagne, alors qu'elle était déjà en vigueur en Grande Bretagne et aux Etats-Unis lors de l'éclatement du conflit. Pourquoi la catastrophe de la guerre rajeunit le capitalisme? Parce qu'en plus d'un monde à reconstruire, elle lui fournit des moyens formidables et à bas coûts pour réaliser cette reconstruction à des rythmes frénétiques.

Nous avons vu que l'économie de guerre s'appuie sur la centralisation de la production, et accroît encore celle-ci (83), la léguant ensuite au développement "pacifique" de l'économie dans le nouveau cycle d'accumulation qui s'en trouve ainsi accéléré. Il ne faut pas oublier non plus que toute la période de "reconstruction d'après-guerre", surtout en Europe et au Japon, c'est-à-dire là où les destructions avaient été les plus massives, a pu compter sur le résultat du développement précédent de la phase impérialiste du capitalisme, à savoir l'extrême concentration économique, financière et politique atteinte par les régimes fascistes. C'est la raison pour laquelle notre parti a justement affirmé, dès le début de son activité, que les démocraties occidentales recevaient en héritage des régimes fascistes la substance du développement impérialiste du capitalisme, la tendance à la concentration et à la centralisation, qu'elles se "fascisaient".

L'économie de guerre transmet en outre au capitalisme tant les progrès technologiques et scientifiques réalisés par les industries militaires que les implantations industrielles créées pour la production d'armements. Celles-ci ne furent en effet pas toutes détruites par les bombardements, ni dans le cas allemand - par le démantèlement réalisé par les alliés. Elles purent être remises en activité "avec des frais de réparations assez limités"(84) et être utilisées pour des productions "pacifiques". **"Les dommages de guerre par bombardements et opérations militaires eurent des conséquences beaucoup plus graves en effets immédiats sur la production, écrit le même auteur, qu'en effets durables sur l'équipement lui-même. Il était**

assez facile de mettre hors d'usage la plupart des structures métalliques industrielles (établissements, installations, machines), mais plus difficile d'obtenir leur destruction complète"(85).

La destruction à grande échelle d'équipements, d'installations, de bâtiments, de moyens de transports, etc., et la réallocation à ce formidable champ d'accumulation des moyens de production à haute composition technologique venus de l'industrie de guerre, reconvertis à bas coûts, et dans des conditions de plus grande centralisation et de contrôle de l'appareil productif, tout cela crée le miracle. Béni soit donc la guerre juste et démocratique qui a rendu à "nos" capitalistes leur Saint Profit dans toute sa puissance, qui leur a permis d'accumuler à nouveau comme au bon temps de la révolution industrielle !

Le cycle de reprise et d'expansion économique d'après-guerre avait besoin pour se déployer, comme tout cycle d'accumulation capitaliste, de capitaux à investir et de force de travail à exploiter.

"Dans la plupart des pays d'Europe occidentale l'accroissement de la force de travail provient des mêmes sources: de l'augmentation démographique de la population locale et de l'immigration de travail étranger ainsi que de l'évolution du "taux d'activité", c'est-à-dire du nombre de personnes en âge de travailler qui travaillent vraiment et du nombre d'heures pendant lesquelles ils travaillent"(86).

L'importance réelle de l'augmentation démographique dans l'immédiat après-guerre dans la satisfaction des besoins en main d'oeuvre fut assez limitée car ce sont surtout les groupes d'âge inférieur à 15 ans et supérieur à 64 qui s'accrurent. Plus importante fut l'augmentation du "taux d'activité" de la population, terme neutre qui couvre pudiquement aussi bien l'augmentation du travail des femmes et des mineurs que l'augmentation de la journée de travail: le fameux "retrouvons nos manches" lancé aux travailleurs par Thorez et tous ses collègues dans les différents pays.

Mais le rôle de la main d'oeuvre étrangère fut encore plus cruciale pour l'accumulation capitaliste dans l'expansion d'après-guerre: polonais, réfugiés est-européens, immigrés des Caraïbes, du Pakistan ou d'Afrique pour le Royaume-Uni; portugais, italiens, espagnols, immigrés des colonies pour la France; italiens et espagnols pour la Suisse; réfugiés de l'Est pour la RFA, qui seront remplacés à partir de la moitié des années 50 par des grecs puis des turcs.

L'abondance de l'offre de force de travail s'accompagna d'une productivité croissante du travail qui n'était pas simplement le reflet des progrès techniques dans la pro-

duction. En effet à une plus grande disponibilité de bras correspond une concurrence aggravée entre les prolétaires et donc une moindre force de résistance à l'exploitation capitaliste. En RFA, par exemple, "les immigrés, d'Allemagne de l'Est ou complètement étrangers, travaillaient plus intensément et étaient moins exigeants que les travailleurs locaux. Surtout ils se déplaçaient avec plus de facilité vers les endroits et les emplois où le besoin de travail était le plus fort"(87). Et en France: "la présence de cette immigration donne à notre économie plus de souplesse, s'agissant de gens très mobiles, acceptant de changer d'entreprise, de région, et le cas échéant de devenir des chômeurs indemnisés. L'immigration est encore fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation (assumés dans les pays d'origine) et de mieux équilibrer les charges de la nation: jeunes, les immigrés apportent souvent plus de cotisations qu'ils ne reçoivent de prestations"(88). Pompidou, alors Premier Ministre, soulignait en 1963 l'intérêt de la main d'oeuvre immigrée comme un moyen "d'avoir une certaine détente sur le marché du travail et de résister aux pressions sociales".

Travailler comme une bête de somme, se serrer la ceinture, et être prêt à accourir là où il plaît à Sa Majesté le Capital: voilà les trois vertus cardinales demandées aux ouvriers - et d'autant plus vigoureusement s'ils sont étrangers, noirs ou basanés! Et voilà aussi un autre ingrédient "miraculeux" dont se nourrissent les capitalismes européens rajeunis dans leur floraison d'après-guerre. Mais le capitalisme aurait-il pu réaliser cette orgie d'exploitation des prolétaires indigènes et étrangers sans cette "docilité du travail organisé" (lire: intégration croissante des syndicats ouvriers dans l'Etat bourgeois) dans laquelle les économistes bourgeois eux-mêmes reconnaissent un facteur de premier plan pour limiter les demandes salariales et accroître au maximum la productivité du travail (89)? La référence porte sur les syndicats allemands, mais la Suisse de la "Paix du Travail", la France de la IVe République, l'Italie de Di Vittorio, etc., jouirent aussi de la même docilité. Et là où la croissance fut moins "miraculeuse", comme en Grande Bretagne, ce ne fut certainement pas à cause du manque de docilité des Trade Unions, mais à cause de cette "maladie intrinsèque" qui s'appelle sénescence et qui est synonyme de déclin irréversible (90).

Une autre source de main d'oeuvre pour la reprise industrielle dans toute l'Europe a été fournie par le monde rural. Un véritable **abandon des campagnes** par les paysans se lit à travers les chiffres de l'exode rural: en France 90 000 personnes migrèrent en moyenne chaque année vers les villes;

en Allemagne ils étaient 100 000 par an dans les années 50, et de plus de 200 000 en 1960 et 61. Dans toute l'Europe occidentale, la main d'oeuvre dans l'agriculture selon certaines sources n'était plus en 1970 que le tiers du niveau d'avant-guerre (91).

Le processus, lent mais inexorable, de rétrécissement du monde rural en acte dès le dix-neuvième siècle, et directement lié au développement du capitalisme, connut une brutale accélération après la guerre. C'est le développement même de l'industrialisme bourgeois qui se reproduit continuellement: la mécanisation de l'agriculture, l'introduction et la généralisation de fertilisants, de pesticides, d'antibiotiques, etc., c'est-à-dire les fruits du développement de l'industrie capitaliste moderne, produisirent une augmentation sensible et rapide de la productivité agricole dans les années 50 et suivantes. Mais comme la production agricole augmente plus lentement, le résultat fut de "libérer" une grande partie de la main d'oeuvre des campagnes et de la rendre disponible pour alimenter la croissance de la sphère industrielle capitaliste en expansion tumultueuse et la concentration urbaine.

Le résultat, en d'autres termes, sera de rendre plus ouvrière toute la zone européenne précisément dans la période au cours de laquelle le cycle victorieux des luttes anticoloniales (1954-76) ouvrira la voie au développement de l'industrie moderne dans de vastes zones d'Asie et d'Afrique, rendant plus ouvrier et prolétarien le monde entier.

17.DU "PLAN MARSHALL" A LA CRISE DU CONDOMINIUM RUSSO - AMERICAIN

La disponibilité de forces de travail, ingrédient sans doute **nécessaire** au déroulement normal du cycle productif capitaliste et **à plus forte raison** du cycle de reprise et d'expansion des économies bourgeoises tout juste sorties du "bain de jouvence" de la guerre mondiale - n'est cependant pas suffisante à elle seule pour remettre en mouvement le mécanisme de la production moderne. Elle ne l'est pas pour la simple raison que les bras ouvriers peuvent être incorporés au capital-machines seulement si les **estomacs** sont d'une façon ou d'une autre rassasiés.

Ce qui signifie que sans de fortes avances en capital variable les économies nationales des principaux pays d'Europe occidentale et du Japon n'auraient pu connaître une reprise et une expansion avec des rythmes comparables à ceux du "miracle" d'après-guerre.

Et cette avance décisive en capital variable ne pouvait venir que de Washington:

le potentiel productif intact de l'Amérique était en effet après 46 aux prises avec les problèmes de surproduction.

En 1948 **"le gouvernement américain adopta courageusement** (comme toujours le capital, qui est de nature timide, devient audacieux quand il flaire la bonne affaire - NdlR) **la politique d'aides considérables aux nations du monde, et avant tout, aux nations d'Europe occidentale. En un couple d'années après la guerre, le Plan Marshall avec son offre d'aide économique à tous les pays qui en avaient besoin, mit sur pied une série de projets et de prêts en capital destinés à soutenir l'évolution économique en Europe à une époque où la pénurie de capital, et plus spécialement la pénurie de dollars, en empêchait encore le développement"**(92).

Le "Plan Marshall" était le principal canal par lequel les dollars arrivaient à destination; mais il ne fut pas le seul instrument de la "bienfaisance" américaine. Le flux de capitaux des USA vers l'Europe avait en fait déjà commencé avant 48 et il continua avec des "déboursments militaires américains de toutes sortes" (parmi lesquels le Plan d'Aide Militaire qui scandalisa tant les stalinien) et avec les fonds **"de l'investissement privé américain en Europe"**(93).

Le "Plan Marshall" ne fut donc qu'un moment, sans doute important, d'un plan économique, politique et militaire plus vaste et parfaitement cohérent: le plan, rien moins que philanthropique, de la pénétration impérialiste américaine, la suite logique de son agression contre l'Europe victorieusement conclue sur les champs de bataille en 1945.

A la différence des faux communistes d'obéissance stalinienne qui en Italie tout comme en France, "bénirent les armes américaines en 45, les livres américaines en 45-46, les aides UNRRA et enfin celles du plan Marshall"(94) avant de protester ensuite, après l'éclatement de la "guerre froide", contre l'envoi des armes américaines et l'intégration du pays dans le système militaire de Washington, notre mouvement a démolé dès le début le mythe ridicule de la "philantropie" de la bourgeoisie américaine:

Le plan Marshall **"tendait à pomper des dollars aux prolétaires américains par le système classique des impôts indirects afin de les investir dans le moissonnage de la main d'oeuvre européenne et pour faire de l'économie du vieux continent un anneau de l'économie américaine. Les syndicats d'outre-atlantique, ceux de Murray comme ceux de Lewis, étaient à leur poste: l'entreprise hautement impérialiste de Truman et de Marshall devenaient une oeuvre grandiose de solidarité envers les "frères" qu'il fallait relever des conséquences désastreuses de la**

guerre. Mais une incitation supplémentaire était nécessaire: le compère Staline était lui aussi à son poste; les prolétaires d'Europe devaient être sauvés non seulement de la faim, mais aussi de ses conséquences, la perte de la liberté, la chute dans les suggestions de la dictature. Prolétaires américains, mettez la main à vos poches; prolétaires européens, mettez vos muscles en pleine action!"(95).

Le prélèvement n'était donc pas sur les profits, mais **exclusivement** sur les salaires: la "générosité" de la République à la bannière étoilée est entièrement à la charge des ouvriers. Comme d'habitude les ouvriers font l'avance et les classes possédantes touchent les profits. Les USA en effet n'ont pas fait des "dons" à l'Europe mais des vulgaires **prêts**.

"Les "aides" à l'Europe ont été (pour le capitalisme américain -NdlR) une affaire économique, sociale, politique et militaire. Ce n'est pas de l'argent jeté par la fenêtre: ce sont des capitaux qui fructifient"(96).

Elles furent une affaire **économique** pour deux raisons: d'abord les dollars prêtés contre intérêt aux bourgeoisies européennes donnèrent à Washington la possibilité de participer au grand "business" de la reconstruction de l'Europe; ensuite la classe dominante américaine put trouver avec ces prêts une issue à la prolifération de ses capitaux: les "aides" agirent comme un **"grand volant de la surproduction étasunienne"**(97) aussi bien dans le cas des boîtes de conserve pour alimenter la main d'oeuvre européenne que dans celui des armes destinées à ré-équiper les armées. Avec l'avantage supplémentaire dans ce dernier cas de **"se défaire à bon compte d'armements dépassés (grâce auxquels) en cas de guerre les armées européennes auraient pu continuer pour un temps à s'étriper, jusqu'au moment où la puissance incontestée américaine aurait décidé d'intervenir comme facteur décisif"**(98).

Elles furent une affaire **sociale** parce que les distributions de boîtes de conserve, même si elles nourrissent peu et mal, permit de remplir les estomacs des affamés de toute l'Europe et d'étouffer leurs cris de protestation.

Elles furent une affaire **politique** car grâce aux dollars de sa "charité" intéressée la bourgeoisie étasunienne "acheta" -même si c'était de façon temporaire- le reste du monde non stalinien et en particulier assujettit à son empire pour une période assez longue les classes dominantes d'Europe occidentale et du Japon. La "bienfaisance" américaine - disions nous plus haut - ne fut rien d'autre que la continuation par d'autres moyens de la guerre impérialiste contre l'Europe: **"entre le Marshall, père du plan de reconstruction européen et le**

Marshall chef de l'état-major américain, **il n'y a pas de solution de continuité: les aides à la reconstruction étaient les armes de l'expansion impérialiste étasunienne au même titre que les grandes expéditions militaires en pleine guerre**"(99).

Elles furent enfin une affaire **militaire** parce que grâce aussi en partie aux "dons de paix" généreusement accordés les Etats-Unis s'assurèrent pour une longue période de temps, avec la sujétion de l'Europe occidentale et du Japon, la complète obéissance de leurs armées-vassales et le plein contrôle des populations et des territoires avec leurs installations et leurs bases militaires. En 1952, 7 ans après la fin de la guerre mondiale, le gouvernement japonais fut contraint par les USA à signer des "accords administratifs" qui autorisaient les Etats-Unis à avoir au Japon toutes les troupes qu'ils jugeaient nécessaires, alors que les japonais devaient non seulement collaborer au débarquement et à l'installation de celles-ci, mais s'engageaient en outre à verser 155 millions de dollars par an pour payer les frais d'entretien des soldats américains sur leur territoire.

"Il saute tout de suite aux yeux - commentions nous à l'époque - que le régime d'occupation des îles japonaises, officiellement déclaré caduc par le traité de paix et le traité de sécurité bilatéral nippo-américain, continue sous un autre nom et sous une autre forme juridique"(100).

Pour l'impérialisme américain la politique des "aides" se révéla être une gigantesque bonne affaire, au moins dans l'immédiat. Mais il faut souligner que le centre impérialiste américain aurait dû de **toutes façons** financer la reconstruction de l'Europe et du Japon, même si au lieu d'en tirer profit, ils auraient dû conclure cette opération à perte. L'Amérique, au terme du second conflit impérialiste **DEVAIT** remettre sur pieds les économies sinistrées d'Europe et du Japon pour la simple raison qu'il aurait été **impossible** de maintenir en fonction le réseau de relations et d'échanges commerciaux centré sur Washington, sans revitaliser les termes du dialogue mercantile à Berlin, Tokyo, Paris, Londres et Rome.

Les Etats capitalistes sont en rapport de conflit permanent entre eux. Ce conflit n'exclut pas mais au contraire **implique** le tissage d'un dense réseau de relations réciproques, un réseau qui impose à chaque centre national d'accumulation capitaliste la nation ennemie, le centre impérialiste concurrent, comme un élément **inéliminable** un facteur indispensable à sa propre existence. Les impérialistes sont donc, comme les capitalistes individuels, des **FRERES ENNEMIS**, non seulement parce qu'ils ne pourront jamais être complètement solidaires entre eux, l'apparente harmonie et

l'union du moment étant toujours minées par les germes de la discorde; mais aussi et surtout, à l'inverse, parce que la lutte et la discorde ne pourront jamais aboutir à la destruction totale de "l'ennemi" battu, qui doit être aidé et soutenu si sa situation est trop gravement compromise.

En effet, ce qui s'affronte ce ne sont pas deux mondes, deux civilisations, deux sociétés différentes, structurellement opposées, qui ne peuvent que se combattre à mort; ce sont des compartiments nationaux différents du capitalisme mondial, ou, si l'on veut, des tentacules différents d'un même monstre. Le même sang coule dans leurs veines. Ils se livrent donc bataille quand tout le système, entré dans les convulsions périodiques de la crise économique, ne trouve plus d'autre voie de salut que la saignée de la guerre généralisée; mais pas pour anéantir le concurrent-partenaire: pour pouvoir, après la guerre, continuer à dialoguer avec lui dans des conditions plus favorables.

Nous avons examiné la question des aides américaines à la reconstruction de l'Europe du point de vue américain, en montrant les dimensions de la formidable affaire réalisée par les classes dominantes d'outre-atlantique. En réalité, dans toute l'opération "aides", l'affaire a été **réciproque**, car les impérialismes européens et japonais en tirèrent des avantages non négligeables - étant donnés les rapports de force sanctionnés par la guerre mondiale.

Grâce aux avances considérables en capital variable et grâce aussi à la défense militaire assurée par les Etats-Unis face à la Russie, ces impérialismes ont pu non seulement reconstruire leur potentiel économique, mais également le développer au cours des années suivantes avec des rythmes et des puissances qui ont fait parler de "miracle" dans les pays les plus durement touchés par les destructions de la guerre, comme l'Allemagne et le Japon. Sans doute les centres impérialistes européens et japonais ont dû payer un prix pour s'assurer les conditions d'un développement économique dans de telles proportions: l'occupation militaire prolongée et la soumission politique encore plus longue à Washington. Mais les américains eux-mêmes ont dû aussi accepter le prix à payer pour pouvoir participer à la lucrative reconstruction et s'assurer à coups de dollars la soumission temporaire de l'Europe et du Japon, incorporés dans les alliances militaires du dit "monde libre"; ils ont dû accepter le risque que ces impérialismes ressuscités viennent à terme menacer leur suprématie économique.

De ce point de vue, le cas allemand est très significatif.

"A la fin de la première guerre mon-

diale, l'Allemagne capitaliste put remonter de l'abîme de la défaite parce qu'alors que la France et l'Angleterre la regardaient avec suspicion ou avec une hostilité impuissante, l'Amérique jugea qu'elle offrait un fructueux champ d'investissement et un bon point d'appui politique, et elle l'aïda donc à se relever. A six années de la fin de la deuxième, l'Allemagne capitaliste, ni détruite par la guerre, ni menacée par la révolution, s'est remise sur pied de la même longue mais sûre façon: en se liant directement aux Etats-Unis. Ceux-ci ont découvert non seulement qu'un potentiel économique comme celui allemand est mille fois plus intéressant pour leurs propres objectifs que les vieux équipements fatigués des autres Etats européens, mais aussi que "l'intégration dans la communauté atlantique", si pénible pour le reste de l'Europe, pouvait se réaliser au plus vite et de la meilleure façon outre-Rhin. Ce n'est que là que demeurent encore les armées victorieuses et, "pour la défense du monde libre", (...) elles y resteront. D'ici peu - facile prophétie - l'Allemagne sera la grande vedette de cette communauté, comme l'est le Japon dans la communauté du Pacifique" (101).

Il n'était pas difficile de prévoir cette tendance, étant donné que les indicateurs économiques des années 48 à 50 et en particulier la poussée des investissements de 11,9 à 18 milliards de marks, montraient que "à l'ombre de l'occupation militaire la grande industrie (avait) refléuri, les conditions sociales (s'étaient) "normalisées", les contradictions de classe (avaient été) contenues, le capitalisme privé (avait) trouvé le moyen de s'investir à des conditions avantageuses, les salaires (avaient été) maîtrisés l'Amérique (avait) fourni les financements nécessaires à la reconstruction, la réforme monétaire (avait) écrémé les fortunes moyennes et petites au profit des plus grandes"(102).

Il reste établi que les Etats d'Europe occidentale, Allemagne en tête, ne sont pas entrés dans le dit "monde libre" - c'est-à-dire, militairement parlant, dans l'OTAN - dans le seul intérêt du "patron" américain (comme le soutiennent, à droite et à gauche, ceux qui voient dans les régimes de la vieille Europe les "serviteurs aveugles" des Etats-Unis et comme un espèce de gouvernements fantômes implantés par les occupants américains); ils l'ont fait, en fonction de leurs propres intérêts impérialistes. Ce n'est pas par hasard que nous avons rappelé l'après-première guerre mondiale et le fait que le lien direct entre l'Allemagne vaincue et l'Amérique, associé à l'aide financière des USA, avait été à la base de la résurrection allemande, c'est-à-dire de la résurrection de l'impérialisme allemand et de la résurrection

du violent antagonisme avec l'impérialisme américain qui déboucha sur la deuxième guerre mondiale.

Au lendemain des deux guerres mondiales les allemands vaincus n'ont pu que s'incliner devant l'écrasante supériorité américaine. Mais dans le cadre des rapports de force existant, ils se sont assurés les meilleures conditions pour pouvoir relever la tête. Ils ont accepté une domination politique et militaire temporaire pour mieux reconstruire les bases économiques de leur renaissance impérialiste. Le spectre de la résurrection des puissances impérialistes rivales ne pouvaient donc que revenir troubler tant Moscou que Washington, car elle signifiait nécessairement la crise du "condominium russo-américain" sur la planète.

En d'autres termes le développement disharmonieux, contradictoire, de l'économie capitaliste ne pouvait que faire voler en éclats les "équilibres" inter-étatiques qui se voulaient intangibles. Le capitalisme est par définition le règne de l'instabilité permanente. Il est condamné par nature à révolutionner en permanence tant la production ou les rapports entre les différentes branches productives, que les rapports entre les Etats, soumis au courant du développement inégal de leurs économies respectives. Quel a été en effet le résultat de trois décennies de "paix" dans les métropoles et d'accumulation ininterrompue du capital?

"Les économies européennes (et japonaise), désormais en pleine reprise, favorisées en outre par le fait de ne pas avoir à supporter de fortes dépenses militaires, grignotent aux dépens des USA une part croissante de la richesse mondiale produite. De 1950 à aujourd'hui (1982) les Etats Unis ont baissé de plus de 40% à environ 20% de cette richesse, alors que le Japon est passé de 2 à 12% et que l'Europe occidentale représente une part égale à celle des Etats Unis"(103).

Le processus d'érosion de la suprématie américaine a été long et graduel: il est cependant possible d'estimer au milieu des années 60 la fin de la prédominance absolue des Etats Unis sur l'économie occidentale et de leur prédominance relative à l'échelle mondiale. Il est possible de calculer que le montant total des prêts américains à l'Europe, capitaux privés, aides étatiques et fournitures militaires comprises, de 1945 à 1958 "selon toute probabilité a atteint au moins les 25 milliards de dollars" (104). Cette avalanche de dollars donne une idée de la toute-puissance économique du colosse américain. Au cours des années un flux inverse de capitaux se forme et s'accroît avec la renaissance européenne, qui va de l'Europe vers les Etats Unis. C'est en 1963 que pour la première

fois depuis la fin de la guerre le flux des investissements privés européens vers les Etats Unis dépasse celui des Etats Unis vers l'Europe; ce fait était d'autant plus significatif que "le mouvement des fonds publics américains, sous forme de prêts, concessions et dépenses militaires vers les Etats Unis avait beaucoup diminué"(105), ce qui, non sans raison, faisait parler de "fin de l'ère du dollar".

Mais ce que la dynamique du développement économique très inégal du second après-guerre rend évident, c'est que la rupture des alliances militaires existantes et la constitution de nouveaux alignements est la prémisses **indispensable** à l'éclatement d'un nouveau conflit mondial. Les quelques chiffres que nous avons cités plus haut n'indiquent que la base matérielle d'un conflit déjà existant qui oppose - pour l'instant de manière **latente** - les Etats Unis à leurs principaux alliés au coeur de l'Europe et dans l'Extrême Orient, c'est-à-dire qui oppose des centres impérialistes pour l'instant incorporés dans une même constellation anti-russe. Les contrats - et telles sont les alliances militaires - reflètent les intérêts matériels de tous les contractants **sur la base de leurs rapports de force globaux**. Une variation de ces derniers doit inévitablement entraîner la crise puis la rupture du contrat lui-même et l'établissement consécutif de constellations nouvelles et différentes, en rapport avec les nouvelles relations entre les Etats et les axes d'affrontement qui en découlent.

Quand les tendances centrifuges qui parcourent, à l'Est comme à l'Ouest, les blocs politiques et militaires actuels et qui ont déjà conduit à la fin du bipolarisme et à l'ouverture à l'échelle mondiale d'une phase d'**instabilité** profonde et croissante deviendront irrépressibles au point de faire voler en éclats les équilibres diplomatiques et les alliances militaires existantes, alors il sera possible de dire que sont réellement posées les conditions rendant possible une troisième guerre mondiale.

18. LA CRISE DU "CONDOMINIUM RUSSO-AMERICAIN ET LE TROISIEME AVANT-GUERRE

Le cadre de la naissance, du développement et des résultats probables des conflits inter-impérialistes que nous venons de décrire ne répond en aucune façon à des prurits de recherche de "l'originalité"; nous nous sommes en effet bornés à suivre la voie sûre indiquée par la Gauche dès 1946 et ensuite confirmée et précisée par le travail ultérieur d'analyse du parti.

Si nous ouvrons nos "Perspectives d'après-guerre"(106) nous pouvons lire à propos du "gouvernement totalitaire international du capital" exercé alors par les deux vainqueurs de la guerre:

"la perspective fondamentale des marxistes est que ce plan unitaire d'organisation bourgeoise ne réussira pas à avoir une vie définitive parce que le rythme vertigineux qu'il imprimera à l'administration des ressources et de toutes les activités humaines, avec l'asservissement impitoyable des masses productives, conduira à de nouveaux affrontements et à de nouvelles crises, aux heurts entre les classes sociales et, au sein de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux heurts impérialistes entre grands colosses étatiques".

Dans la Réunion Générale de 1977 il était donc réaffirmé que: **"il a toujours été clair pour nous que la clé de l'après-guerre résidait précisément dans le condominium russo-américain sur l'Europe, et que le statu-quo ne pouvait être remis en cause avant que le cycle d'accumulation du capital pose, avec la reconstitution de la puissance économique de l'Europe et du Japon, la nécessité de rompre l'équilibre qui laisse la zone russe dans un état de dépression capitaliste relative"**(107).

La fin du "bipolarisme" à la suite de la renaissance des impérialismes d'Europe et du Japon doit être située, comme nous l'avons vu, vers la moitié des années 60. L'irruption ultérieure de la Chine sur la scène politique mondiale ne fera que rendre plus évident le changement de la face du monde, vers un "multipolarisme" synonyme de déséquilibres croissants dans les rapports inter-étatiques. Ce n'est pas par hasard qu'on assiste à la fin des années 60 à la rupture du monopole nucléaire: au multipolarisme économique ne pouvait que répondre un multipolarisme militaire, et, en l'occurrence, nucléaire, annonciateur de développements rien moins que pacifiques.

Pourtant au dynamisme impérialiste germano-occidental, à la concurrence des produits japonais sur le marché mondial et aux vigoureuses poussées des bourgeoisies est-européennes mises en coupe réglée par l'impérialisme russe, faisait écho un **apparent** apaisement de la politique internationale. C'était l'époque où la trinité Kroutchev-Kennedy-Jean XXIII semblait irradier une espérance non illusoire de paix et de progrès social. L'ère de la dite "détente" succédait à la "guerre froide" entre l'Ouest et l'Est.

En réalité la détente ne fut que la réponse des deux superpuissances aux lignes de fracture qui apparaissaient toujours plus nettement dans leurs sphères d'influence respectives. Ce qu'elle signifiait, c'était

une **pression accrue** de Moscou et de Washington sur leurs alliés pour contenir ou freiner leurs poussées centrifuges. Surtout elle signifiait un accord implicite entre les parties. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en réponse au "printemps de Prague" ne suscita en Occident que des protestations platoniques. Mais le théâtre principal où russes et américains appliquèrent cette doctrine de "souveraineté limitée" qui était l'essentiel de la détente, c'était le dit "Tiers Monde" où **"la détente a laissé les mains libres à l'Amérique pour lui permettre de remplir son rôle de gendarme sur tous les continents à Saint Domingue comme à Léopoldville et surtout en Indonésie: quand il y avait une bataille, au Moyen-Orient ou au Vietnam, les compromis rapidement conclus permettaient le retour en force de l'Amérique"**(108).

Si l'apparence dans les années de la "détente" est encore celle du "condominium" des deux superpuissances sur le monde, la **substance** s'est au contraire profondément modifiée parce que le monde sur lequel les deux plus grands centres impérialistes exercent d'un commun accord leur volonté n'est plus le monde de la "guerre froide". Dans les années 50 Moscou et Washington pouvaient prendre des airs menaçants tout en exprimant leurs frictions dans des aires périphériques (guerre de Corée) car la paix restait incontestée dans leurs zones réciproques, ou était tout au plus troublée par des soubresauts épisodiques et circonscrits à la zone russe, comme la révolte ouvrière de Berlin en 1953 ou la rébellion de la bourgeoisie hongroise en 1956.

L'ère de la détente trouva au contraire sa raison d'être dans la nécessité de mettre de l'ordre dans ces zones où se faisaient sentir de façon toujours plus insistante la pression à travers laquelle les économies du Japon et de l'Europe occidentale tendaient inexorablement à disputer aux Etats Unis des parts croissantes de marchés et de profits, et de l'autre côté, la pression convergente des "satellites" de Moscou tendant à revitaliser leurs économies par une plus grande ouverture aux échanges commerciaux avec l'Occident et un éloignement de la rapacité du "grand frère". Si la "guerre froide" répondait en grande partie à l'exigence de **"mieux terroriser les vassaux de la nouvelle super-dictature"** avec la menace d'un cataclysme mondial (108), et donc à la nécessité d'assurer la paix sociale à travers l'acceptation servile du statu-quo par les masses prolétariennes d'une Europe vaincue, affamée et occupée manu militari, la rhétorique de la détente servait à l'inverse de **camouflage** à l'apparition de nouvelles oppositions; elle servait à cacher les nouvelles rivalités inter-étatiques tant par la grande propagan-

de la possibilité de la paix universelle grâce à la bonne volonté des Grandes Puissances, que par le talon de fer de la "souveraineté limitée".

Les oppositions nées sur le terrain économique à l'intérieur des deux blocs ne tardèrent guère à avoir leurs **conséquences politiques** tout sauf secondaires: à l'augmentation des échanges commerciaux de l'Allemagne Fédérale avec l'Est - échanges qui privilégiaient d'ailleurs les pays satellites plus que l'Etat russe, alimentant les poussées centrifuges existant de l'autre côté du "rideau de fer" - firent suite à partir de 1970 les vicissitudes d'une "Ostpolitik" qui reflétait tellement les intérêts nationaux allemands qu'elle était soutenue avec autant d'enthousiasme par le social-démocrate Willy Brandt que par l'ultra-conservateur Strauss. L'Ostpolitik allemande fut suivie par des politiques analogues "d'ouverture à l'Est" par les autres impérialismes européens - et par le Vatican ! - pour les mêmes raisons et en suscitant les mêmes soucis parmi les dirigeants américains.

Mais la réapparition dans le sous-sol économique d'un antagonisme irrépressible entre l'Europe, le Japon et les Etats Unis aura au cours de ces années d'autres conséquences, apparemment bien éloignées du jeu diplomatique des gouvernements, et en particulier la vague d'anti-américanisme qui caractérisa une série de mouvements de masse, surtout à base étudiante, avant et encore plus après le "fatidique" mai 68. Le fait que ces mouvements se donnaient une étiquette "de gauche" plus ou moins radicale et qu'ils tiraient leur inspiration des luttes nationales anti-coloniales de l'époque, qu'ils agitaient le drapeau vietnamien ou palestinien, brandissaient des portraits du "Che" ou agitaient le Petit Livre Rouge du Président Mao, ne doit pas faire oublier le contenu nationaliste et donc **impérialiste**, de la vague d'anti-américanisme qui parcourut une bonne partie de l'Occident, et ce, que ses partisans en aient eu ou non conscience. Cette vague est d'ailleurs encore assez loin d'être épuisée, même si elle se manifeste sous des formes en partie différentes.

Ce n'est pas en effet par hasard que le cri "Yankee, go home!" s'est alors élevé avec le plus de force dans les centres impérialistes qui avaient été battus lors de la dernière guerre mondiale, là où les dommages de la guerre avaient été les plus nombreux et là aussi où la reprise économique après la reconstruction avait été la plus vigoureuse. Allemagne, Japon, Italie, les 3 pays où le développement économique plus qu'ailleurs se heurtait aux prérogatives de Washington ont été les 3 pays où plus qu'ailleurs les mouvements qui exprimaient la confuse fermentation des classes moyennes hissèrent le drapeau de la croisade

anti-américaine: ils **anticipaient** ainsi une future croisade de mobilisation guerrière dans le camp impérialiste opposé aux Etats Unis, et donc la **préparaient**.

La crise économique de 1975 ne pouvait que provoquer un brusque approfondissement des contradictions interimpérialistes et rendre apparentes les rivalités et les fractures jusqu'alors latentes, ajoutant de nouveaux conflits à ceux existant.

La crise mondiale simultanée fait ressurgir la perspective sinistre d'un "**monde de nouveau trop petit pour des appétits trop grands et trop nombreux**"(109): tout capitalisme national réagit à la maladie en cherchant à en faire retomber les effets sur ses concurrents; la règle d'or des rapports inter-étatiques devient le "mors tua, vita mea" qui d'ailleurs inspire la conduite pratique des capitalistes individuels quand se restreignent les profits et que se bouchent les marchés.

Il est évident que l'action de la crise a exacerbé **tous** les conflits interimpérialistes et donc aussi ceux qui opposent entre eux les impérialismes européens, et ceux-ci à l'impérialisme japonais. Dire que la crise a déchaîné la "guerre de tous contre tous" est une chose, qu'il ne faudrait pas interpréter comme une nuit où tous les chats sont gris.

La crise économique mondiale n'a pas donné à chaque molécule impérialiste une accélération désordonnée de son mouvement qui provoquerait un enchevêtrement de chocs chaotiques entre toutes les molécules; au contraire en accélérant le mouvement des particules elle a multiplié les chocs sur des trajectoires de collision déjà tracées, exaspérant les antagonismes existant entre les Etats et particulièrement ceux qui étaient déjà les plus aigus et les plus virulents. Et elle a ajouté à ces conflits et à ces luttes économiques de nouvelles causes d'oppositions futures, rendant **irréversibles** les fractures qui minaient déjà la cohésion des deux blocs. La conclusion est que la crise, loin de détruire les fronts de lutte déjà constitués, et donc la possibilité de prévoir sur la base de ceux-ci les probables alignements de guerre, elle a au contraire rendu plus **évidents** les axes de l'affrontement économique et **moins aléatoires** les prévisions qu'il est possible d'en tirer. Avant tout après 1975 la pression du Japon et des impérialismes européens pour constituer **leur propre** zone d'influence s'oppose au raidissement des USA et de l'URSS dans la défense de leur zone: "**on peut déjà observer la dépendance croissante, ne serait-ce que sur le plan commercial, de certains petits pays: Turquie, Grèce, Yougoslavie, Roumanie, etc., vis-à-vis de l'Allemagne;**

Malaisie, Birmanie, Indonésie, Taïwan, Corée, etc., vis-à-vis du Japon"(110); ou la tendance à défendre sa présence lorsqu'existe une zone d'influence, comme dans le cas de la France qui n'a cessé d'accroître sa pression impérialiste en Afrique depuis 1975, les interventions militaires comme au Tchad en étant seulement la partie la plus voyante.

Il ne faut pas négliger non plus la pénétration des impérialismes européens dans la zone moyen-orientale, en concurrence ouverte entre eux et avec les USA sur le terrain des accords commerciaux, des grands travaux ou des trafics d'armes. Au moment de l'intervention de la prétendue "force de paix multinationale" au Liban, nous avons dénoncé clairement les objectifs rien moins que philanthropiques de cette opération; et nous avons mis aussi en relief les divergences entre les participants à ce qui ne pouvait être un corps expéditionnaire homogène en raison des différences d'intérêts entre les divers impérialismes intéressés.

A la même époque se déchaîne entre les USA et leurs alliés européens une guerre commerciale ouverte sur toute une série de fronts: sidérurgique, nucléaire, textile, aéronautique, informatique, etc., guerre économique qui n'a pas cessé depuis et que l'évolution de la crise économique, avec ses guérisons apparentes et ses rechutes violentes dans la maladie, ne fait que rendre toujours plus âpre.

La "guerre des taux d'intérêt" a ajouté entre-temps de nouveaux matériaux inflammables aux relations déjà tendues entre Etats Unis et centres impérialistes d'Europe et du Japon: grâce au relèvement des taux américains en 1979 - relèvement historique car c'est la première fois que les taux d'intérêts atteignaient des chiffres si élevés - la Maison Blanche obtient une spectaculaire inversion des flux de capitaux, jusqu'à ce moment dirigés vers l'Allemagne Fédérale. La politique du dollar fort, imposée aux alliés par le "big stick" américain produit ainsi un vaste mouvement de capitaux attirés par les banques américaines.

De cette façon les Etats Unis peuvent financer **aux dépens des frères ennemis d'Europe et du Japon** la revitalisation momentanée de leur économie par une opération de restructuration industrielle de grand style. Bref, les Etats Unis ont réagi aux effets de la crise économique en **multipliant** les facteurs de conflits économique, financier et politique avec leurs alliés traditionnels (111).

Cela signifie que les impérialismes de Bonn, de Paris, de Londres, de Rome et de Tokyo, bien qu'en perpétuelle bagarre entre eux, sont objectivement conduits par la dynamique du marché mondial à

rechercher une entente sur le terrain pour s'opposer au diktat américain et résister aux formidables pressions qui tendent à soulager la crise outre-atlantique en aggravant les difficultés économiques et financières des autres alliés du "monde libre".

Si nous considérons les vicissitudes du camp russe, il faut remarquer que ce n'est pas un hasard si c'est en 1975 que les divergences sino-soviétiques se transforment en rupture ouverte, avec la constitution d'une alliance entre la Chine et les Etats-Unis. Le premier et spectaculaire renversement d'alliances se situe donc au début du cycle d'avant-guerre; ce cycle ne pourra s'accomplir sans que d'autres bouleversements et changements de fronts aient lieu dans chacun des deux "camps" existant actuellement (112).

Le fait est que la "volte-face" chinoise ne se limite pas à pré-annoncer la remise en cause des équilibres inter-impérialistes existant; elle s'inscrit dans le jeu international en exerçant à son tour un rôle **déstabilisateur** de première grandeur, avant tout dans la région Pacifique: l'alliance sino-américaine renforce les tendances à une entente entre le Japon et la Russie, en alimentant dans ces deux pays de puissants réflexes défensifs; mais également dans la région Atlantique: la menace chinoise sur ses frontières orientales pousse l'URSS à rendre plus sûres ses frontières occidentales en développant des rapports plus étroits et plus "amicaux" avec l'Europe occidentale, que cela plaise ou non aux Etats-Unis d'Amérique.

Mais depuis 1975 d'autres secousses, sans doute moins spectaculaires, ont commencé à troubler la "paix" existante au delà du "rideau de fer": l'éloignement de la Roumanie de Ceausescu et surtout les événements de Pologne, qui ont vu coexister en une même crise 2 aspects différents: la rébellion ouvrière sans doute, mais aussi celle, à fond nationaliste et religieux, de la bourgeoisie polonaise qui, à un certain moment, a pu absorber idéologiquement et organisationnellement le mouvement ouvrier. Il est significatif que la crise de 1980-81 sera résolue, pour une décennie, par l'intensification des rapports économiques et financiers avec les bourgeoisies d'Europe occidentale et par une intensification des rapports de collaboration avec l'Eglise catholique. Cette solution, qui **anticipait** dix ans à l'avance la voie prise au début des années 90 par les pays de l'ancien bloc oriental, n'avait sans doute été guère appréciée par les dirigeants du Kremlin; mais il est probable qu'elle avait suscité tout autant d'appréhension outre-atlantique. Il suffit de se souvenir de la différence entre l'activisme anti-soviétique de l'admini-

nistration Reagan, et la compréhension témoignée par les banquiers ouest-européens au régime polonais. Il y a un lien direct entre cette "compréhension" et les ouvertures européennes en direction de l'Iran Khomeiniste, au moins dans ses premières années, ou du Nicaragua sandiniste (voir l'attitude à ce propos de l'Internationale socialiste): manifestation de la fonction déstabilisatrice remplie par les Etats européens vis-à-vis des intérêts américains.

L'ouverture de la période d'avant-guerre est marquée par des modifications profondes et croissantes de l'horizon diplomatique international, et par des changements drastiques sur le plan militaire. La violente accélération imprimée par la crise mondiale aux poussées centrifuges à l'intérieur des deux blocs met avant tout fin à la période de la grande détente. La pression conjointe de Moscou et de Washington n'est plus suffisante pour garantir aux deux super-puissances le contrôle de la situation dans leurs sphères respectives.

L'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'Armée russe doit être comprise comme une réaction de l'impérialisme à la déstabilisation engendrée par la victoire Khomeiniste en Iran et aux poussées centrifuges à l'intérieur de sa zone et de ses frontières. Mais l'enlèvement dans la guerre afghane provoquera à l'inverse une aggravation des tendances à la désagrégation du consensus social en URSS et une accélération des tendances nationalistes dans les républiques allogènes que le retrait sans gloire de l'Afghanistan ne pourra qu'alimenter.

Mais si Moscou avait toutes les raisons pour pleurer, Washington n'en n'avait guère pour rire. Du côté du "Monde libre", nous avons en 1981 le **scandale** de la guerre des îles Malouines (Falkland-Malvinas), le scandale d'une guerre menée par la Grande-Bretagne au plus grand mépris des "recommandations" et des "conseils" américains. 25 ans après l'expédition franco-anglaise de Suez, interrompue au premier haussement de sourcils américains, la Maison Blanche n'arrive pas à se faire entendre de son plus fidèle allié: quoi que disent les Etats-Unis la flotte britannique ira rétablir la souveraineté de la Reine sur ces îles. La leçon administrée à l'Argentine est aussi un avertissement pour les USA: Washington ne doit plus se permettre de disposer à sa guise des intérêts britanniques. L'invasion des îles Malouines a eu lieu avec l'assentissement tacite des Etats-Unis, soucieux de récompenser le régime vacillant de Buenos-Aires pour son envoi de troupes en Amérique centrale ? Et bien la Grande Bretagne retire alors avec éclat le mandat en blanc

accordé aux USA après la guerre mondiale par les pays européens pour garantir l'ordre mondial. Désormais chaque grand Etat défendra **ses propres intérêts impérialistes** indépendamment de tout dictat américain.

La victime de la guerre des Malouines, c'est le mythe de la solidarité du "monde libre" et le mythe de la toute-puissance américaine (qui recevra d'autres coups, à la Grenade, au Liban).

Dans la période qui suit la crise de 1974-75, l'aggravation des tensions internes des blocs conduit donc à l'abandon de la "Détente"; le conflit Est-Ouest se réactualise brutalement, la tension entre Moscou et Washington recommence à augmenter: c'est le retour à un climat de "guerre froide".

En réalité la "guerre froide" des années cinquante exprimait l'insolente sûreté des deux vainqueurs du conflit et la stabilité des équilibres mondiaux sanctionnés à Yalta; elle répondait dans ce cadre à des exigences de mobilisation idéologiques et de maîtrise des tensions sociales existant à l'intérieur des blocs. La nouvelle "guerre froide" qui prend la place de la "détente" dans la deuxième moitié des années 70 répond à une exigence de maîtrise d'antagonismes non plus (ou pas encore) entre les classes, mais entre Etats qui ont de plus en plus de mal à supporter les vieux systèmes d'alliance. La réponse russe et américaine aux pressions grandissantes consiste à chercher à orienter en direction du camp opposé l'agressivité impérialiste de leurs alliés. Il s'agit, à l'évidence, d'une solution toute provisoire, comme est provisoire toute solution que l'impérialisme tire de son chapeau, mais aussi d'une solution à **court terme**. Cette solution révèle à l'avance l'inévitable futur débouché de l'aggravation des tensions inter-impérialistes si la révolution prolétarienne n'éclate pas avant, c'est-à-dire une troisième boucherie mondiale. Mais le court terme qui marquait la "nouvelle guerre froide" était le reflet du caractère **artificiel** des fronts inter-étatiques sur lesquels les deux super-puissances avaient cherché à canaliser le dynamisme des puissances impérialistes mineures. Ce caractère artificiel s'est révélé avec éclat lors de l'éclatement à l'improviste de la "nouvelle détente" à la fin des années 80. Cette détente a été salvée de la même façon que la détente antérieure, comme le début d'une ère tant attendue de paix et de concorde, de liberté, de démocratie et de progrès ininterrompu.

Il n'aura fallu que quelques mois à peine pour que cette ère "nouvelle" montre son vrai visage; en Irak l'impérialisme américain a voulu non seulement arrêter une puissance dynamique qui avait complète-

ment échappé au contrôle de son parrain soviétique; il voulait aussi et peut-être surtout démontrer au monde et à ses alliés qu'il était prêt à prendre la relève de son partenaire défaillant et à assurer - ou à tenter d'assurer - à lui seul le rôle de gendarme mondial tenu autrefois par le condominium (113). Cette alternance fébrile de manoeuvres diplomatiques, de ruptures d'alliances, de modifications de frontières ou de menaces sur des frontières déclarées "intangibles" à la fin de la dernière guerre ou au moment de la décolonisation, est la démonstration de la fin irréversible de l'équilibre mondial existant depuis une quarantaine d'années, et l'aggravation de la crise qui conduira à un troisième conflit mondial. La crise économique qui a fini par miner la puissance soviétique a conduit Moscou à sacrifier son glacis est-européen pour tenter de trouver auprès des bourgeoisies occidentales les investissements en capitaux nécessaires à la revitalisation de son économie. La modification des rapports inter-étatiques provoquée par la disparition du Pacte de Varsovie, la réunification allemande et la ruée vers l'Est des impérialismes occidentaux, n'a pas encore montré ses conséquences les plus importantes. Il peut sembler que les Etats-Unis ont réussi à enrayer les tendances centrifuges dans son bloc grâce à la guerre du golfe. Les tentatives européennes de création d'une force militaire autonome de "maintien de l'ordre" ont été pour l'instant battues en brèche par les américains, qui n'ont cependant pas réussi à imposer un renforcement de l'OTAN. Les allemands, en particulier, qui savent que le temps travaille pour eux, ont jugé plus prudent de ne pas heurter de front les américains sur la question militaire et ils ont accepté de payer sans rechigner les frais de la guerre américaine, tout comme les japonais. Il reste cependant que toutes les tentatives de construction d'un "nouvel ordre mondial" basé sur la puissance déclinante des Etats Unis, ou sur la constitution d'une sorte de gouvernement impérialiste de la planète intégrant l'URSS, ne peuvent cacher les conflits d'intérêt grandissant entre ces impérialismes, et le fait que ces conflits n'ont pas lieu selon un axe Est-Ouest, mais entre Europe et Etats-Unis, entre Etats-Unis et Japon, entre Europe et Japon.

Avec la crise de 1975, l'avant-guerre commence également sur le plan des armements, avec une modification qualitative de la "course aux armements":

"En effet, l'armement qui correspondait à l'équilibre de la terreur n'est pas celui qui peut permettre d'obtenir la victoire dans un conflit impérialiste; Non que les armes de la terreur ne puissent

pas être utilisées demain, soit pour obtenir la décision au moment crucial, soit pour intimider le prolétariat. Si hier on a recouru aux bombardements massifs à Dresde et à Hambourg ou si on a lancé des bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima, les Etats impérialistes sont capables de faire aujourd'hui beaucoup mieux avec leurs stocks de bombes H et de missiles balistiques intercontinentaux à ogives multiples et, plus récents, de missiles de croisière et de bombes à neutrons.

Mais aujourd'hui on est passé de la "dissuasion" pure et simple à des stratégies de "réponse flexible". Toute la recherche est maintenant tendue vers le développement des armes nucléaires tactiques, vers une précision de tir plus grande plutôt que vers une plus grande puissance de feu, vers des systèmes de protection contre les tirs adverses, mais aussi vers les progrès et le développement des armements conventionnels"(114).

Depuis que ces lignes ont été écrites les évolutions se sont accélérées. L'accélération de la course aux armements décidée par l'administration Carter et poursuivie par l'administration Reagan sous la forme différente de la "guerre des étoiles" a joué un grand rôle dans les changements de la politique soviétique, l'URSS s'étant trouvée incapable de fournir un effort suffisant dans le domaine des technologies les plus modernes pour ne pas risquer d'être distancée. L'installation des fameux missiles "SS 20" a entraîné l'apparition et un début de déploiement de matériels américains nettement plus menaçants, obligeant l'Union soviétique à reculer et à rechercher un accord avec les Etats-Unis. La disparition du Pacte de Varsovie qui a couronné tous les bouleversements à l'Est, a profondément modifié le "théâtre" militaire européen et impose une redéfinition des stratégies, des plans de bataille et donc des armements: les accords dits "START" de "désarmement" répondent aux besoins d'élimination des armements obsolètes tout autant qu'au changement des rapports de force inter-impérialiste au détriment de Moscou. Déjà des généraux russes s'écrient qu'il faut préparer la défense de l'Union sur la base des frontières de 1939 car non seulement les pays anciennement dits "frères" ne le sont plus, mais les régions annexées au lendemain de la guerre et notamment les Pays Baltes, ne sont plus sûrs. Et l'on parle beaucoup du rapatriement des armes nucléaires sur des régions majoritairement russes...

19. LA TENDANCE OBJECTIVE A L'ENTENTE ENTRE CAPITALISME RUSSE ET CAPITALISMES D'EUROPE ET DU JAPON

Depuis 1975 on a assisté à une intensification des rapports économiques entre l'Est et l'Ouest, dont le symbole a été la construction du gazoduc pour alimenter l'Europe occidentale en gaz venu d'URSS; puis, au seuil des années 80, à une diminution du commerce Est-Ouest sous la pression américaine dont le symbole n'était évidemment pas les boycottages croisés des Jeux Olympiques de Moscou et de Los Angeles,

mais les pressions américaines pour dissuader les Etats Ouest-Européens de mener à terme les accords pour ces livraisons de gaz. Il était clair à ce moment que la crise économique mondiale poussait cependant à l'ouverture des frontières du "camp" oriental: "il y a dans un sens l'énorme courant économique avec lequel l'Ouest, zone de haute pression capitaliste, pèse sur l'Est, toujours zone de dépression capitaliste relative; il y a dans l'autre sens le courant irréprouvable que provoque l'appel des énormes besoins technologiques de l'Est"(115).

Nous avons déjà signalé l'augmentation des échanges commerciaux entre l'Allemagne fédérale et le bloc de l'Est (en parallèle avec l'Ostpolitik) avant 1975: l'augmentation dans la période 1975-76 est nette, mais elle reste encore dans des limites somme toute modestes, étant donné que la part en pourcentage dans l'ensemble du commerce de la RFA passe seulement de 3,5% à 10%. Après 1975 nous avons écrit que les bases posées par le Traité Fondamental de 72 entre Bonn et Pankow et par le rapprochement russo-allemand donneront "leur fruit en accroissant le poids économique est-allemand à l'Est, le rôle de Bonn comme interlocuteur privilégié de Moscou, et les forces centripètes qui existent depuis toujours entre les deux Allemagnes"(116).

Ce n'est pas un hasard si, dans la lancée des puissantes relations commerciales tissées sous l'aiguillon de la crise on recommençait à parler en 1979 de la possibilité de la réunification allemande d'ici "une vingtaine d'années", d'une "neutralisation de l'Allemagne" et d'une répartition des sphères d'influence russo-allemandes dans les Balkans et en Europe centrale. "Voilà, commentions-nous à l'époque, le scénario inquiétant de l'Ostpolitik en 1979" en soulignant que la reconquête de son indépendance politique "scellait définitivement la renaissance d'un puissant impérialisme allemand" (117), prêt à vendre au plus offrant son amitié.

Le mouvement pendulaire de la bourgeoisie allemande reprenait alors vigueur: si les USA envisageaient de sacrifier pour leurs intérêts nationaux l'Allemagne dans le cas d'une future guerre contre l'URSS (en la laissant détruite par les armées de l'Est pour intervenir dans un deuxième

temps avec tout le poids de leur arsenal et de leurs industries intactes, selon leur vieille habitude de "sauveurs"), alors ne serait-il pas plus conforme à l'intérêt national allemand de remettre en question l'alliance avec les Etats-Unis ? Ne faudrait-il pas prendre en considération l'éventualité d'un renversement d'alliance ? Ces considérations devaient d'autant plus agiter la bourgeoisie allemande et hanter la bourgeoisie américaine que la RDA était le prix implicite d'un tel bouleversement et **"sans le poids de la RDA, la RFA ne se dotera jamais de la base économique nécessaire pour transformer sa supériorité relative en Europe en une position de force absolue"**; un accord russo-allemand aurait signifié que la menace d'anéantissement était **"d'un seul coup atténuée et (que) l'agressivité de la Russie se tournerait vers la Chine et le Japon"**(118).

Il n'aura fallu que 10 ans pour que se réalise l'unité allemande, et sans même que la RFA aît à prendre l'initiative hasardeuse d'un changement d'alliance qui l'aurait placée en confrontation directe avec les USA et qui aurait fait voler en éclats les accords de "construction" européenne. En définitive, ce n'est pas Bonn, mais Moscou qui a bougé en mettant son veto à la répression des manifestants est-allemands, en retirant son soutien au gouvernement de Honecker, en donnant son feu vert à la réunification. Mais Moscou s'est mis en mouvement selon la même tendance à une alliance avec le capitalisme allemand, en tentant de jouer la carte déjà brandie par Staline de l'abandon de la RDA contre la "neutralisation" de l'Allemagne, c'est-à-dire sa sortie de la coalition atlantique anti-russe.

Le rapide affaiblissement de l'économie soviétique qui a profondément modifié les rapports de force internationaux, n'a pas permis que cette carte donne à Moscou plus, dans l'immédiat, que des avantages économiques limités; et la "répartition des sphères d'influence russo-allemandes" dans les anciens pays satellites se réalise au bénéfice presque exclusif de l'Allemagne et des pays occidentaux et, en tout cas, sous le signe d'une débauche politico-économique d'une Union Soviétique en crise.

Cependant ces bouleversements ne peuvent masquer la persistance d'une tendance **objective** à l'entente entre capitalismes européens et capitalisme d'URSS, à laquelle répond d'ailleurs une tendance similaire entre la Russie et le Japon. La base économique en est à rechercher dans les violents antagonismes qui opposent les centres impérialistes européens et japonais aux Etats-Unis ainsi que dans la **complémentarité d'intérêts** qui existe entre le capita-

lisme de Russie et ceux du Japon et d'Europe.

Si du côté de Moscou il y a le besoin pressant de produits à fort contenu technologique et plus généralement de capitaux que les européens et notamment les allemands semblent plus disposés à fournir que les américains, il y a de l'autre côté une **nécessité** tout aussi **vitale** de matières premières pour les impérialismes européens et japonais. En effet, malgré les pressions énergiques que ceux-ci exercent pour se tailler des "zones d'influence" en Asie ou en Afrique, les Etats-Unis continuent à monopoliser ou à contrôler les sources et les marchés des matières premières. Lors de la guerre du Golfe les américains ont voulu démontrer non seulement aux pays producteurs, mais aussi et peut-être surtout aux européens et aux japonais, qu'ils entendaient rester les maîtres du pétrole et les "protecteurs" des sources d'approvisionnement indispensables à la vie économique de ces pays.

Cette situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis ne peut que devenir de plus en plus intolérable et pousser des pays comme la RFA (qui ne possède même pas comme la France des "réserves de chasse" en Afrique) à rechercher dans l'empire moscovite les ressources naturelles auxquelles ils n'ont pas directement accès dans le reste du monde. Ces courants économiques sont destinés à prendre une ampleur sans précédent après la levée du "rideau de fer" qui isolait le marché soviétique du marché mondial, même si les difficultés économiques et politiques actuelles de "l'Union" Soviétique y font dans l'immédiat obstacle. Ils constituent et constitueront les prémisses d'un futur axe Moscou-Berlin-Tokyo qui briserait les équilibres de plus en plus instables de la "paix" entre les brigands impérialistes.

C'est pourquoi nous relions la réaffirmation de notre thèse de la **"nécessité de rompre l'équilibre qui laissait la zone russe dans un état de dépression capitaliste relative - et donc la remise en cause du statu-quo mondial"** à la reconstitution des impérialismes battus en 1945. Ce n'est que grâce à l'établissement de rapports économiques privilégiés avec l'Europe occidentale et le Japon que la Russie pourra réussir grâce à une profonde rénovation de son appareil industriel et de la valorisation de ses ressources naturelles, à sortir de cette "zone de base pression capitaliste". Dès aujourd'hui, il est facile de constater que la "ruée vers l'Est" du capital est bien plus l'oeuvre des européens que des américains, même si ces derniers cherchent eux aussi à se placer pour les bonnes affaires.

**20. LA GUERRE COMME EMBRYON DE
DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DANS
L'ENVIRONNEMENT MOYEN-AGEUX-
SERVILE ET ANTIQUE-ESCLAVAGISTE**

L'inefficacité des armées féodales est bien connue: si le chevalier était un guerrier de naissance et donc un expert en arts martiaux, l'indiscipline, l'arbitraire et l'individualisme faisaient de l'armée féodale la pire des armées; dans la guerre offensive, à laquelle les vassaux étaient tenus de participer à la suite de leur seigneur contre un ennemi bien précis et pour un nombre déterminé de semaines, mais aussi dans la guerre défensive à laquelle ils devaient prendre part de façon inconditionnelle.

L'individualisme des chevaliers en effet "se manifestait même durant le combat. Le chevalier n'était pas comme le soldat romain, membre d'une centurie, ou comme le soldat moderne, d'une compagnie, d'un bataillon ou d'un régiment, collaborant avec d'autres à une oeuvre commune. Il restait un individu singulier. Cent chevaliers ne formaient pas un escadron; ils restaient toujours cent chevaliers. C'était déjà bien si au début de la bataille on réussissait avec difficulté à les envoyer tous ensemble à l'attaque. Chacun combattait pour soi, cherchait un adversaire avec qui se colleter; et s'il parvenait à s'en débarrasser, alors peut-être allait-il prêter main forte à quelqu'un d'autre. La bataille se déroulait toujours comme une série de duels; et il arrivait même parfois que certains se battaient entre eux, une fois que le sort de la bataille était décidé"(119).

Dans ce sens nous avons écrit que, si l'armée moderne est "une machine composée d'engrenages à qui il est interdit de demander des privilèges, qui doivent se soumettre à la loi commune et qu'on peut remplacer par d'autres éléments **identiques**", l'armée féodale était au contraire un ramassis d'hommes d'armes (cf "Programme Communiste" n°91, p.40).

Cette situation a conduit au Moyen Age à utiliser des troupes mercenaires pour intégrer ou remplacer les armées bariolées des seigneurs. Rappelons-nous que ce fut précisément grâce à une armée de mercenaires (la première du Moyen Age germanique) que Charles Martel battit les Sarrasins. Voyons maintenant comment germaient les formes capitalistes dans les guerres moyen-âgeuses et dans quel sens les armées de mercenaires qui y participaient, représentaient tendanciellement des entreprises capitalistes, même très rudimentaires.

Les origines du capitalisme au sein du monde féodal se trouvent dans la guerre, dans le commerce, dans l'usure. En effet dans ces trois activités il se forme avant tout des masses d'argent, y compris dans la guerre qui est "**chez tous les peuples**

la plus ancienne activité lucrative"(120) car elle permet aux vainqueurs d'amasser des butins. César et Tacite par exemple, à propos des libres Germains, "**nous parlent de la guerre et du pillage comme leur principale activité lucrative**"(121).

La concentration de masses d'argent est cependant une condition nécessaire mais non suffisante pour qu'il y ait du capitalisme. "**Quand Marx explique qu'il ne pouvait y avoir du capitalisme dans le monde antique, il rappelle que ce n'est pas parce qu'il manquait des masses monétaires, mais parce qu'il manquait des masses de travailleurs libres**"(122).

Les masses monétaires dérivées du commerce, de l'usure ou de la guerre ne peuvent fonctionner comme capital - valeur qui s'auto-valorise, qui engendre de la plusvalue - qu'à la condition de pouvoir s'échanger sur le marché en tant que salaire, contre de la force de travail, seule marchandise qui peut ajouter de la valeur au capital avancé. Et ceci présuppose qu'existe une masse de travailleurs non asservis ni esclaves, dépossédés de moyens de vivre, donc libres de céder jour après jour le seul moyen de production à leur disposition, c'est-à-dire leur force de travail. Et c'est précisément pourquoi que ce n'est ni dans le commerce, ni dans l'usure, mais dans la construction de navires et de machines militaires, dans l'organisation militaire correspondante, qu'apparaissent les premières activités d'entreprise embryonnairement capitalistes.

Ceci arrive, dans une ambiance féodale, à partir du XI^e siècle, au moment où à côté des chevaliers, on commença à utiliser des troupes "**armées d'arc et d'arbalètes. Elles devaient écraser sous une pluie de flèches les cavaliers lancés à l'attaque et les démoraliser ainsi. Dès le début elles étaient constituées de travailleurs libres stipendiés**"(123). Sur ces bases furent organisées, par exemple, les expéditions des Croisés ou les guerres maritimes menées par les cités commerciales italiennes. C'est de cette façon que: "**par la guerre et dans les armées, etc., certains rapports économiques comme le travail salarié, le machinisme, etc., se sont développés avant qu'à l'intérieur de la société bourgeoise**"(124). Dans le cas des Républiques maritimes italiennes "**les expéditions militaires présentaient parfois le caractère d'activités de sociétés par actions. A celui qui y participait était promis une quote-part du butin correspondant à l'importance de sa participation. Celui qui y prenait part comme combattant recevait moins que celui qui prêtait un capital**"(125).

A la différence des masses monétaires investies dans le commerce ou prêtées contre intérêt, celles investies dans les entreprises militaires se comportaient donc comme du capital dans la mesure où elles étaient en partie utilisées comme soldes pour les prestations des "libres travailleurs", des **soldats**.

A la différence du commerce et de l'usure, l'entreprise militaire réclame l'utilisation de **machines**: l'artillerie, les navires de guerre, produits non de l'artisanat mais de l'industrie d'Etat, ouvriront la voie au développement ultérieur de l'industrie "de paix". S'il est vrai que **"l'arsenal fut le premier type d'industrie, et donc la première industrie fut une industrie d'Etat"**(126), il est tout aussi vrai que la première industrie fut militaire. Avant d'armer les marchands en effet, l'arsenal arme les navires de guerre; ce n'est pas par hasard qu'encore aujourd'hui on parle d'**armement** pour les navires commerciaux et civils. **"Il est bien connu que depuis les temps les plus reculés, le marchand suivait l'homme d'armes pour en acquérir le butin contre une petite somme avant de la revendre au prix fort"**(127).

"Au cours des croisades, les armées occidentales, sous les murs d'Antioche, de Laodicée, de Jérusalem ou de Saint Jean d'Acre, en dépit de leurs succès militaires, auraient été battues par manque d'organisation et de logistique sans les flottes de Venise et de Gênes qui arrivaient chargées non seulement d'armes, mais de vivres, de moyens pour l'artillerie de l'époque, de constructeurs éprouvés et d'artificiers des machines de guerre": des navires donc **militaires** sous tous leurs aspects. Ce n'est qu'après, lorsque des Croisades **"les puissantes républiques maritimes tirèrent des traités de monopoles commerciaux sur des zones déterminées d'Orient"** que des flottes marchandes sortirent des ports de Gênes et de Venise (128).

Voyons maintenant ce qu'il en était dans la Rome antique. Selon Brentano, **"c'est peut-être à Rome que l'armée nationale fut remplacée par l'organisation capitaliste de la guerre"**(129): lors de la seconde guerre punique (contre Carthage) apparaissent en effet des armées de mercenaires et la confrontation avec la puissance navale carthaginoise contraint l'Etat à se faire armateur de flottes de guerre, payant avec de l'argent les travailleurs des arsenaux et avançant, par l'intermédiaire d'une "société des fournisseurs" à qui les travaux étaient donnés en adjudication, les capitaux nécessaires à cette gigantesque entreprise. Il se passait la même chose pour la construction des routes militaires, avec cependant dans ce cas un recours beaucoup plus grand au travail des esclaves.

Les premiers embryons de capitalisme fonctionnant dans le monde antique ou dans le monde moyen-âgeux sont donc en même temps des embryons de **capitalisme d'Etat** et des exemples d'entreprises économiques à caractère militaire.

Force et violence sont les accoucheuses de l'histoire et c'est à travers les guerres que les rapports sociaux et de production des sociétés précédentes se sont imposés, puis

ont été dépassés par de nouveaux rapports plus adéquats au développement des forces productives. C'est grâce à ce moteur historique des sociétés humaines qu'à un certain niveau de développement du mode de production esclavagiste, une rupture irréversible se fait jour, ouvrant la voie au mode de production féodal qui substitue le travail servile et artisanal aux rapports escalavagistes. Et ce n'est qu'après une longue période de développement de ce mode de production et des forces productives correspondantes que se présentera la nécessité historique d'une rupture définitive avec ces rapports sociaux et de production, devenus trop étroits pour le développement des forces productives. Les serfs de la glèbe se seront transformés en **libres travailleurs salariés** dont la disponibilité de force de travail n'est plus soumise (sauf les conscriptions militaires et le travail forcé en temps de guerre) à l'obligation d'être tous les jours à la disposition d'un patron déterminé. En se généralisant à toutes les activités économiques fondamentales, le mode de production capitaliste **libère** des fers féodaux les serfs de la glèbe pour les transformer en **travailleurs salariés** de l'industrie. Aux origines les rythmes et les temps de travail des premières industries recrutant du travail servile ou asservi, sont dictés par les exigences de la guerre, dont la durée dépend à son tour du développement des forces productives à cette époque; ces exigences "associaient" une force productive dans les premières industries guerrières et poussaient à la création d'armées de mercenaires pour utiliser les machines et les navires construits dans les arsenaux et chantiers d'Etat. La discipline du travail, nécessaire à l'obtention du résultat productif recherché, découle donc directement de la discipline militaire. Et la **productivité** de l'industrie de guerre s'obtient et s'accroît par cette discipline dont l'application est confiée à la hiérarchie militaire. Mais il faudra la victoire de la révolution politique bourgeoise et donc la victoire des rapports économiques, politiques et sociaux du mode de production capitaliste, pour que l'organisation capitaliste de la production, apparue embryonnairement dans la lointaine société antique esclavagiste et dans les limites de l'industrie de guerre, se généralise à toutes les activités humaines.

L'importance de la guerre en tant que matrice des premières formes capitalistes est d'autant plus grande qu'au Moyen Age, le commerce et le prêt avec intérêt sont des facteurs marginaux par rapport au circuit clos de production-consommation du fief féodal et ne jouent un rôle que vis-à-vis d'agents économiques **extérieurs** à la communauté naturelle. Les marchands sont des étrangers, et le prêt avec intérêt n'est permis qu'aux étrangers. Il est donc juste de conclure que l'activité économique

nationale, endogène, qui a engendré les premières formes capitalistes **"chez les peuples germaniques, comme chez les romains, a été la guerre"**(130), et que **"seul l'Etat, avec la possibilité de construction et de conscription de type militaire, pouvait dans un environnement antico-esclavagiste ou moyen-âgeux servile, donner les premiers exemples d'organisation productive capitaliste, donner les premiers lointains coups d'envoi à l'accumulation capitaliste"**(131). Ce qui est interdit au marchand et au banquier - l'enrôlement de travailleurs salariés; et ce qui leur est interdit par la grandeur des capitaux à avancer - la réalisation d'entreprises colossales comme l'équipement d'une armée ou d'une flotte de guerre - tout cela est possible et réalisé pour des fins guerrières par l'Etat, cette organisation centralisée du pouvoir militaire et des impôts, représentée par une monarchie ou une oligarchie. Et pour la guerre, l'Etat transige sur les liens féodaux et corporatifs, il décrète des lois spéciales et recrute de la main d'oeuvre stipendiée. Dans les arsenaux et dans les fabriques de machines de guerre, où le travail associé et organisé dans ses multiples facettes représente le fondement du travail salarié typique ensuite du capitalisme, apparaissent les premières formes de division du travail associé et les premiers ouvriers. Dans l'armée, à son tour, pour des raisons de nombre et d'efficacité, l'apparition des détachements mercenaires, c'est-à-dire de spécialistes de la guerre, tend à bouleverser l'homogénéité de l'organisation militaire originelle (constituée à Rome de **citoyens**, et au moyen-âge de seigneurs féodaux et leurs chevaliers); les mercenaires constituent des figures sociales instables, incapables de faire autre chose que la guerre, se louant au plus offrant, toujours disponibles à se battre pour autrui en échange de femmes, de chevaux, d'or, de banquets et d'un lieu où dormir. Si l'ouvrier des arsenaux des Républiques maritimes ou des Rome et Athènes antiques annonçait le moderne prolétaire salarié, le mercenaire des Croisades ou des longues guerres puniques annonçait ces secteurs des classes moyennes modernes qui oscillent continuellement entre la condition bourgeoise et la condition prolétarienne de sans-réserve et chez qui la tendance au privilège et au parasitisme social est d'autant plus forte que leur "activité" est plus déliée de la production.

21. LES LOIS DE L'ECONOMIE MARXISTE DEMOLISSENT DE FOND EN COMBLE LES TRIVIALES AFFIRMATIONS DE LA PROPAGANDE BOURGEOISE

Contre-thèse n°1 ou "doctrine de l'énergumène": la guerre est le produit de la folie ou de la méchanceté d'individus ou de groupes, qu'il faut éliminer pour faire régner la paix. C'est la thèse qui inspire la propa-

gande ouvertement belliciste non seulement lors du déchaînement de la guerre, mais aussi avant, lors de la gestation du conflit. Comme hier, elle sera utilisée demain par tous les côtés en lutte.

Hier, la responsabilité du massacre impérialiste était attribuée par les uns à la méchanceté de dictateurs fous et sanguinaires (le Kaiser, Hitler, le Mikado...), et par les autres à la soif de pouvoir et d'argent de groupes ou cliques complotant pour la domination de la planète (le judaïsme international, les "ploutocrates" de Londres et de Washington, etc.).

Demain, tant les champions de la future croisade anti-totalitaire que leurs adversaires de la croisade soi-disant anticapitaliste et anti-impérialiste, sauront trouver les équivalents du Dictateur fou assoiffé de sang ou de la conjuration judéo-ploutocratique. Pour l'heure la figure effrayante du criminel de l'Histoire se trouve encore dans les pays périphériques, revêtant les traits d'un Khomeiny ou d'un Kadhafi.

Demain, quand la troisième guerre mondiale sera vraiment imminente, il sera d'autant plus facile d'attribuer à un Kadhafi européen ou japonais, ou à un lobby américain, la responsabilité de la catastrophe.

C'est la raison pour laquelle il est essentiel de dénoncer **dès aujourd'hui** aux yeux des prolétaires la vulgarité d'une presse soudoyée pour mener campagne sur les risques courus par la paix à cause du "fou de Tripoli" ou du "fanatisme intégriste", et de dénoncer ce qui n'est pas autre chose qu'une propagande de guerre. C'est pourquoi il est essentiel de répéter la limpide explication marxiste qui fait découler la guerre de la nécessité économique de faire repartir la production suffoquant sous sa pléthore dans un marché mondial devenu trop étroit, par la "destruction massive d'installations, de moyens de production et de produits" et de remédier par **"la destruction massive d'hommes à la "surpopulation" périodique qui accompagne la surproduction"**(132).

La véritable cause de la guerre du Golfe par exemple, ne réside pas dans la "folie" de Saddam Hussein, ce "nouvel Hitler", mais dans la lutte pour la rente pétrolière, vitale pour un capitalisme irakien épuisé par une guerre interminable et d'une importance non négligeable pour un capitalisme mondial plongeant dans une nouvelle récession, donc intéressé plus que jamais à faire en sorte que le prix des matières premières ne monte pas: **"Toutes choses égales d'ailleurs, le taux de profit varie donc en sens inverse du prix de la matière première. De là résulte notamment l'importance particulière, pour des pays industriels, d'avoir des matières premières à bas prix, lors même que les fluctuations du prix de la matière première ne s'accompagneraient pas de modifications dans la sphère de vente du produit, donc tout à fait indé-**

pendamment du rapport de la demande et de l'offre"(133).

Contre-thèse n°2: la guerre est le produit de la politique impérialiste et agressive de certains Etats qui cherchent à écraser d'autres nations en bafouant leurs droits.

C'est la transposition de la "doctrine de l'énergumène" sur le terrain des rapports entre les Etats; elle constitue la justification du "défensisme" qui appelle le prolétariat à adhérer à la guerre quand la patrie est menacée.

Le marxisme oppose à cette position la constatation que chaque Etat capitaliste, sous la pression inexorable de la surproduction, est à la fois agresseur et agressé dans la lutte universelle pour les marchés. Tous les Etats tendent à agrandir leurs parts de marché aux dépens d'autres; et tous cherchent à défendre, y compris par les armes, les positions acquises, menacées en permanence par la concurrence. Ceci vaut pour les Etats les plus puissants comme pour les plus faibles, pour les colosses détenteurs de "chasses gardées" comme pour les gnomes aspirant à élargir leur minuscule "espace vital".

Quel sens y a-t-il à savoir qui a tiré le premier coup de feu? Tous les Etats entrés dans le giron impérialiste de la surproduction et de la lutte pour la répartition des marchés sont contraints à attaquer et à se défendre. Et il n'est pas vrai non plus que les Etats les plus puissants, qui dominent sur le marché mondial, soient politiquement et militairement les plus agressifs, comme voudraient le faire croire les champions de l'anti-américanisme en Europe et au Japon. Ce sont au contraire les Etats défavorisés dans le partage du monde qui manifestent la plus grande agressivité lorsque changent les rapports de force et que ce partage est remis en cause. C'est le petit Irak qui a fait preuve de plus d'agressivité en s'emparant du Koweït, alors que le despote du marché mondial, les Etats Unis d'Amérique, a pu mobiliser sa formidable puissance militaire et entraîner derrière lui tous ses alliés au nom de la "défense de la paix", et pour "mettre à la raison" un Etat qui troublait "l'ordre mondial".

Il est probable qu'il en sera encore ainsi à l'avenir, les Etats-Unis développant leur propagande en faveur de la défense de leur domination mondiale sous la forme d'une croisade "pacifiste" contre des agresseurs "fauteurs de guerre"; tandis que de l'autre côté, par exemple en Allemagne, la propagande prendra plutôt l'aspect d'une croisade "anti-impérialiste", contre l'étranglement économique imposé par les USA.

Que doit répondre le parti prolétarien?

Au défensisme de type américain, il doit réagir en montrant que l'agressivité militaire est l'autre face de l'état de sujétion économique des pays dits fauteurs de guerre. Au

défensisme de type "allemand", il ne peut réagir correctement qu'en montrant que comme le David allemand, le Goliath américain est contraint de combattre pour **SURVIVRE**; ce n'est donc pas la convoitise de celui qui a déjà trop, contre la défense d'un "espace vital" de celui qui a trop peu. Les deux machines productives, malades de surproduction se jettent l'une contre l'autre. Toutes deux trouveront dans les bienfaites saignées de la guerre la possibilité de se remettre sur pied.

Il faut montrer, tant au prolétariat intoxiqué par le défensisme du "peuple amoureux de la paix" qu'à celui soûlé de défensisme "anti-impérialisme", que la guerre est l'acte suprême de la solidarité des bourgeoisies impérialistes; c'est-à-dire qu'en jetant leurs prolétaires dans les massacres et les immenses destructions de la guerre, elles trouvent toutes ensemble une issue à l'effrayant engorgement de marchandises, de capitaux, d'hommes, qui risque de les précipiter toutes dans une crise irrémédiable.

Mort aux Etats fauteurs de guerre! Sous ce mot d'ordre, prolétaires d'Amérique, vous avez été conduits deux fois au massacre mondial. Prenons alors au mot la bourgeoisie la plus démocratique du monde et demandons-lui pourquoi, alors qu'elle pouvait le faire, elle n'a pas anéanti l'économie allemande après la première guerre mondiale, et les économies allemande et japonaise après la seconde? Pourquoi elle a même aidé ces Etats militaristes par "vocation historique" à se relever après la guerre, pourquoi, plus récemment, elle a arrêté son armée avant Bagdad, laissant intacts non seulement l'Etat irakien, mais aussi de substantielles forces militaires? Serait-ce vraiment que les capitalistes américains sont "trop bêtes"?

Le mystère du comportement "absurde" des Etats-Unis se dissipe rapidement si on y voit non seulement la participation à l'affaire très lucrative de la future reconstruction, mais aussi un investissement à long terme pour s'assurer la possibilité d'un futur "very exciting" bain de jouvence dans le sang. Lutte à mort donc contre le militarisme, ou mensonge suprême pour faire adhérer au massacre?

Mort à la ploutocratie américaine! Au nom de la défense de la patrie agressée par le vampirisme américain les bourgeoisies allemandes, italiennes, japonaises, ont mobilisé leurs prolétaires dans la dernière guerre mondiale. Et avant que roulent à nouveau les tambours il faut demander aux prolétaires de tirer les leçons des événements de l'après-guerre. Aux prolétaires d'Europe et de Japon nous devons montrer que la future croisade anti-américaine de demain sera tout autant une duperie que l'a été celle d'hier.

Après la guerre, prolétaires, vos classes dominantes qui vous avaient appelés à une lutte à mort contre "l'american way of life", ont salué leurs vainqueurs comme des "libérateurs" afin de conserver le droit de vous exploiter et de vous opprimer. Elles n'ont pas hésité à revêtir la livrée des vainqueurs pour recevoir les avances nécessaires à la reconstruction dans un nouveau grand cycle d'accumulation et de profits. Et qu'est-ce que cela signifie, sinon que vous vous êtes faits rouler? qu'il n'est pas vrai que "le but de la guerre est la victoire, et la destruction des hommes et des installations est le moyen d'atteindre ce but"(134), mais qu'au contraire la guerre est essentiellement un moyen pour se débarrasser d'une partie d'entre vous, en surnombre par rapport aux nécessités de l'économie mondiale, et pour pouvoir ensuite, après la décimation, exploiter ceux qui restent dans les galères et les bagnes de la reconstruction économique. Bien autre chose que "la victoire ou la mort!": leur vraie victoire, les bourgeois l'enregistrent contre le prolétariat; elle ne dépend pas du sort des batailles, mais de l'enrôlement des ouvriers dans la guerre impérialiste, quel que soit le côté qui obtienne la victoire militaire.

Contre-thèse n°3: la guerre est évitable en faisant appel à la "bonne volonté" des gouvernements ou en exerçant sur eux par en bas une pression civique et non-violente. C'est la position caractéristique de toutes les variantes du pacifisme.

La démonstration des raisons économiques fondamentales qui poussent tous les Etats à la guerre, le fait qu'une "destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire à l'existence d'un quelconque taux d'intérêt courant" suffit à démolir complètement cette position; "considéré de ce point de vue, ces horribles calamités que nous sommes habitués à attendre avec tant d'inquiétude et d'appréhension, et que nous sommes si anxieux d'éviter, ne sont probablement que le correctif naturel et nécessaire d'une opulence excessive et exagérée, la vis medicatrix grâce à laquelle notre système social tel qu'il est actuellement configuré, a la possibilité de se libérer de temps à autre d'une pléthore toujours renaissante qui en menace l'existence, et de revenir à un état sain et solide" (135).

Seules la guerre civile et la révolution prolétarienne peuvent arrêter ou prévenir la guerre impérialiste. Le pacifisme représente la forme la plus sournoise et la plus hypocrite de l'enrôlement idéologique pour la guerre du prolétariat par la bourgeoisie: en s'appuyant sur la répulsion instinctive des prolétaires envers un carnage où ils n'ont rien à gagner et tout à perdre, le pacifisme les berce dans la douce illusion qu'il est possible d'arrêter la course vers ce carnage - et de

perpétuer leurs conditions d'exploitation du temps de paix - sans les traumatismes, le sang et les inévitables souffrances de la guerre civile, par une voie moins pénible, plus tranquille et plus sûre. C'est la vieille mascarade bêlante du réformisme appliqué au cas de la guerre. Nous la dénonçons aux prolétaires comme la pire des impostures parce que nous savons que la prolongation de la paix bourgeoise au delà des limites définies par un cycle économique qui réclame la guerre, même si elle était possible, ne pourrait déboucher que sur des situations pires encore que celle de la guerre.

"Arrêtons nous à supposer pour un moment qu'au lieu des deux guerres qui ont imposé ces secousses à la courbe du phénomène étudié (la production d'acier-NdlR), nous ayons eu la paix bourgeoise, la paix industrielle. En à peu près trente cinq années la production avait augmenté de 20 fois; elle serait devenue encore 20 fois plus grande que les 70 millions de 1915, arrivant aujourd'hui (1950-NdlR) à 1400 millions. Mais tout cet acier ne se mange pas, ne se consomme pas, ne se détruit pas sinon en massacrant les peuples. Les deux milliards d'hommes pèsent à peu près 140 millions de tonnes; ils produiraient en une seule année dix fois leur propre poids d'acier. Les dieux punirent Midas en le transformant en une masse d'or; le capital transformerait les hommes en une masse d'acier, la terre, l'eau et l'air dans lesquels ils vivent en une prison de métal. La paix bourgeoise a donc des perspectives plus bestiales encore que la guerre"(136) surtout si l'on considère que la terre, transformée en cercueil d'acier, ne serait qu'un lieu de putréfaction où marchandises et hommes en excès se décomposeraient pacifiquement.

Voilà, Messieurs les pacifistes, quel pourrait être le fruit du "retour à la raison" des gouvernements, leur conversion à une "culture de paix"! Mais c'est précisément pourquoi c'est non la Folie, mais la Raison-bien sûr, la Raison de la société bourgeoise, qui pousse tous les gouvernements vers la guerre, vers la salubre et hygiénique guerre.

Mais nous ne dénonçons pas dans le pacifisme seulement une propagande mensongère; nous affirmons que le pacifisme prépare la guerre. Toute l'hypocrisie du pacifisme consiste en effet à désarmer le prolétariat en prêchant le désarmement des Etats, à le détourner de la nécessité de préparer la guerre de classe pour s'opposer à la guerre bourgeoise avec l'illusion que la protestation civique et non-violente des citoyens et des hommes de bonne volonté peut suffire à arrêter la course à la guerre. Pire: en faisant croire aux prolétaires que la paix est un "bien" commun à toutes les classes, il transforme dès aujourd'hui toute revendication à contenu classiste en un crime contre

la paix, une rupture de la concorde entre les classes qui règne dans les grandes processions actuelles en faveur de cet objectif supposé plus important que des objectifs "égoïstement" de classe.

Mais c'est précisément de la rupture de la solidarité interclassiste, ici et maintenant, sur le terrain du salaire, du temps de travail, de la lutte contre les cadences infernales, pour des indemnités de chômage plus conséquentes, un logement plus acceptable, c'est donc de la rupture du front social en temps de paix que pourra venir, au moment de l'approche du conflit ou au cours de celui-ci, l'action défaitiste du prolétariat, la rupture de la solidarité avec la bourgeoisie jusqu'à la guerre civile. Le sabotage de la solidarité nationale sur le terrain économique en temps de paix est la prémisse indispensable pour que puisse avoir lieu le sabotage de la solidarité nationale en temps de guerre, tâche bien ardue qui a besoin d'une dure et longue école de lutte de la part des prolétaires et de leurs organisations de défense.

Les défilés "pour la paix" bras dessus bras dessous avec les curés, les commerçants et les intellectuels, les niaiseries sur la non-violence ne se limitent pas à détourner les prolétaires du désir de s'armer; leur but est aussi de prévenir la lutte pour les intérêts immédiats des prolétaires aujourd'hui afin de les livrer demain pieds et poings liés à l'enthousiasme inconscient de la solidarité nationale face à la guerre.

D'autant plus qu'à ce moment, il n'y aura plus de "marches pour la paix"; les "bons esprits", les intellectuels et les vedettes de la chanson désertent la rue en soupirant que le "sommeil de la raison engendre des monstres". Et ceux qui se réveilleront brutalement de leurs illusions d'empêcher la guerre en réveillant la raison des gouvernements se demanderont ce qui n'a pas marché; il sera alors facile de les persuader que si, ici, "tout a été fait", là-bas, dans une région éloignée et barbare, l'Ennemi est resté sourd aux appels pacifistes. Il ne reste plus, dans l'intérêt même de la Paix, qu'à combattre cet enragé. C'est également ainsi que le pacifisme prépare et justifie la mobilisation guerrière: toute l'histoire des campagnes pacifistes contre la guerre du Golfe, avec ses imposants cortèges avant la guerre débouchant finalement sur la résignation au conflit, en a donné, s'il le fallait, une nouvelle et dure confirmation.

A la base de la propagande pacifiste il y a la conviction que la guerre n'est qu'une option répréhensible et irrationnelle. C'est pourquoi il affirme qu'elle peut être évitée en confiant à des négociations ou des arbitrages la résolution des conflits d'intérêts entre les divers Etats. Comme si à la base de la guerre il y avait les appétits excessifs de tel ou tel impérialisme, et que le

problème se réduise à la réglementation de l'avidité pathologique de tel ou tel par l'intervention modératrice des organisations internationales ou des "forces de paix".

C'est pourquoi nous avons insisté sur la notion que dans les périodes de crises économiques qui préludent à la guerre, le problème déterminant, commun à tous, au delà de l'intérêt individuel de chaque Etat à agrandir sa propre part de marché, est le problème de faire repartir le processus d'accumulation en liquidant les forces productives (hommes et machines) et les produits en excès. S'il est vrai que "les rivalités impérialistes qui sont la cause immédiate des guerres ne sont elles-mêmes que la conséquence de la surproduction"(137) au point que les guerres se font même quand il ne peut y avoir de doute sur l'issue du conflit, quelles conséquences en découlent sur le plan politique?

A) Il en découle que "la lutte entre brigands impérialistes" (Lénine) ne peut être réglémentée et modérée par aucun arbitrage international: la formule de propagande ne signifie pas en effet que les impérialistes se font la guerre parce qu'ils sont en proie à un délire de possession, mais qu'ils sont tous autant des brigands, qu'il n'existe pas d'impérialismes "moins impérialistes" que d'autres. Il s'agit toujours, en plus ou moins grand, de brigandage - terme employé sans aucune connotation morale qui pourrait laisser croire possible un autre comportement. Aucune illusion pacifiste, donc, sur la possibilité que les brigands puissent à la suite d'un tournant de la situation mondiale, se transformer en agneaux et que la "caverne des brigands" - l'ONU - se transforme en temple de la paix.

B) Il en découle aussi que la lutte inter-impérialiste et l'affrontement entre puissances rivales ne pourra jamais conduire à la destruction de la planète, parce qu'il s'agit justement, non d'avidités excessives mais de la nécessité d'échapper à la surproduction. Quand l'excédent est détruit, la machine de guerre s'arrête, quel que soit le potentiel destructif des armes mises en jeu, car disparaissent du même coup les causes de la guerre. Réfutation totale donc y compris du terrorisme psychologique nucléaire, bon uniquement à alimenter les gémissements pacifistes sur les dangers de destruction de la planète et à paralyser les réactions prolétariennes et la reprise de la lutte de classe.

22. CONTRE LES POSITIONS ABSTRAITES ET INDIFFÉRENTISTES, EXTRÉMISTES EN PAROLES MAIS PACIFISTES EN FAIT

Au paragraphe 6 nous avons souligné le fait que, s'il est vrai que la guerre mondiale est fille légitime de la surproduction générale et constitue donc la forme la plus élevée de

solidarité entre les Etats impérialistes tous intéressés à se rendre le service de la grande saignée réciproque, cela n'empêche pas que la manifestation concrète de cette surproduction réside dans l'aggravation des rivalités inter-impérialistes, qui du terrain économique, aboutissent au terrain politique. Et la forme nécessaire de cette suprême solidarité entre Etats capitalistes englués dans la pléthore de richesses bourgeoises, la coopération fraternelle dans la Grande Destruction d'hommes et de biens, est constituée par la collision sanglante entre constellations impérialistes rivales.

Que la plus haute forme de solidarité entre bourgeois consiste en l'étripement réciproque peut étonner les Petites Soeurs des Pauvres; cela ne surprendra pas les marxistes dignes de ce nom, donc rompus au manie-ment de la dialectique.

Ils ne seront pas surpris non plus par le fait que chaque grande puissance profite des aléas du massacre pour établir sa propre suprématie aux dépens de ses confrères plus faibles. Amis, oui, mais **seulement** tant que c'est nécessaire; après, chacun pour soi et pour la plus grande gloire de l'idole commune, le Profit... Dans la réalité des rapports mercantiles, répétons-le encore une fois, il n'existe pas d'amitié sans arrière-pensées et sans couteaux cachés, ni de "haines éternelles" léguées par le passé.

Ceci signifie qu'il ne faut pas tirer de la prémisse juste selon laquelle les rivalités inter-impérialistes ne sont pas la cause ultime de la guerre, la conclusion fautive que ces rivalités finiront par s'atténuer puis par disparaître, phagocytées par la montée en puissance d'un impérialisme mondial, vu comme une unité indifférenciée. Il est très vrai que le cours de l'impérialisme **mondial** conduit à la solidarité maximale des grands monstres étatiques contre le prolétariat; mais la notion à se graver dans le cerveau est que le climat de "fraternité" débouche sur l'explosion plus virulente que jamais des conflits inter-étatiques.

Les état-majors et les gouvernements ne concoctent pas harmonieusement entre eux le Massacre dont tous tirent bénéfice et dont tous sortent vainqueurs face au prolétariat. Au contraire; la main de la Providence bourgeoise est **invisible**. La fraternité et l'harmonie ne sont pas enveloppées dans l'ouate de tueries téléguidées par un centre mondial unique; elles sont cachées dans la coque d'acier de la discorde, de la lutte la plus acharnée, des guet-apens et des violations des accords pour pouvoir mettre à genoux l'adversaire du moment. Ce n'est qu'ainsi, à travers la fureur et le tumulte que se réalise le dessein caché de la Providence, la Survie du capitalisme et donc de l'impérialisme mondial.

La différence est grande entre les véritables positions de la Gauche communiste

qui sont à la base de la saine tradition du défaitisme révolutionnaire, et le pacifisme qui se couvre d'une phraséologie ultra-gauche. Celui-ci défend le concept d'un "impérialisme mondial" (voire d'un "Etat mondial") dans lequel disparaissent les différences entre constellations impérialistes rivales; le résultat est qu'en fin de compte la guerre est analysée comme le résultat d'une entente entre centres étatiques solidaires, ou même organisée par un seul centre mondial.

Par exemple les académistes de la revue "Fil du Temps" avaient parlé de la guerre des Malouines comme d'une guerre "inter-Etatsunienne". Cette position trahit son pacifisme fondamental dans la mesure où elle ne voit qu'une guerre feinte, truquée, là où divers impérialismes se font une guerre véritable; dans la mesure où elle ne veut voir la guerre **que** comme une guerre contre le prolétariat. Pire: elle tombe dans l'apologie vulgaire du régime capitaliste en prenant pour argent comptant la suprême imbécillité de la fraternité en "oubliant" que l'harmonie bourgeoise ne peut triompher que dans la discorde et la lutte de tous contre tous. L'escroquerie politique réside dans "l'oubli" du fait qu'au moins au début nous n'appellerons pas les prolétaires à s'insurger contre le capitalisme mondial, mais que nous serons contraints par le déroulement des événements à diriger l'insurrection des prolétaires contre leurs **capitalismes nationaux** respectifs. Notre devoir de communistes révolutionnaires sera en d'autres termes d'exhorter les prolétaires de tel ou tel pays à mettre à profit les défaites militaires de "leur" impérialisme pour asséner le coup de grâce de la guerre civile, sans se préoccuper le moins du monde que les impérialismes rivaux pourront en tirer un bénéfice momentané - ce qui est inévitable sans mouvements analogues chez eux. Ce bénéfice est en effet **négligeable** par rapport à l'effet de contagion qu'aura une victoire prolétarienne contre la guerre même dans un seul Etat.

La révolution victorieuse dans le pays ennemi est en effet un ennemi **beaucoup** plus dangereux pour la bourgeoisie que l'adversaire militaire du moment. La défaite militaire signifie en effet pour la bourgeoisie des conditions moins favorables de vie; mais la victoire prolétarienne, qui ne peut manquer de propager la révolution dans les autres pays, est synonyme de danger mortel pour toutes les bourgeoisies.

Voilà quel est le sens de notre affirmation selon laquelle la lutte contre le capitalisme mondial et la guerre déchaînée par celui-ci, commence et se développe comme une lutte formellement nationale, mais, en substance, anti-nationale et, en perspective, internationale. Partir, à l'inverse, de la lutte internationale et simultanée des travailleurs salariés contre l'entité abstraite du "capitalisme mondial" signifie en réalité **châtrer**

la lutte ouvrière contre la guerre en exigeant qu'elle commence à un niveau plus élevé que celui par lequel elle doit nécessairement passer au début. C'est ainsi que ces Messieurs condamnent le défaitisme révolutionnaire comme de l'opportunisme, sous le beau prétexte que le prolétariat d'un pays ne doit pas lutter "seulement" contre sa propre bourgeoisie, mais contre toutes les bourgeoisies, qu'il ne doit pas s'opposer à l'effort de guerre et le saboter dans son pays, mais dans tous les pays.

Ces orientations pseudo-radicales signifient le sabotage de la lutte ouvrière contre la guerre et sont donc une aide au capitalisme; avant tout au capitalisme national, où l'ébranlement sous les coups de la guerre provoque la fermentation des masses; et ensuite au capitalisme mondial tout entier en s'opposant à ce que les premières brèches ouvertes dans tel ou tel secteur national s'étendent, s'élargissent, pour miner en fin de compte la stabilité de tout l'édifice.

Ainsi l'indifférentisme, le doctrinarisme abstrait, le révolutionnarisme verbal de tant de prétendus extrémistes soucieux de ne pas se salir les mains avec des revendications anti-guerre trop limitées, ou susceptibles de favoriser l'impérialisme ennemi, finissent par aider l'impérialisme mondial contre lequel ils voulaient, en paroles, déclencher une lutte à mort. C'est pourquoi de telles positions doivent être dénoncées pour ce qu'elles sont: une nouvelle édition du Kautskysme de gauche, avec toute sa prétention "révolutionnaire" et toute sa couardise fondamentalement pacifiste.

Typique de cette position (et emblématique de l'impuissance politique du petit bourgeois en colère) est l'orientation générale du Courant Communiste International, qui proclame en outre depuis des années l'opposition abstraite et absolue "guerre ou révolution" (ou: "cours à la guerre ou cours à la révolution") comme sa position distinctive. Le C.C.I. soutient -avec raison- que seul le prolétariat peut empêcher l'éclatement de la guerre; mais il en conclut que si le prolétariat n'a pu empêcher la catastrophe ultime -le conflit militaire-, alors tout est perdu, le sort du prolétariat et de l'humanité est scellé. Malgré les phrases révolutionnaires et les condamnations bruyantes du pacifisme, cette orientation ne peut déboucher que sur le pacifisme. En effet, si l'éclatement de la guerre exclut définitivement la révolution, alors la paix, cette paix bourgeoise, devient malgré tout un "bien" que le prolétariat, tant qu'il n'a pas encore la force de faire la révolution, doit protéger comme la prunelle de ses yeux. Et voilà que pointe à l'horizon la vieille "lutte pour la paix"... au nom de la révolution.

L'axe fondamental de la propagande du C.C.I. lors de la dernière guerre du Golfe n'était-elle pas la dénonciation des "va-t-en

guerre" de tout poil, et les lamentations sur le "chaos", le "sang" et les "horreurs" de la guerre? Certes la guerre est horrible, mais la paix bourgeoise l'est tout autant et les "va-t-en paix" doivent être dénoncés tout aussi sévèrement que les "va-t-en guerre"; quant au "chaos" grandissant du monde bourgeois, il ne peut qu'être accueilli favorablement par les communistes véritables parce qu'il signifie que se rapproche l'heure où la violence révolutionnaire devra être opposée à la violence bourgeoise. Mais si le déclenchement de la guerre signifie que la révolution est foutue, quel sens pourrait avoir le défaitisme révolutionnaire? Le C.C.I. l'abandonne donc sans remords, de la même façon que l'incapacité du prolétariat à empêcher la guerre du Golfe lui dicte le constat amer d'un "recul du prolétariat mondial", ou que la faiblesse des luttes prolétariennes malgré la forte dégradation des conditions de vie et de travail dans toute une série de pays lui arrache des jugements désabusés sur le prolétariat des pays "périphériques". Du révolutionnarisme extrémiste verbal au **défaitisme** par rapport à la lutte ouvrière, le chemin n'est pas si long qu'il y paraît...

23. ALTERNATIVES DE L'AVANT ET DE L'APRÈS-GUERRE

A la différence du C.C.I. et de ses émules, nous affirmons que, **sous certaines conditions**, l'éclatement de la guerre mondiale et ses vicissitudes peuvent aplanir le chemin de la révolution, que la perspective peut être **guerre et révolution**, celle-ci se greffant sur le terrain sanglant et brûlant de celle-là. Nous pouvons donc préciser les différentes hypothèses:

1) **Reprise de la lutte de classe révolutionnaire à grande échelle dans la période d'immédiat avant-guerre avec des mouvements insurrectionnels victorieux au moins dans un des principaux pays impérialistes.** Ce n'est qu'à cette condition qu'il est possible de concevoir que la révolution internationale barre la route au troisième conflit mondial, que l'appel à la mobilisation des armées se transforme pour le mouvement ouvrier international en un signal de mobilisation anti-guerre et anti-patriotique, et donc en un signal de guerre civile.

Cette situation, qu'il ne nous est pas encore possible d'exclure, même si nous la jugeons la moins probable étant donné la longueur et la profondeur du cycle contre-révolutionnaire dont nous ne sommes pas encore sortis 15 ans après le début de la crise économique mondiale, cette situation donc, nous donne en termes réels les conditions **sine qua non** d'une solution favorable au dilemme: guerre ou révolution. Nous ne nions pas qu'il y ait un brin de vérité dans ce dilemme, à savoir que seule la révolution prolétarienne peut empêcher la guerre mon-

diale (ou: que sans révolution le conflit est inévitable); nous nions cependant le renversement du dilemme, sous la forme: si la guerre éclate, la révolution n'est plus possible.

2) **Reprise générale de la lutte de classe dans la période d'avant-guerre, reconquête par le mouvement ouvrier du niveau "trade-unioniste"**, c'est-à-dire renaissance d'organismes syndicaux indépendants, mais sans que la classe ouvrière réussisse à reconquérir le niveau de l'indépendance politique, c'est-à-dire l'établissement d'un lien solide entre le Parti communiste et la classe.

La lutte de classe ressurgit donc au coeur de l'impérialisme dans d'âpres batailles sur le terrain économique, mais n'est pas encore assez forte pour se lancer dans un assaut révolutionnaire contre la bourgeoisie, n'est pas encore capable de lutter pour le pouvoir dans aucun des grands pays impérialistes. La guerre impérialiste éclate malgré les protestations et les tentatives d'opposition de la classe ouvrière, la mobilisation guerrière ne peut donner le signal de la lutte révolutionnaire. Mais les conditions objectives et subjectives (habitude de la lutte indépendante, lien encore faible mais réel entre la classe et le Parti marxiste), laissent ouverte la possibilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et donc de l'éclatement de la révolution au cours de la guerre entre les Etats. Cette possibilité est à son tour conditionnée par la capacité du Parti à rester sur des positions authentiquement marxistes, de ne pas vaciller dans l'orgie du pacifisme d'abord, du patriotisme ensuite, d'y opposer, dans la propagande et dans les faits, les saines traditions du défaitisme révolutionnaire.

Ce n'est que dans ce cas que les tourments de la boucherie impérialiste pourront alimenter le défaitisme révolutionnaire et donc l'éclatement de la guerre civile.

Cette seconde alternative, de **guerre et révolution** est si peu fantaisiste qu'elle est en fait historiquement la seule à s'être pleinement réalisée, en octobre 17 en Russie.

3) **Passage de la crise économique à la guerre sans révolution ni reprise de la lutte de classe dans l'avant-guerre.**

C'est la répétition historique de la phase qui a précédé la deuxième guerre mondiale et qui en a déterminé le cours, marqué par l'absence quasi-totale de réactions prolétariennes. Dans une telle situation il n'est guère possible de prévoir les épisodes plus ou moins isolés de défaitisme et de fraternisation au cours du conflit, sans possibilités de débouché révolutionnaire, comme par exemple le cas de la Commune de Varsovie lors de la dernière guerre.

La tâche principale du parti est alors de diffuser par la propagande l'orientation de l'anti-militarisme de classe et du défaitisme révolutionnaire, en appelant les

ouvriers au refus des fronts nationaux et de la lutte de partisans, même sous étiquette prétendument "socialiste". La tâche du parti ne consiste absolument pas à se jeter dans une activité pratique "au contact des masses" à tout prix, avec l'illusion volontariste de forcer le cours révolutionnaire, par exemple en essayant de transformer la lutte des partisans en lutte révolutionnaire.

L'activité pratique d'organisation et la participation à la lutte armée ne sera possible qu'en présence de mouvements prolétariens **non encadrés militairement par aucun impérialisme**, par exemple face à des Communes de Varsovie de demain, même s'il n'y a pas de chances de victoire immédiate. En effet, même **vouées à la défaite**, comme à son temps la Commune de Paris, ces luttes sont autant d'incalculables acquis pour la lutte et la victoire futures; et le Parti qui se retirerait de la bataille parce que les chances de succès sont minces, abdiquerait tout simplement son rôle révolutionnaire.

En effet, même si la guerre se déclenche sans une reprise préalable de la lutte de classe, ce qui exclu une victoire de la révolution au cours du conflit, la possibilité d'une mobilisation ouvrière au cours de la guerre et de ruptures non épisodiques des fronts

de guerre, ne peut être écartée. Cela dépend de la capacité des différentes bourgeoisies à maintenir le contrôle social, de leurs capacités à résister aux chocs militaires et à imposer des sacrifices aux prolétaires.

Cette troisième hypothèse admet donc une variante, qui forme une quatrième hypothèse:

4) **Reprise de la lutte de classe au cours de la guerre avec grèves et sabotages des industries militaires et épisodes non sporadiques de rébellions de soldats.**

Même dans ce cas la possibilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile reste fermée; il ne faut pas se faire des illusions: sans reprise classiste avant-guerre, sans implantation du Parti réelle dans la classe avant le conflit, il ne peut y avoir de possibilité révolutionnaire pendant la guerre. En effet pour affronter victorieusement l'ennemi de classe au moment du déploiement maximum de sa puissance répressive et de ses ressources de mobilisation idéologique pour cimenter l'unité nationale, le prolétariat doit, de son côté, être **préparé**, doit être entraîné à la lutte indépendante de classe, doit s'être doté sur le terrain idéologique d'une autonomie réelle, que seul un solide lien avec le Parti de classe peut garantir. De même que le Parti ne s'improvise pas dans les phases révolutionnaires, de même la lutte de classe ne peut obtenir la victoire si elle émet ses premiers vagissements à la veille de la bataille décisive.

L'hypothèse de l'émergence d'un antagonisme de classe significatif durant la guer-

re impérialiste ne modifie donc pas les perspectives générales pour le mouvement ouvrier, qui restent défavorables à la révolution pendant le conflit. Mais ce qui change, ce sont les **perspectives d'après-guerre**.

Si au cours du conflit, des épisodes non épisodiques de lutte classiste s'ouvrent à l'action directe du Parti, et si celui agit en pleine cohérence avec les lignes tactiques et programmatiques marxistes, en se liant aux ouvriers et aux soldats qui luttent **pour leurs propres intérêts** les armes à la main, s'il sait imprimer à ces réactions immédiates aux souffrances de la guerre une orientation ouvertement défaitiste et anti-nationale, alors il est possible qu'éclate la lutte révolutionnaire après la fin de la guerre.

C'est pour cette raison, et non pour des raisons morales ou, pire encore, de prestige ou de boutique, que le Parti doit être au côté des ouvriers même dans la plus modeste de leur lutte, même si la défaite est probable, même s'il ne s'agit que d'une flambée isolée; il serait d'ailleurs complètement erroné de jouer le succès du mouvement révolutionnaire sur une ou sur quelques flambées isolées de lutte, la victoire finale ne pouvant être obtenue qu'après beaucoup d'épreuves.

Il n'est pas possible de déterminer à l'**avance** si l'on se trouve dans l'hypothèse 3 ou l'hypothèse 4.

S'il s'agit de l'hypothèse 3, l'action du Parti se révélera stérile pour ce qui est d'une reprise classiste immédiate, mais elle sera féconde pour l'avenir; il est vrai qu'elle ne renforcera pas la classe ni n'influera les luttes futures, mais elle renforcera en perspective le Parti appelé à les diriger, le Parti qui devra être reconstitué, réorganisé sur des bases théoriques et programmatiques marxistes solides, dans une situation à contre-courant, et donc inévitablement autour d'une poignée de militants.

Si nous sommes dans la quatrième hypothèse au contraire, l'action d'orientation et de bataille révolutionnaire menée par le Parti dans le vif de la lutte prolétarienne sera féconde pour la reprise révolutionnaire d'après-guerre. En effet ces luttes sociales surgies de l'enfer de la guerre laisseront un signe indélébile dans la conscience et la mémoire de millions de prolétaires, si elles ont été orientées véritablement dans un sens de classe et donc anti-national. Cette expérience, la leçon de ces luttes, se révéleront précieuses après la guerre, lorsque la bourgeoisie, au lieu de réaliser les promesses faites avant et pendant le conflit, demandera aux prolétaires de nouveaux sacrifices pour la "reconstruction de la Patrie". Alors pourra y répondre la voix de la Révolution, à l'inverse de ce qui s'est passé lors du second après-guerre, où les luttes sociales et les agitations prolétariennes n'ont pas manqué, mais où elles ont été toutes enca-

drées et orientées dans un sens non révolutionnaire par les forces de la collaboration des classes, par les partis des Thorez et cie.

24. LES BASES PERMETTANT DE PREVOIR LES DIFFÉRENTES ÉVENTUALITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE GUERRIÈRE

La troisième hypothèse renferme la solution la plus défavorable du dilemme "guerre ou révolution" car il ouvre la perspective d'un cycle contre-révolutionnaire **pire encore** que celui qui a suivi la victoire du stalinisme en Russie et qui a été consolidé par les fronts de partisans pendant la deuxième guerre mondiale: un nouveau répit d'un demi-siècle au moins pour l'impérialisme mondial.

Il serait même plus correct de parler dans ce cas de **contre-révolution ininterrompue**, avec une nouvelle phase d'approfondissement, étant donné que nous ne sommes pas encore réellement sortis de la situation défavorable initiée en 1926.

Mais c'est ici que se trouve une des raisons de l'improbabilité d'une telle perspective. L'entrêtement du prolétariat dans la seconde guerre mondiale a été en grande partie réalisé grâce à la force du mythe du socialisme russe. Ce mythe s'est aujourd'hui écroulé. Du haut du Kremlin, de la bouche de la plupart des partis affiliés à Moscou, est tombé l'**aveu** de la nature capitaliste du régime et du caractère non communiste de ce qui reste du mouvement prosoviétique. C'était une confession que nous attendions depuis longtemps et dont nous ne faisons pas que prendre acte. Certes nous n'attendons pas de ce "tournant" un retour automatique de la classe au marxisme non falsifié. Les dégâts réalisés au nom de ces faux socialisme et communisme sont tellement profonds qu'ils rendent possible le passage de la classe, d'un encadrement opportuniste soi-disant communiste à un encadrement explicitement bourgeois à l'enseigne du nationalisme, de la démocratie ou même de la religion, avec peut-être une vague touche "socialisante".

Il est ainsi possible que le cycle contre-révolutionnaire se poursuive, en utilisant d'autres drapeaux idéologiques et d'autres instruments d'organisation du consensus, grâce à la profonde prostration du prolétariat mondial -et avant tout dans les pays les plus puissants- provoquée par le stalinisme et le post-stalinisme; et il est possible que nous arrivions ainsi au seuil de la troisième guerre mondiale dans une situation de profonde et persistante paralysie du mouvement ouvrier dans les pays impérialistes. Cependant la digue contre-révolutionnaire du Nationalisme, du Fanatisme religieux, de la Démocratie en expansion vers on ne sait quoi, ne possède pas la force puissante de la digue contre-révolutionnaire d'hier, construite sur les suggestions et les

souvenirs encore vifs d'une révolution prolétarienne travestie.

Il est donc possible que ces digues puissent contenir une classe ouvrière paralysée et démoralisée comme celle d'aujourd'hui; mais elles ne pourront jouer aussi bien leur rôle face aux réactions futures de la classe ouvrière contre l'aggravation des attaques patronales. D'autre part la ligne de tendance qu'il est possible d'entrevoir aujourd'hui est celle d'une transmission de force, à partir des violentes explosions sociales dans les pays de la grande périphérie de l'impérialisme, vers la lutte prolétarienne qui reprendra au coeur des métropoles impérialistes. Cette tendance se constate dans

le mouvement centripète des explosions de luttes ouvrières ces dernières années, depuis les pays que les bourgeois s'entêtent à appeler "Tiers Monde" vers les maillons faibles de la chaîne impérialiste (Philippines, Corée, Argentine, Brésil, Algérie, Russie, etc.), dans les vicissitudes de la pérestroïka soviétique qui, en faisant s'écrouler Mur et Rideau de Fer a donné les conditions pour que souffle demain par ce passage le vent brûlant de la révolution, au lieu de l'actuelle brise tiède de la démocratie: et Paris, Berlin et Londres vibreront au même rythme que Moscou et Léninegrad.

Cette tendance se constate aussi dans le cours même de la crise économique mondiale dont les bourgeoisies des citadelles impérialistes ont voulu rejeter les conséquences les plus brutales sur les prolétaires et les masses des pays périphériques. Mais cette orientation à un certain point finit par faire courir de graves risques à "l'ordre mondial", obligeant les impérialismes dominants à des "sauvetages" de plus en plus difficiles de pays ou de groupes entiers de pays en faillite.

Pour ces raisons - écroulement des bastions idéologiques contre-révolutionnaires les plus coriaces; tendance objective de la lutte des classes à se rapprocher des métropoles jusqu'ici épargnées des effets les plus destructeurs de la crise économique; probabilité qu'après la pérestroïka, les luttes ouvrières se diffusent sur toute l'Europe - nous estimons improbable l'hypothèse que la guerre mondiale éclate avant une reprise de la lutte de classe dans les citadelles impérialistes, presque aussi improbable que l'hypothèse "opposée" et optimiste d'une victoire révolutionnaire brisant le capitalisme avant que l'humanité ne connaisse un troisième conflit généralisé(138).

Si cependant la guerre devait éclater avant la reprise classiste (hypothèses 3 et 4), ce que nous jugeons peu probable, le Parti, sans jamais cesser un seul instant la propagande du défaitisme vis-à-vis de tous les belligérants, ne serait pas indifférent à l'issue de la guerre, car celle-ci serait grosse de conséquences quant à la re-

prise de la lutte de classe après la guerre. En conséquence du lien entre défaites militaires et tensions sociales, l'éventualité la plus favorable pour le prolétariat réside dans la défaite de l'impérialisme le plus capable, en raison de sa force économique et de ses traditions de domination politique, de contrôler la classe ouvrière à l'échelle mondiale: c'est-à-dire, dans les conditions actuelles, dans la défaite de l'impérialisme américain, quelle que soit la configuration de la coalition impérialiste adverse.

25. CONTRE L'ACTIVISME IMMEDIATISTE EN DEHORS DE TOUTE ILLUSION DE POUVOIR TRANSFORMER LE PACIFISME EN TREMPIN POUR LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET DE TOUTE VENERATION POUR LA PAIX BOURGEOISE PRENDRE OBLIGATOIRE POUR LA MARCHÉ AU SOCIALISME DU PROLETARIAT

Nous avons, dans les paragraphes 7, 8 et 9 de ce travail, mis en évidence que le début de la crise économique internationale de 74-75 ouvrait une nouvelle phase dans le cours du capitalisme, fermant la période d'après-guerre pour ouvrir celle d'avant-guerre, c'est-à-dire de préparation systématique d'un nouveau conflit de la part de tous les centres impérialistes, qui implique aussi les petits Etats de jeune capitalisme, si immature que soit leur structure économique. C'est dans cette phase que nous nous trouvons actuellement.

Nous avons cependant souligné que cette analyse, fondée sur tout le travail antérieur du parti et publiée dans notre "Manifeste du P.C.International" en 81, n'autorise pas à conclure que l'éclatement de la troisième guerre mondiale soit imminent.

Au contraire nous avons affirmé que les rythmes lents qui ont caractérisé l'évolution de la crise économique mondiale depuis 1974, liés eux-mêmes à la durée extrêmement longue du cycle d'expansion économique de cet après-guerre, déterminent une gestation encore plus longue et tourmentée de la guerre mondiale, que l'on doit estimer, non en années, mais en **décennies**.

Nous avons en particulier soutenu qu'il ne peut y avoir de guerre mondiale avant que la crise économique morde au coeur les citadelles impérialistes et fasse vaciller les colonnes du capitalisme mondial en faisant exploser en leur sein de violents conflits sociaux provoqués par ces brusques déséquilibres.

Ce n'est qu'**après** que nous assisterons à la "**reprise droguée**" qui conduira à la guerre. Ce n'est qu'après, comme disent nos textes de parti que "**la force de la révolution sera une nouvelle fois mise à l'épreuve**"(139) comme alternative historique à la guerre impérialiste pour en empêcher l'éclatement ou, plus probablement, pour y mettre fin en renversant les pouvoirs bourgeois.

La guerre n'a lieu en effet **que** lorsque ses causes économiques sont arrivées à maturation, c'est-à-dire lorsque la crise économique est allée jusqu'à ces dernières conséquences, jusqu'à une orgie de surproduction qui se révèle telle par rapport aux capacités d'absorption des marchés, qui provoque une chute si prononcée des profits, que le remède le plus drastique, la guerre, s'impose comme le seul capable de régénérer tout le système à travers les horreurs de la destruction périodique de capitaux, de marchandises et d'êtres humains **en surnombre**.

Les capitalistes ne vont pas à la guerre le coeur léger; ils n'y vont par caprice ou par âpreté au gain, comme le voudrait la propagande banale et démagogique du social-pacifisme de fausse gauche. Ils n'y vont pas de gaieté de coeur pour la simple raison qu'ils voient dans la guerre - remède **extrême** aux contradictions du capitalisme - avec ses terribles conséquences sur toute la société, le risque qu'elle provoque le tremblement de terre social de la révolution. Ce que ne voient pas les sociaux-pacifistes "d'extrême gauche", style trotskystes ou C.C.I.

Mais de la même façon qu'il ne peut y avoir de guerre mondiale sans que la crise économique fasse sentir toutes ses conséquences catastrophiques au coeur des métropoles impérialistes, de même **il ne peut y avoir de reprise mondiale du mouvement ouvrier, ni à plus forte raison de renaissance de l'antimilitarisme de classe, avant que la crise économique mondiale ait plongé la lame de son couteau dans le ventre de New-York, Paris, Londres, Berlin, Moscou, Tokyo, etc.** Précondition de la guerre, la crise économique est en même temps précondition de la reprise générale de la lutte de classe, et **donc**, de la renaissance d'une authentique opposition prolétarienne à la guerre et à ses préparatifs.

Ce qui signifie en clair que sans de violentes secousses économiques, capables de faire s'écrouler à grands fracas les orgueilleux sanctuaires du capitalisme mondial, il n'y a pas imminence de la guerre mondiale; mais, dialectiquement, il n'y a pas non plus la possibilité d'une reprise générale du mouvement ouvrier révolutionnaire capable par son action anti-militariste et défaitiste d'empêcher la guerre ou de l'arrêter insurrectionnellement dans un ou plusieurs pays. C'est pourquoi la Gauche communiste a affirmé que ce n'est qu' "**après une grande crise d'entre-deux guerres de la portée de celle de 1929-32**" et "**durant la reprise qui suivra (que) la force de la révolution prolétarienne sera une fois encore mise à l'épreuve**". Jusqu'à ce moment, les bases matérielles pour faire revivre les traditions de l'antimilitarisme de classe dans l'action pratique au contact des grandes masses n'existent pas, tout simplement parce que l'évo-

lution historique, qui est indépendante de notre volonté, ne les a pas encore fournies. La persistance d'une situation historique que nous définissons **défavorable**, nous interdit de nous faire des illusions. Elle condamne toute tentative d'action pratique sur le terrain de l'opposition au militarisme et aux préparatifs de guerre à dégénérer en pur velléitarisme, et toute intervention dans les mouvements anti-guerre - à caractère du reste **inévitablement** pacifiste - à n'être qu'une parodie de ce qui fut et qui sera demain le véritable antimilitarisme de classe et à se conclure dans les faits à un pur et simple alignement des "révolutionnaires" sur les grandes mobilisations de masses pour la paix dirigées par les curés, les nationaux-communistes et cie.

Les conclusions politiques et les orientations auxquelles nous devons nous tenir aujourd'hui sont donc limpides:

1) le Parti et ses militants s'abstiendront de toute participation aux mouvements anti-guerre et antimilitaristes actuels, expression d'une réaction de couches bourgeoises et petites-bourgeoises à la guerre future, et orientés idéologiquement et dirigés politiquement par le pacifisme et le social-pacifisme, en parfaite cohérence avec leur composition sociale.

2) par rapport aux "mouvements pour la paix" actuels, notre consigne "positive" est celle d'une intervention **de l'extérieur** à caractère de propagande et de prosélytisme en direction des éléments prolétariens capturés par le pacifisme et englobés dans les mobilisations petites-bourgeoises afin de les arracher à ce genre d'encadrement et d'action politique. Nous disons en particulier à ces éléments que ce n'est pas dans les parades pacifistes d'aujourd'hui que se prépare l'antimilitarisme de demain, mais dans la lutte intransigeante de défense des conditions de vie et de travail des prolétaires **en rupture avec les intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale**. Comme la discipline du travail et la défense de l'économie nationale préparent la discipline des tranchées et la défense de la patrie, le refus aujourd'hui de défendre et de respecter les intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale préparent l'antimilitarisme et le défaitisme de demain.

3) Il va de soi que la présence de prolétaires au milieu des processions pacifistes ne peut en aucune façon justifier la théorisation d'une "composante prolétarienne" du "mouvement pour la paix" actuel ou, pire, d'un "antimilitarisme de classe" naissant qui n'attendrait que l'intervention des révolutionnaires pour rompre avec le pacifisme et la petite-bourgeoisie. Il n'est pas possible à plus forte raison de déduire la présence de ce fantôme "antimilitarisme de classe" du fait que des groupes prétendus "révolutionnaires" se trouvent au milieu des curés

et des escrocs pacifistes. S'il s'agissait vraiment de communistes ils ne seraient pas en train de se frotter à leurs semblables dans ces mouvements.

L'aile gauche du pacifisme ne doit pas être prise pour une première apparition de l'antimilitarisme de classe, qui ne naîtra jamais par parthénogénèse d'une quelconque "gauche pacifiste" ni d'une quelconque coordination de groupes petits-bourgeois dont la mémoire historique ne dépasse pas mai 68.

4) Dans les cas, destinés aujourd'hui à rester sporadiques à cause de l'absence de reprise générale de la lutte ouvrière, d'une réaction prolétarienne contre la guerre et ses préparatifs, le Parti doit mettre à profit cette brèche, même modeste, qui s'ouvre à son activité, pour contribuer à orienter et si possible à diriger par la propagande et l'action pratique les initiatives de lutte. Ce genre de situation se constate surtout quand ce sont des **prolétaires** qui descendent dans la rue; ensuite quand le mouvement de lutte est abandonné et trahi par les pacifistes; en troisième lieu quand ce sont des événements concrets qui touchent directement les prolétaires qui sont à la base de la protestation; et cette protestation ne sera jamais une revendication générale "pour la Paix", mais une protestation contre des initiatives bien précises du militarisme bourgeois: telle intervention militaire (140), un éventuel envoi du contingent ou un rappel des réservistes (141), une aggravation de la discipline des casernes, etc. Il s'agit donc de réactions **bien distinctes** des mobilisations pacifistes, aisément reconnaissables comme des manifestations de la vie de la classe ouvrière sur la base des caractéristiques que nous avons définies auparavant.

5) Il faut donc repousser la thèse immédiatiste selon laquelle la reprise classiste révolutionnaire pourrait découler de la naissance d'un antimilitarisme de classe issu du pacifisme de gauche (142). D'abord: parce que l'antimilitarisme prolétarien ne peut naître de la mobilisation des classes adverses, mais exclusivement de la réaction immédiate des prolétaires contre les effets des préparatifs de guerre sur leurs conditions de vie, de travail, d'encasernement. Ensuite: parce que sans riposte ouvrière aux attaques quotidiennes des patrons sur les salaires, le temps et les conditions de travail, il est impossible d'attendre des réactions contre le militarisme et ses conséquences; l'impact de celles-ci sur les conditions de vie de la classe est en effet le plus souvent beaucoup plus indirect et éloigné que la pression exercée quotidiennement par la bourgeoisie sur le poste de travail. Enfin: parce que la présence de l'agitation petite-bourgeoise pour la défense de la paix ne signifie pas que les prolétaires doivent croire à une menace réelle de guer-

re imminente, qui signifierait la fin de toutes les certitudes qui leur avaient fait jusque là supporter sans broncher les sacrifices infligés par la crise économique.

En effet c'est une caractéristique des classes moyennes que de pressentir à l'avance les futurs cataclysmes; d'autre part l'expérience historique démontre que l'agitation pacifiste disparaît précisément quand le conflit devient imminent. Par ailleurs pourquoi la perception de l'imminence de la guerre et l'écroulement de la croyance à un avenir qui soit **au moins** un avenir de paix, entraîneraient-ils forcément la révolte de la part des ouvriers? Il est bien plus logique qu'ils entraînent peur, paralysie et donc une résignation encore plus grande. Toute cette laborieuse construction que nous pourrions appeler **intellectualisme mouvementiste**, n'est qu'une tentative de trouver dans le mouvement pacifiste et ses gigantesques manifestations un substitut à la reprise de la lutte de classe - tentative ratée dès le départ car contrainte à inventer de toutes pièces une "composante prolétarienne" qui n'a jamais existé dans ces mouvements - et une justification théorique à la rage activiste de courir derrière tout ce qui bouge. Les errements théoriques suivent les errements pratiques.

6) Il faut repousser sur le plan théorique et pratique la position, que nous pouvons dire **intermédiiste**, qui appelle les prolétaires à défendre la paix parce que ce serait une situation plus favorable que la guerre au développement révolutionnaire. Selon ses partisans, la tâche des révolutionnaires consisterait à "**orienter les travailleurs les plus conscients et les plus radicaux vers les solutions jugées les plus favorables au moment donné, dans le but d'influer sur les événements pour qu'ils aillent, pas à pas, dans la direction la plus favorable au mouvement révolutionnaire**" puisque "**alors que les objectifs intermédiaires, c'est-à-dire les objectifs pour le présent et le futur prévisible favorisent un plus grand degré de conscience chez les militants révolutionnaires (...), au contraire les fuites en avant, l'incapacité à prendre des positions politiques, les perpétuelles répétitions des "principes" (...), émoussent l'esprit des militants révolutionnaires et des avant-gardes ouvrières**"(143).

Alors "**en absence de la révolution (...)** quelles sont les conditions qui favorisent le mouvement révolutionnaire, la paix ou la guerre?". La réponse est, bien sûr, la paix, pudiquement appelée "**non-guerre entre les principales puissances**", car "**la guerre en soi représente une très dure défaite pour la classe ouvrière**".

L'absurdité n'est pas tant dans la réponse que dans la question. "L'incapacité de la classe ouvrière, avant d'entamer la lutte pour le pouvoir, d'empêcher le capitalisme de déchaîner la guerre" dont on fait tant de

bruit, est une donnée de fait établie par le marxisme. Seule la révolution prolétarienne peut empêcher la guerre: ce n'est pas de la propagande au sens trivial du terme, c'est-à-dire du boniment. Nous ne voulons pas épouvanter les prolétaires, les contraindre à faire la révolution en agitant le spectre de la guerre, alors qu'elle pourrait être évitée par une simple lutte défensive d'une classe ouvrière encore trop faible pour se lancer à l'assaut du pouvoir, par quelque chose d'à peine plus difficile qu'une bataille syndicalisée courageuse.

Si en tant que marxistes, nous affirmons que la guerre est inévitable si la révolution n'a pas lieu, c'est parce que nous savons, sur la base d'une analyse scientifique des contradictions du capitalisme, que les pouvoirs bourgeois à un certain moment doivent déclencher la guerre sous peine de tomber dans un précipice encore plus dangereux, celui de l'effondrement économique sans espoir.

Qui se dit marxiste et accepte cette prémisse doit alors comprendre qu'aucune classe menacée de mort ne peut renoncer à recourir au remède qui peut la sauver, à moins que la classe historiquement révolutionnaire lui dispute le pouvoir politique les armes à la main; la classe dominante peut être alors contrainte à renoncer à la guerre - ou à interrompre temporairement sa participation à celle-ci - pour se consacrer complètement à la **guerre de classe** imposée par le prolétariat révolutionnaire. Dans une situation de ce type, que l'on pourrait dire de **double pouvoir**, selon l'expression utilisée par Lénine pour la situation russe de février à octobre 17, seuls des traîtres feraient de la "défense de la paix" le mot d'ordre central. De même que seuls des traîtres, avant la seconde guerre mondiale, ont pu faire de la lutte pour la démocratie contre le fascisme un objectif intermédiaire, étant donné l'impossibilité de faire de la révolution un objectif immédiat.

Il est évident que du point de vue des conditions de vie des travailleurs, le fascisme et la guerre sont pires que la démocratie et la paix. La carotte réformiste est moins pire que la matraque fasciste, les victimes de la "Paix" bourgeoise sont moins nombreuses que ceux de la guerre. Mais ce que les "intermédiaires" ne veulent pas voir, c'est que les actions de la classe dominante ne découlent pas de la volonté subjective d'individus ou de groupes, mais sont la conséquence de déterminations plus fortes que toute "volonté politique".

A certains moments le fascisme est un recours obligatoire. Quel bourgeois ne désirerait pas que les bavardages et les séductions démocratiques soient suffisants pour **normaliser** la classe ouvrière? Quel bourgeois ne préférerait pas que la situation économique permette de payer la paix socia-

le avec des concessions de type réformiste? Le fait est qu'il y a des situations historiques où la bourgeoisie ne peut se payer le luxe d'obtenir de cette façon la soumission de ses esclaves salariés: alors il lui est **nécessaire** de recourir à la manière forte, au fascisme.

Petite question aux intermédiaires d'hier d'aujourd'hui et de demain: à quelles conditions la classe ouvrière peut-elle "influencer" sur les choix politiques de la classe dominante" quand ce sont des choix obligatoires, par exemple "opter" pour la démocratie quand la situation économique ne le lui permet plus? Réponse: à la seule condition de faire peur à la classe dominante, c'est-à-dire d'avoir la force de s'insurger victorieusement contre l'ordre bourgeois. Mais alors la consigne des intermédiaires, qui peut être immédiatement atteinte, est une consigne de vendus.

En dehors de cette situation, c'est un mot d'ordre velléitaire, une pleurnicherie imbécille et impuissante.

(75) cf Postan, "Storia economica d'Europa 1945-64", Ed. Laterza 1975, p.7 et 65.

(76) *ibid.*, p.12.

(77) cf. "Programme Communiste" n°90, p.27 et suivantes, §8.

(78) cf "P.C." n°90, §9.

(79) cf Postan, *op. cit.*, p.3.

(80) *ibid.*, p.3.

(81) *ibid.*, p.8.

(82) *ibid.*, p.5.

(83) cf "P.C." n°91, p.34 sq, §11.

(84) cf Postan, *op. cit.*, p. 18.

(85) *ibid.*, p.17-18.

(86) *ibid.*, p.49.

(87) *ibid.*, p. 58.

(88) cf. "L'Usine nouvelle", 26/3/70, citée, comme la déclaration de Pompidou, dans la brochure "Le Prolétaire" n°12, "Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration".

(89) cf Postan, *op. cit.*, p.86.

(90) voir les articles "La decadenza della potenza imperiale britannica" et "Albione e la vendetta dei numi", in "Battaglia com." n°2,3

(91) cf. Postan, p.189.

(92) *ibid.*, p.86.

(93) *ibid.*, p.43.

(94) *ibid.*, p.109.

(95) "Arrivano in buon punto per destra e sinistra le armi del PAM" in "B.C." n°5/1952.

(96) "L'obiettivo sindacale del Piano di Aiuto Militare" in "B.C." n°4/1950.

(97) "Il Bilancio della beneficenza americana" in "B.C." n°23/1951.

(98) "Arrivano in buon punto...", *cit.*

(99) "Armi americane e interessi di classe" in "B.C." n°8/1950.

- (99) "Marshall: uno e trino" in "B.C." n°18/50
 (100) "Il Leviatano USA pasteggia" in "B.C." n°5/1952.
 (101) "Germania integrata", in "B.C." n°23/52
 (102) "Bonn, paese di cuccagna dell'accumulazione capitalistica", in "B.C." n°23/1951.
 (103) cf la brochure "Non pacifismo, Antimilitarismo di classe!"
 (104) cf Postan, cit. p.109.
 (105) ibid., p.110.
 (106) "Les perspectives de l'après-guerre" furent publiées dans le n°3 (oct.46) de notre revue d'alors "Prometeo". On peut les trouver en français dans le n°84-85 de "Programme Communiste".
 (107) cf. le compte rendu de la Réunion générale du parti de 1977 "Le Prolétaire" n°236
 (108) cf "Les perspectives..."
 (109) "Le Prolétaire" n°236.
 (110) ibid.
 (111) à propos de la guerre des taux d'intérêts, cf la note apparue dans "Il Programma comunista" n°17/1979 et l'article "ogni giorno una novità nel sistema monetario internazionale" in "Il P. C." n°11/1982.
 (112) Le travail que nous publions ici a été achevé avant les derniers événements de l'Est européen: dissolution du Pacte de Varsovie et exaspération de la crise économique-sociale en URSS - NdIR.
 (113) cf. "Dans le golfe, l'impérialisme défend son Ordre mondial" in "Le Prol." n°408.
 (114) cf "Le Prol." n°256.
 (115) ibid.
 (116) "Il problema della riunificazione tedesca" in "Il P.C." n°22/1979.
 (117) ibid.
 (118) "La Germania nella morsa del conflitto Est-Ovest" in "Il P.C." n°14/1978.
 (119) cf. L. Brentano, "Le origini del capitalismo", Ed. Sansoni, p.31-32.
 (120) ibid., p.17
 (121) ibid., p.26.
 (122) cf. A. Bordiga, "Armamento e investimento", Fil du Temps publié dans "B.C." n°17/1951.
 (123)cf., Brentano, op. cit., p.45-46.
 (124) cf., Marx "Grundrisse...", Ed. Sociales p.45, Ed. "10-18", tome 1, p.73.
 (125)Brentano, cit., p.38-39.
 (126) "Armamento...", cit.
 (127)cf Brentano, cit., p.47.
 (128) "Armamento..." cit.
 (129) Brentano, p.18.
 (130) ibid., p.26.
 (131) "Armamento..."
 (132) cf. "Auschwitz ou le grand alibi", brochure "Le Prolétaire" n°11.
 (133) Marx, "Le Capital" Tome III, ch.VI. Ed. Sociales p.116.
 (134) "Auschwitz..."
 (135) Marx, "Grundrisse..." op. cit.
 (136) A. Bordiga, "Sua Maestà l'Acciao". Fil du Temps publié dans "B.C." n°18/1950.
 (137) "Auschwitz..."
 (138) Par ordre de croissante improbabilité, nous avons donc en premier lieu l'hypothèse n°2 (reprise de classe sans victoire de la révolution avant la guerre), puis la n°4 (réactions classistes pendant la guerre); puis les hypothèses que nous jugeons **improbables**: la n°3 (totale paralysie du prolétariat avant et pendant la guerre) et enfin, la plus improbable de toutes, l'éclatement de la révolution avant le déclenchement de la guerre.
 (139)cf "Il corso del capitalismo mondiale nella esperienza storica e nella dottrina di Marx", partie I, §5, in "Il P.C." n°17/1957.
 (140) Nous pouvons citer comme exemple les réactions de type classiste dans la région de Venise en Italie au moment de l'expédition militaire occidentale au Liban en 1984; voir à ce sujet la "correspondance" parue dans "Le Prol." n°378 (juillet 84).
 (141) Au moment de la guerre d'Algérie, c'est contre le rappel et l'envoi des réservistes qu'ont eu lieu les réactions les plus violentes et les plus prolétariennes. Lors de la guerre du Golfe, c'est également le rappel et l'envoi de réservistes, notamment de la Garde Nationale, qui a suscité le plus de réactions hostiles, de la part de prolétaires.
 (142) Cette thèse a été énoncée lors de la crise de notre parti par une tendance "mouvementiste" qui allait donner naissance à l'éphémère journal italien "Combat"; cf. "La prospettiva dell'antimilitarismo proletario e la tattica verso il pacifismo attuale" in "Il P.C." n°10/1983.
 (143) "Linea politica o declamazioni?" in "L'Internazionalista" n°12.

* * * * *

BILAN D'UNE REVOLUTION

Dans le cadre de notre série "Les textes du Parti Communiste International", une nouvelle brochure est disponible : "**BILAN D'UNE REVOLUTION**".

C'est la ré-édition d'un travail paru en 1968, comme numéro spécial de "programme communiste", qui entendait répondre à l'hypocrisie de la célébration du 50^{ème} anniversaire de la révolution d'Octobre par les rénégats qui avaient usurpé le nom de communistes. Le texte fait justice de toutes les déformations sous lesquelles, tant les adversaires déclarés que les prétendus continuateurs des bolchéviks ensevelissent la révolution. Contre les affirmations ou les incompréhensions bourgeoises, opportunistes, anarchistes, trotskistes ou autres, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" rappelle les enseignements fondamentaux d'Octobre : la nécessité de la violence, de la terreur contre les anciennes classes dominantes, du parti communiste et de la dictature du prolétariat pour combattre et vaincre le capitalisme.

Il s'attache à mettre en évidence les causes de la dégénérescence et de la chute finale de la révolution d'Octobre devant la contre-révolution dite stalinienne. Elles ne résident pas dans le manque de démocratie en Russie ou dans le parti bolchévik, ainsi que le clameront des générations de déformateurs du marxisme. Les causes de la défaite résident avant tout dans une situation où, ultra minoritaire, le parti bolchévik devait se maintenir au pouvoir en s'épuisant à contrôler l'irrésistible poussée du capitalisme naissant en Russie, qu'il fallait orienter vers un capitalisme d'Etat, tout en attendant son salut de la révolution internationale. La contre-révolution était accomplie lorsque les nouvelles forces qui dirigeaient le parti et l'Etat se sentirent assez sûres d'elles-mêmes pour déclarer ouvertement l'abandon de la révolution internationale avec la formule du "socialisme dans un seul pays" : la voie était libre pour imposer au prolétariat et à la paysannerie les souffrances de l'accumulation forcenée du capital grâce à la répression et à la

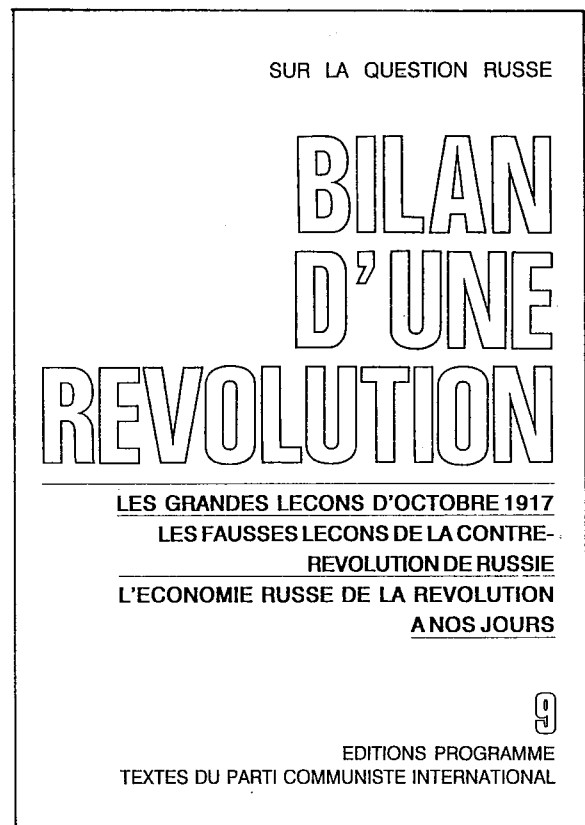
terreur à grande échelle de la période stalinienne.

Dans la ligne de tout notre travail de parti, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" analyse l'évolution économique de la Russie depuis octobre 17 pour démontrer qu'il ne s'est jamais agi d'autre chose que d'une économie **capitaliste**.

Aujourd'hui, alors que les petits-fils de Staline clament à tous les échos la faillite du communisme et l'absurdité de la révolution d'Octobre, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" est encore plus important qu'hier pour préserver les chances de la révolution internationale future.

" BILAN D'UNE REVOLUTION "

*Commande aux "Editions Programme"
50,- FF (plus frais de port)*



PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire des numéros précédents

No 55 - Avril 1972

(112 pages - 20 FF)

- **Textes de la Gauche: Pour mettre les points sur les I.**
- Marxisme et classes moyennes.
- M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution.** 5. Défense du parti et de la révolution d'Octobre (Interventions au 6è Exécutif élargi de l'IC, février 1926).

No 56 - Juillet 1972

(84 pages - 20 FF)

- A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne
- L'antifascisme démocratique : un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves.
- Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme ou le parti conte les sectes.
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution.** 6. Reconstruction de la doctrine et du parti ("le renversement de la praxis dans la théorie marxiste", 1951). 7. Vers un nouvel assaut prolétarien ("le battilochio"; motion de la Gauche sur "Education et culture au congrès de la jeunesse du P.S.I., 1912; le programme des jeunes de la fraction communiste abstentionniste, 1920).

No 58 - Avril 1973.

(192 pages - 20 FF)

- La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme.
- Sur "Le Hasard et la nécessité": Comment M. Monod terrasse la dialectique.
- **Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international.**

No 59 - Juin 1973

(80 pages - 15 FF)

- Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats.
- **Histoire de la Gauche communiste: le II congrès de l'Internationale communiste: un sommet et une croisée des chemins.**

No 60 - Septembre 1973

(84 pages - 15 FF)

- **Histoire de la Gauche communiste: le II congrès (suite).**
- Sur Paul Mattick : l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 - Décembre 1973

(44 pages - 15 FF)

- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme.
- Cours de l'impérialisme mondial.
- Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 - Mars 1974

(68 pages - 15 FF)

- Crise et révolution.
- La question de l'autodétermination... (2).
- La "pensée de Mao", expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale.
- La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

No 63 - Juin 1974

(80 pages - 15 FF)

- Trajectoire du travaillisme.
- **Leçons des contre-révolutions:**
- "La pensée de Mao"... (2).
- Les "réformes agraires" des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la "révolution" tunisienne.
- Inflation, profits et salaires.

No 64 - Octobre 1974

(88 pages - 15 FF)

- L'heure des petits-fils de Staline.
- The historical path of british Labourism.
- Cours de l'impérialisme mondial.
- **Marx - british Commerce.**

- **Marx - Le commerce britannique.**
 - **Sur le fil du temps:** Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes.
 - Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres.
 - The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.
 - A bas l'ancien et le nouveau contrat social.
 - Party and Class.
 - **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne.**
 - Le long du fil de l'histoire : sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations.
 - Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : 1. La question de l'autodétermination.
 - The conditions of admission to the Communist International.
 - Cours de l'impérialisme mondial : les développements de la concentration capitaliste.
- No 65 - Décembre 1974**
(96 pages - 15 FF)
- Encore sur crise et révolution.
 - "Proletarian Dictatorship" and "Socialist society" in the new chinese Constitution.
 - Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Luxemburg :
 - 2. Guerres impérialistes et guerres nationales.
 - Parliamentarism at the second Congress of the Comintern.
 - Inde : la révolution verte annonce la couleur.
 - Note de lecture : Gramsci, Bordiga et ... "Lotta Continua".
 - Cours de l'impérialisme mondial.
 - **Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922.**
 - Portugal : du 25 avril à l'austérité.
 - Mise au point à propos de certains "dépassés du marxisme".
 - Le mythe portugais du double pouvoir.
 - **Le marxisme et la Russie.**
 - **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1).** Introduction ; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc.
 - La "relance de la consommation populaire" ou l'élixir du Dct. Marchais.
 - 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
 - La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
 - **La crise de 1926 ... (2). Le VI exécutif élargi de l'I.C.** Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926).
 - En marge du Xe plan quinquennal. Le mythe de la "planification socialiste" en Russie.
 - Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
 - La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
 - **Gramsci, "l'Ordine nuovo" et "Il Soviet" (1).**
 - Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.
 - Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
 - Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
 - **Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (2).**
 - Cours de l'impérialisme mondial.
 - Shangaï, avril 1927 - le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme.
 - Le tournant des Fronts populaires ... (2).
 - **La crise de 1926 ... (3).**
 - Idole de la "compétitivité", religion du taux de profit.
- No 66 - Avril 1975**
(104 pages - 20 FF)
- No 67 - Juillet 1975**
(88 pages - 15 FF)
- No 68 - Octobre 1975**
(68 pages - 15 FF)
- No 69-70 - mai 1976**
(108 pages - 20 FF)
- No 71 - septembre 1976**
(80 pages - 15 FF)
- No 72 - Décembre 1976**
(104 pages - 20 FF)
- No 73 - Avril 1977**
(104 pages - 20 FF)

No 74 - Septembre 1977

(92 pages - 15 FF)

- La nouvelle constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.

- **La crise de 1926 ... (4).**

- **Gramsci , " L'Ordine Nuovo " et " Il Soviet " (3).**

- Parti révolutionnaire , ou cénacle de " marxologues " ?

No 75 - Décembre 1977

(72 pages - 15 FF)

- L'Internationale des flics au travail.

- **Sur le fil du temps** : Espace contre ciment.

- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique Latine.

- En mémoire de " Che " Guevara.

- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 - Mars 1978

(96 pages - 15 FF)

- Sur la voie du parti " compact et puissant " de demain.

- **L'Afrique , proie des impérialismes (1).**

- **La crise de 1926 ... (5).**

- Fastes de la domination impérialiste : la Mauritanie - l'Irlande.

- Notes de lecture : Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 - Juillet 1978

(88 pages - 15 FF)

- L'aggression française en Afrique aura son retour de flamme.

- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1).

- **L'Afrique , proie des impérialismes (2).**

- **La crise de 1926 ... (6).**

- Sur la révolution en Amérique Latine.

No 78 - Décembre 1978

(88 pages - 15 FF)

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste.

- Le terrorisme (2).

- **La crise de 1926 ... (7).**

- Cours de l'impérialisme mondial.

- Parabole du trotskysme dégénéré : la IVe Internationale et la dictature du prolétariat . Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 - Avril 1978

(88 pages - 15 FF)

- Défendre le marxisme , c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat.

- **Sur le fil du temps . Le prolétariat et la guerre** : Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.

- **La crise de 1926 ... (8).**

- **L'Afrique , proie des impérialismes (3)**

- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest , la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle ?

No 80 - Juillet 1979

(88 pages - 15 FF)

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.

- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.

- Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.

- La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.

- Les " revendications transitoires " dans la tactique communiste.

- **Sur le fil du temps . Le prolétariat et la guerre** : La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte . Etat prolétarien et guerre.

No 81 - Décembre 1979

(80 pages - 15 FF)

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes !

- Les revendications " transitoires " ... (2).

- **L'Afrique , proie des impérialismes (4)**

- Le programme des " Fedayin " iraniens , ou les limites du démocratisme.

- Marcuse , prophète du bon vieux temps.

No 82 - Avril 1980

- L'Ere des guerres et des révolutions.

- Le rôle de la nation dans l'histoire.

- **L'Afrique , proie des impérialismes (5).**

- L'Ulster , dernière colonie anglaise.

No 83 - Juillet 1980
(76 pages - 15FF)

- La lutte de classe est plus vivante que jamais !
- **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'I.C.)**.
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique Latine.
- **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le "Tiers-Monde"**
- Note de lecture . Léon Trotsky : terrorisme et communisme - P. Franck manipule l'histoire.

No 84-85 - Mars 1981
(76 pages - 15 FF)

- La Pologne confirme : besoin de l'organisation - besoin du parti.
- **Les perspectives de l'après-guerre.**
- Les communistes et les luttes ouvrières (" Que faire?" hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la fraction de gauche du P.C. d'Italie et les " mots d'ordre démocratiques".
- L'extrême-gauche " anti-sioniste " et la question palestinienne.
- Un mythe usé : le socialisme à l'Est.

No 86 - Août 1981
(88 pages - 15 FF)

- Mitterrand président.
- La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial.
- Cours de l'impérialisme mondial.
- Les bases du militantisme communiste.
- **Histoire de la Gauche communiste : le processus de formation des sections nationales de l'I.C.**

No 87 - Décembre 1981
(72 pages - 15 FF)

- Les " trotskystes " contre Trotsky.
- La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le P.C.F.)**
- Après l'assassinat de Sadate.
- A propos de la révolution sandiniste.
- Dernière minute : l'état de siège en Pologne.

No 88 - Mai 1982
(80 pages - 15 FF)

- Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale ?
- La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne.
- Cronstadt : une tragique nécessité.
- Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908.
- Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 - mai 1987
(112 pages - 20 FF)

- Programme Communiste reprend sa publication.
- Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer.
- Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 82.
- La religion : appui ou obstacle à la lutte de classe ? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 - septembre 1988
(104 pages - 25 FF)

- Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe.
- **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1).**
- La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte
- Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 - Juin 1990
(68 pages - 25 FF)

- A l'Est : derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe.
- Cours de l'impérialisme mondial.
- **La guerre impérialiste ... (2).**
- **Sur le fil du temps : Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

Aux "Editions Programme"

EN FRANCAIS :

Série "Les textes du Parti Communiste International"

1. Communisme et fascisme	épuisé
2. Parti et classe	15,-
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	15,-
5. "La Maladie infantile", condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine "La maladie infantile du communisme")	10,-
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50,-
8. Dialogue avec Staline (la réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	30,-
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	50,-
Brochures " le prolétaire "	
5. Question féminine et lutte de classe	6,-
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6,-
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	6,-
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6,-
10. Postiers en lutte (la grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6,-
11. Auschwitz ou le grand alibi	6,-
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6,-
13. Le marxisme et l'Iran	6,-
14. Foyers de travailleurs immigrés : enseignements de 6 ans de lutte	6,-
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6,-
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du Parti Communiste International - 1981)	10,-
18. Vive la lutte des ouvriers polonais	6,-
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6,-
Suppléments au " prolétaire "	
- Mouvements revendicatifs et socialisme	6,-
- Nouvelle-Calédonie : indépendance immédiate et sans condition !	6,-
- Pour un anti-racisme prolétarien	6,-
- Révolution et contre-révolution en Russie	6,-
Série " Les cahiers d'el-Oumam I"	
1. Le syndicalisme en Algérie	6,-
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6,-
3. Critique de la théorie de la "Révolution nationale-démocratique de type nouveau"	6,-
Revue théorique " Programme communiste "	
- Numéros 1 à 50 (disponibles en photocopies, 15 à 20F le no. cf sommaires)	
- Numéros 51 à 57	15,-
- Numéros 58 (112 pages)	25,-
- Numéros 59 à 88	15,-
- Numéro 89	20,-
- Numéros 90, 91	25,-
EN ITALIEN :	
- Storia della Sinistra Comunista, vol. I, (1912-1919)	100,-
- Storia della Sinistra Comunista, vol. II, (1919-1920)	120,-

- Storia della Sinistra Comunista , vol. III , (1920-1921)	
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150,-
- Classe , Partito , Stato nella teoria marxista	10,-
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	20,-
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione (I fondamenti del comunismo rivoluzionario)	15,-
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana	20,-
4. Partito e classe	15,-
5. "L'estremismo , malattia infantile del comunismo" , condanna dei futuri rinnegati	15,-
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	30,-
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15,-
Quaderni del Programma Comunista	
- Il mito della " pianificazione socialista " in Russia	10,-
- Il " rilancio dei consumi sociali " , ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti : un settore che non andrà mai in crisi	10,-
- Il proletariato e la guerra	10,-
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10,-
Reprint " il comunista "	
- Marxismo e scienza borghese	15,-
- La lotta di classe dei popoli non bianchi.	10,-
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	10,-
- Testi di Trotsky : " Insegnamenti dell'Otobre " , " Insegnamenti della Comune "	10,-
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	10,-
- Abaco della economia marxista	6,-
Altri Opuscoli	
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10,-
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10,-
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10,-
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del Partito comunista internazionale , 1981)	15,-
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10,-
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10,-
- Non pacifismo , antimilitarismo di classe ! (1982)	10,-
EN ANGLAIS :	
- The fundamentals of Revolutionary Communism	10,-
- Party and Class	15,-
- Communist Programm , Ns 1 to 7	15,-
- The Party's Programme	10,-
EN ESPAGNOL :	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	10,-
2. Fuerza , violencia , dictadura en la lucha de clase	10,-
3. Partido y clase	15,-
- El programa comunista (jusqu'au numéro 38 et no 40)	15,-
- El programa comunista no 39 (Manifesto del Partido Comunista Internacional - De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	15,-
- El programa comunista no 41	20,-
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10,-
EN ALLEMAND :	
1. Die Frage der revolutionären Partei	10,-
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	15,-
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15,-
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20,-

5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?	25,-
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20,-
- Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP , bis Nummer 28)	20,-
EN ARABE :	
- Pour le parti ouvrier indépendant	5,-
- Thèses caractéristiques du parti	10,-
- Les communistes et la question de la liberté politique	10,-
- Manifeste du Parti Communiste International.	15,-
- Ce qui distingue le parti	5,-
EN PORTUGUAIS :	
1. Teses caracteristicas do partido : bases de adesão	5,-
2. Lições das contra-revoluções	5,-
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10,-
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10,-
EN TURC :	
- Komünist partisi manifestosu , Karl Marx et Friedrich Engels	10,-
- Rusya' da devrim ve karsi-devrim	5,-
- Journal " Enternationalist Proleter " (3 numéros parus)	5,-
EN HOLLANDAIS :	
- Het democratisch principe	5,-
EN POLONAIS :	
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10,-
EN PERSE :	
- Retour au programme communiste révolutionnaire	10,-
- Les fedayins et la question de l'Etat	5,-
EN GREC :	
- Parti et classe	20,-
En DANOIS / SUEDOIS :	
1. Marxismens grundtraek - Partiets karakteristike tesar	20,-
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	20,-
DANS LES SERIES "SUL FILO DEL TEMPO" ET "DOCUMENTARIA" DES ED. ISKRA	
-Economia marxista ed economia controrivoluzionaria - A. Bordiga - (263 p.)	60,-
-I fattori di razza e nazione nella teoria marxista - A. Bordiga - (175 p.)	40,-
-Imprese economiche di pantalone - A. Bordiga - (153 p.)	40,-
-Proprietà e capitale - A. Bordiga - (202 p.)	40,-
-Mai la merce sfamerà l'uomo - A. Bordiga - (306 p.)	60,-
-Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) - (130 p.)	40,-
-Contributi alla storia del materialismo - Plechanov - (198 p.)	40,-
-Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 - Trotsky, Vujovic, Zinoviev - (299 p.)	60,-
-Relazione del partito comunista d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista , novembre 1922 - (124 p.)	40,-
-La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) - William D. Haywood - (376 p.)	60,-
DANS LA SERIE DES " EDIZIONI SOCIALI "	
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga -	30,-
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga - (236 p.)	40,-
- La tattica del Comintern 1926 - 1940 - O. Perrone - (198 p.)	40,-

AVERTISSEMENTS : - LES TEXTES EPUISES OU EN VOIE D'EPUISEMENT NE PEUVENT ETRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES - FRAIS DE PORT NON COMPRIS (10% en sus pour le tarif économique. Nous consulter pour envois par avion).

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant

jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

